

**LE DÉVELOPPEMENT RURAL INTÉGRÉ:
UN BILAN**

**DE GEÏNTEGREERDE PLATTELANDS-
ONTWIKKELING: EEN BALANS**

SYMPOSIUM

Bruxelles, 8 mars 1991

Brussel, 8 maart 1991

**ACADÉMIE ROYALE
DES
SCIENCES D'OUTRE-MER**



**KONINKLIJKE ACADEMIE
VOOR
OVERZEESE WETENSCHAPPEN**

1992

**LE DÉVELOPPEMENT RURAL INTÉGRÉ:
UN BILAN**

**DE GEÏNTEGREERDE PLATTELANDS-
ONTWIKKELING: EEN BALANS**

SYMPOSIUM

Bruxelles, 8 mars 1991

Brussel, 8 maart 1991

**ACADÉMIE ROYALE
DES
SCIENCES D'OUTRE-MER**



**KONINKLIJKE ACADEMIE
VOOR
OVERZEESTE WETENSCHAPPEN**

1992

ACADÉMIE ROYALE
DES
SCIENCES D'OUTRE-MER

Rue Defacqz 1 boîte 3
B-1050 Bruxelles (Belgique)

Tél. (02) 538.02.11
Fax (02) 539.23.53
C.C.P. 000-0024401-54,
Bruxelles

KONINKLIJKE ACADEMIE
VOOR
OVERZEESE WETENSCHAPPEN

Defacqzstraat 1 bus 3
B-1050 Brussel (België)

Tel. (02) 538.02.11
Fax (02) 539.23.53
Postrekening 000-0024401-54,
Brussel

L'organisation du Symposium
et la publication du présent
volume ont bénéficié de
l'aide financière de :

De inrichting van het Symposium
en de uitgave van dit boek
hebben de financiële
steun genoten van :

Ministère de l'Éducation, de la Recherche
et de la Formation de la
Communauté française

Fonds National de la Recherche Scientifique /
Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek

TABLE DES MATIÈRES – INHOUDSTAFEL

| | |
|---|-----|
| Avant-propos / Voorwoord | 5 |
| R. SOKAL, Le concept du développement rural intégré | 7 |
| P. FIERENS, Université et développement rural intégré | 13 |
| F. BOCHKOLTZ, Une étude de cas en Amérique latine | 77 |
| J. BOOTH, The «Island of Peace» at Kalakad, Tamil Nadu (India) | 91 |
| R. RENARD, Politieke besluiten | 105 |
| V. DRACHOUSOFF, Conclusions finales et voies d'avenir . . . | 113 |

AVANT-PROPOS

À l'initiative de sa Classe des Sciences naturelles et médicales, l'Académie royale des Sciences d'Outre-Mer a organisé un Symposium sur le thème «Le Développement rural intégré: Un Bilan».

La préparation en a été assurée par le Comité du Symposium présidé par M. J. Semal.

Le Symposium s'est tenu le 8 mars 1991 au Palais des Académies à Bruxelles et y a rassemblé de nombreux participants.

Le présent volume reprend les textes des principales communications présentées à cette occasion.

L'organisation du Symposium et l'édition de ses Actes ont été subventionnées par le Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation de la Communauté Française, ainsi que par le Fonds National de la Recherche Scientifique. L'Académie leur en est vivement reconnaissante.

VOORWOORD

Op initiatief van haar Klasse voor Natuur- en Geneeskundige Wetenschappen heeft de Koninklijke Academie voor Overzeese Wetenschappen een Symposium ingericht met als thema „De Geïntegreerde Plattelandsontwikkeling: Een Balans”.

De voorbereiding ervan werd verzekerd door het Comité van het Symposium voorgezeten door de H. J. Semal.

Het Symposium werd gehouden op 8 maart 1991 in het Paleis der Academiën te Brussel en talrijke deelnemers waren aanwezig.

Dit boek omvat de teksten van de voornaamste mededelingen die bij deze gelegenheid werden voorgelegd.

De inrichting van het Symposium en de uitgave van zijn Acta gebeurden met de financiële steun van het Ministerie voor Opvoeding, Navorsing en Vorming van de Franse Gemeenschap, alsook van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek. De Academie is er hen bijzonder dankbaar voor.

Symposium
« Le Développement rural intégré :
Un Bilan »
(Bruxelles, 8 mars 1991)
Académie royale des Sciences
d'Outre-Mer
pp. 7-12 (1992)

Symposium
« De Geïntegreerde Plattelandsontwikkeling :
Een Balans »
(Brussel, 8 maart 1991)
Koninklijke Academie voor
Overzeese Wetenschappen
pp. 7-12 (1992)

LE CONCEPT DU DÉVELOPPEMENT RURAL INTÉGRÉ

PAR

R. SOKAL *

RÉSUMÉ. — Le terme «développement rural intégré» est apparu durant la période de 1965 à 1970. Il peut être défini comme suit: «C'est la mise en valeur planifiée d'une région en faisant appel à toutes les ressources naturelles et humaines qu'elle contient et en appliquant tous les acquis des sciences et technologies modernes afin d'arriver à une optimisation du potentiel de développement qu'elle contient». La mise en œuvre d'un projet de développement intégré comporte plusieurs phases: 1) l'inventaire et l'étude coordonnée des données de base (physiques, économiques et humaines, ces dernières trop souvent négligées); 2) la synthèse de ces données en vue d'élaborer un ou plusieurs modèles de développement; 3) la planification stratégique qui fait l'inventaire des points forts et des points faibles d'une région, en vue de renforcer les premiers, d'éliminer les seconds; 4) la définition de la structure des projets, leur assurant une autonomie administrative et financière suffisante.

SAMENVATTING. — *Het begrip «geïntegreerde plattelandsontwikkeling».* — Het begrip «geïntegreerde plattelandsontwikkeling» is ontstaan in de periode van 1965 tot 1970. Het kan als volgt gedefinieerd worden: «Het is de geplanifieerde valorisatie van een streek waarbij beroep gedaan wordt op alle natuurlijke en menselijke vermogens van deze streek en waarbij alle verworvenheden van de moderne wetenschappen en technologieën toegepast worden zodat de mogelijkheden van ontwikkeling die er bestaan geoptimaliseerd worden». De uitvoering van een geïntegreerd plattelandsontwikkelingsproject gebeurt in verschillende fasen: 1) de inventaris en de gecoördineerde studie van de basisgegevens (fysische, economische en menselijke, deze laatste worden te dikwijls verwaarloosd); 2) de synthese van deze gegevens om één of meer ontwikkelingsmodellen op te bouwen; 3) de strategische planning die de inventaris opmaakt van de sterke en de zwakke aspecten van een streek, om de eerste te versterken en de laatste uit te schakelen; 4) de definitie van de structuur van de projecten, die hen voldoende administratieve en financiële autonomie moet verzekeren.

SUMMARY. — *The concept of «integrated rural development».* — The term «integrated rural development» appeared during the period 1965-1970. It can be

* Membre titulaire honoraire de l'Académie; rue du Marteau 55, B-1040 Bruxelles (Belgique).

defined as follows : «It is the planified valorisation of an area, using all its natural and human resources and applying all the achievements of modern science and technology in order to maximise its development potential». The execution of an integrated rural development project contains several phases: 1) the inventory and the coordinated study of the basic data (physical, economic and human, the last two being too often neglected); 2) the synthesis of these data in order to build up one or several development models; 3) the strategic planification where the inventory is made of the strong and the weak points of an area, in order to reinforce the former and eliminate the latter; 4) the definition of the structure of the projects, providing them with sufficient administrative and financial autonomy.

1. Définition

Le terme «développement rural intégré» est apparu durant la période de 1965 à 1970.

À cette époque, la majorité des spécialistes du développement estimaient en effet que des projets agricoles trop exclusivement centrés sur les aspects techniques de productivité et de rentabilité étaient peu à même de satisfaire les aspirations des populations concernées vers un «mieux-vivre» authentique.

À la décharge d'un certain nombre d'actions — même anciennes — en milieu rural, il faut dire que, pareilles à M. Jourdain qui faisait de la prose sans le savoir, leurs concepteurs y avaient déjà inclus des aspects d'amélioration sanitaire, d'habitat, de formation, de promotion culturelle, etc. En bref, une approche plus humaniste du développement.

Comment définir le développement intégré?

Depuis 1970, j'ai tenté la définition suivante:

C'est la mise en valeur planifiée d'une région en faisant appel à toutes les ressources naturelles et humaines qu'elle contient et en appliquant tous les acquis des sciences et technologies modernes afin d'arriver à une optimisation du potentiel de développement qu'elle contient.

Cette définition appelle deux remarques importantes :

- 1° Il s'agit d'un développement régional ou sub-régional;
 - 2° On vise à promouvoir tous les vecteurs de développement, y compris les aspects socio-économiques et culturels pour atteindre un réel épanouissement des populations.
- «Intégré» est donc pris dans le sens d'«intégral».

2. Méthodologie

Dans la mise en œuvre d'un projet de développement intégré, on peut déceler plusieurs phases importantes :

- a) Dans une première phase, il faut aborder le fondement de toute planification de développement régional : c'est *l'inventaire et l'étude des données de base*.

Parmi celles-ci on peut citer :

- Les données géographiques, topographiques et géologiques ;
- Les données climatologiques ;
- Les ressources hydrologiques ;
- Les ressources agronomiques, notamment la pédologie et les aptitudes culturelles de l'écosystème considéré.

À côté de ces données que l'on peut appeler physiques, il y a l'aspect économique : possibilités d'activités productives, marchés de produits et services induits, etc.

Enfin, les données humaines, souvent négligées, sont très importantes pour la réussite d'un projet.

Elles incluent l'anthropologie, l'état sanitaire et nutritionnel, la démographie, la scolarisation et la formation, les traditions, notamment en ce qui concerne la propriété et l'exploitation du sol et également important : le statut de la femme.

Il est à noter que l'inventaire des données physiques (topographie, géologie, pédologie, hydrologie, ...) peut prendre énormément de temps lorsque l'on ne dispose pas de travaux préexistants déjà exécutés par des organismes nationaux ou internationaux appropriés.

L'application de technologies modernes comme la télédétection et la phytosociologie permet toutefois d'accélérer le processus.

L'enquête sur les facteurs socio-économiques et humains manque surtout de spécialistes de terrain bien expérimentés. L'anthropologie appliquée au développement est encore une science à ses débuts.

Enfin, il faut insister particulièrement sur la *manière coordonnée*, — il s'agit d'un véritable travail d'équipe — qui doit animer la récolte des données de base. Faute de quoi, l'on s'égare facilement dans des recherches de détail et dans un perfection-

nisme exagéré, n'ayant rien en commun avec le but poursuivi et entraînant la région dans le cercle vicieux des études éternellement recommencées.

- b) La deuxième phase très importante est la *synthèse* des données de base en vue d'élaborer un ou plusieurs modèles de développement possibles.

Deux tendances fondamentales prévalent pour les options agricoles :

- 1° Surtout en zones tropicales et/ou non arides : des actions dites « au ras du sol » portant sur le développement progressif du marché intérieur — et partant du niveau de vie — à travers l'amélioration et la diversification des cultures et la multiplication des petites et moyennes industries connexes.

C'est la tendance « encadrement ».

- 2° En zones semi-arides ou arides : création d'une infrastructure pour la mise en valeur commune des terres et des eaux, grâce à des travaux de génie rural plus ou moins importants.

C'est la tendance « aménagement » qui concerne notamment les périmètres irrigués et la conservation des sols.

- c) La méthodologie qui s'est avérée la plus fructueuse pour transformer la collecte des données de base en un modèle optimal de développement est la *planification stratégique*.

Elle consiste à faire l'inventaire des points forts et des points faibles d'une région pour programmer ensuite une série d'actions visant à rehausser progressivement les points forts et à éliminer dans la mesure du possible les points faibles.

À titre d'exemple, voici ce que cela donne — d'une façon très résumée — pour une région caractéristique du Zaïre.

Points forts :

- 1) La sélection des variétés à haut rendement ainsi que la carte des sols sont déjà réalisées grâce à l'INERA (ex-INEAC). Il en est de même pour les données climatologiques.
- 2) Ces dernières sont favorables et ne nécessitent pas le recours à l'irrigation.
- 3) Des pôles de développement, même à échelle réduite, ont coutume à exister en milieu rural (missions, périphérie des plantations industrielles, projets d'aide bi- ou multilatérale, certaines stations INERA).

- 4) La disponibilité des sols ne pose pas de problèmes majeurs, comme la réforme agraire, p. ex.

Points faibles :

- 1) Démotivation du milieu rural qui se replie sur une autosubsistance insuffisante au point de vue nutritionnel et la tradition ancestrale qui veut que le travail des champs soit avant tout l'affaire des femmes.
 - 2) Désorganisation du système des transports et enclavement de la production.
 - 3) Mauvaise structure des prix agricoles.
 - 4) Manque de cadres nationaux suffisamment formés à la gestion et à l'animation de projets ruraux.
 - 5) Système d'enseignement qui favorise l'exode rural.
 - 6) Manque généralisé d'éléments d'élévation du niveau de vie : soins médicaux, eau potable, énergie, etc.
- d) Un dernier point sur lequel il faut insister est relatif à la *structure des projets de développement intégré*.

Il est apparu en effet la nécessité d'une autonomie administrative et financière aussi large que possible pour l'autorité en charge du projet.

L'intervention de ministères et d'administrations multiples du niveau national se heurte le plus souvent à des problèmes budgétaires et de coordination quasi impossibles à résoudre.

Cette autonomie peut se réaliser sous diverses formes :

- Sociétés régionales de développement (elles existent même en Belgique);
- Sociétés d'économie mixte;
- Coopératives;
- Associations rurales à caractère pré-coopératif, etc.

3. Conclusions

En conclusion, on peut dire que la notion de développement intégré procède à la fois d'une approche plus scientifique et plus généreuse sur le plan humain des projets en milieu rural.

Faisant abstraction des difficultés politiques et ethniques, hélas encore trop nombreuses, les principaux obstacles semblent consister en :

- 1) L'insuffisance des moyens financiers et d'encadrement tant en nombre qu'en durée.
- 2) La sous-estimation des moyens logistiques nécessaires ainsi que l'absence de structures assurant leur pérennité.
- 3) La dimension trop réduite des actions souvent appelées «projets pilotes» ou «pôles de développement». En fait, ils créent la plupart du temps une zone de prospérité relative dans un océan de misère.
- 4) Les problèmes de marché et la concurrence intra- ou extrarégionale sont très difficiles à résoudre. Abstraction faite de la dégradation et du coût des transports, il faut bien dire que la diversification de la production agricole reste limitée dans des conditions éco-climatiques comparables.
- 5) L'autonomie des projets a souvent conduit à un réel court-circuitage des autorités et administrations des PVD, lesquelles finissent par laisser faire passivement les différents bailleurs de fonds. Cette dernière constatation pose la question fondamentale suivante : Ne vaut-il pas mieux aider les administrations à mieux jouer leur rôle, à initier elles-mêmes des projets de développement intégré et en assurer la pérennité, et surtout à inclure l'ensemble de ces efforts en un plan cohérent de développement de la nation toute entière?

J'exprime ici l'espoir que les exposés et les discussions de ce symposium nous permettent de dégager des propositions positives pour que le développement intégré prenne son vrai essor dans une perspective de progrès socio-économique plus global et plus permanent des pays du Tiers Monde.

Symposium
« Le Développement rural intégré :
Un Bilan »
(Bruxelles, 8 mars 1991)
Académie royale des Sciences
d'Outre-Mer
pp. 13-76 (1992)

Symposium
« De Geïntegreerde Plattelandsontwikkeling :
Een Balans »
(Brussel, 8 maart 1991)
Koninklijke Academie voor
Overzeese Wetenschappen
pp. 13-76 (1992)

UNIVERSITÉ ET DÉVELOPPEMENT RURAL INTÉGRÉ

PAR

P. FIERENS *

RÉSUMÉ. — Dans le domaine du développement rural intégré, un groupe comportant l'Université de Lubumbashi et des institutions universitaires belges a réalisé, depuis 1982, une recherche-action interdisciplinaire consacrée à l'amélioration de la qualité de la vie des petits paysans et à la lutte contre l'exode rural. Ce travail a donné lieu à une coopération permanente entre des membres de ces universités et des populations rurales vivant sur le territoire de la zone de santé rurale de Kopolowe, situé à proximité de Lubumbashi dans le sud du Zaïre. Les différents secteurs qui ont été l'objet d'investigations et de réalisations sont la santé, la nutrition, l'agriculture (génie rural), l'éducation des enfants, la production d'énergie, les matériaux de construction et l'habitat, les aspects socio-culturels et la stimulation des populations. L'interaction université-monde rural s'est révélée bénéfique pour les deux types de partenaires. La recherche-action n'est pas terminée.

SAMENVATTING. — *Universiteit en geïntegreerde plattelandsontwikkeling.* — Op het gebied van de geïntegreerde plattelandsontwikkeling heeft een groep die de Universiteit van Lubumbashi en Belgische universitaire instellingen verenigt, een interdisciplinaire onderzoeksactie uitgevoerd sinds 1982. Deze onderzoeksactie is gewijd aan de verbetering van de levensstandaard van de kleine boeren en de bestrijding van de plattelandsvlucht. Dit werk gaf aanleiding tot een duurzame samenwerking tussen leden van deze universiteiten en plattelandsbevolkingen die in de zone van plattelandsgezondheid van Kopolowe wonen, nabij Lubumbashi in het zuiden van Zaïre. De verschillende sectoren waarin onderzoeken en verwezenlijkingen verricht werden zijn de gezondheid, de voeding, de landbouw, de plattelandstechnieken, de energieproductie, de bouwmaterialen en de huisvesting, de socio-culturele aspecten en de stimulatie van de bevolkingen. De samenwerking tussen universiteit en plattelandswereld bleek weldadig voor beide partners. De onderzoeksactie is niet afgelopen.

* Membre titulaire honoraire de l'Académie; Division Energie, Faculté des Sciences, Université de Mons-Hainaut, quai Nord 43, B-7000 Mons (Belgique).

SUMMARY. — *University and integrated rural development.* — Within the framework of integrated rural development, a group, made up of the University of Lubumbashi and Belgian University Institutions, has carried out, since 1982, interdisciplinary research/practical work devoted to the improvement of the quality of life of small-scale farmers and towards the fight against the rural exodus. The work provided a permanent common ground for co-operation between the university members and the population living in the area of the Kapolowc Rural Health Zone, situated near Lubumbashi, in southern Zaire. The different target areas for investigation included health, nutrition, agriculture (agricultural engineering), child education, energy production, materials for construction and housing, socio-cultural aspects and the encouragement of the people. The university-rural world interaction proved to be beneficial for the two participants. The research/practical work is not yet complete.

1. Introduction

La présente communication est relative à une recherche-action interuniversitaire belgo-zaïroise dans le domaine du développement rural intégré. Entamée en 1982 dans la région du Shaba, dans le sud du Zaïre, elle implique, d'une part, une coopération interdisciplinaire permanente entre l'Université zaïroise de Lubumbashi et un groupe d'institutions universitaires belges et, d'autre part, un travail collectif d'investigations et de réalisations accompli par des membres de ces universités et par des populations rurales vivant sur le territoire de la zone de santé rurale de Kapolowe, situé entre les villes de Lubumbashi et de Likasi.

Cette publication rassemble les résultats obtenus, à ce jour, par de très nombreux partenaires, pour la plupart belges ou zaïrois, dont nous avons eu l'avantage et le plaisir de coordonner les efforts: membres de diverses communautés universitaires, sœurs Bénédictines, missionnaires, religieux zaïrois, chefs coutumiers, notables et habitants des villages de la zone de santé rurale de Kapolowe, membres de l'administration et de divers organismes zaïrois, coopérants belges, etc. C'est dire que ce projet est leur propriété à tous et qu'en signant ce document nous nous exprimons en leur nom, en dépit de ce que dans le texte aucun de ces partenaires n'est cité en particulier, à une exception près. C'est dans cet esprit que le lecteur est invité à se placer et à comprendre que, par exemple, l'expression «notre» recherche-action traduit le fait que celle-ci appartient à l'ensemble de ceux qui y ont joué un rôle.

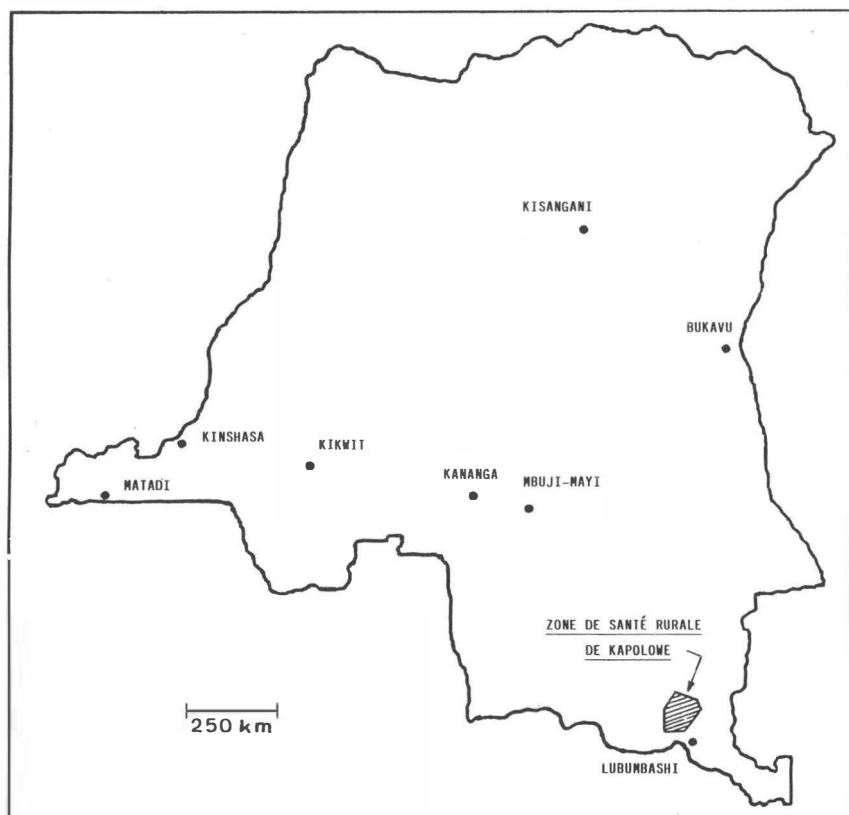


Fig. 1. — Situation de la zone de la recherche-action entreprise au Zaïre.

2. Origines et genèse de la conception de la recherche-action

L'élaboration progressive de la philosophie et des objectifs généraux de la recherche-action qui nous occupe ici, a été alimentée, en premier lieu, par un ensemble de réflexions sur le rôle que doit jouer l'université dans la société dont elle fait partie et, notamment, vis-à-vis du développement de celle-ci.

Dans un second temps, l'analyse de cette interaction université-société a été transposée au cas particulier de l'Université de Lubumbashi et du Zaïre, tout en le situant dans un contexte de coopération interuniversitaire internationale.

Cet enchaînement de considérations nous a conduit à estimer qu'il était intéressant et avantageux, tant pour l'université que pour

son environnement, d'entamer une telle recherche-action et, de plus, nous a permis de discerner les axes majeurs de celle-ci. La relation succincte que nous en donnons ci-après nous paraît indispensable à la compréhension des idées de base de notre démarche et de leur cohérence.

2.1. UNIVERSITÉ ET DÉVELOPPEMENT

Dans quelle mesure l'université est-elle amenée à participer au développement du pays ou de la région où elle est implantée? Cette importante question a fait l'objet de nombreuses publications (p. ex.: ASSOCIATION INTERNATIONALE DES UNIVERSITÉS 1979; DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE 1981) et le débat n'est pas clos.

Personnellement, nous sommes d'avis que la contribution que l'université et la coopération interuniversitaire internationale peuvent apporter au développement est essentielle, et ce à plus d'un titre (FIERENS 1980, 1982 a, 1982 b, 1983 a):

- Enseignement supérieur (transmission des connaissances);
- Formation (apprendre à apprendre, esprit critique, qualités humaines, sens social, apprentissage de la solidarité);
- Recherche scientifique (accroissement des connaissances, créativité, innovation, rigueur, interdisciplinarité);
- Ouverture sur l'environnement socio-culturel, économique et technologique (contribution au développement, mise en pratique de la solidarité nationale ou régionale);
- Ouverture sur le monde (coopération internationale au développement notamment par le biais d'une collaboration interuniversitaire, dialogue Nord-Sud, mise en pratique de la solidarité internationale, nouvel ordre mondial).

Grâce aux universités, exerçant ces cinq fonctions qui justifient leur existence, tous les États du Nord et du Sud disposent d'hommes et d'outils capables d'expérimenter des voies nouvelles de développement, d'aider les responsables politiques à les mettre en œuvre et de faciliter un partenariat international et multiracial susceptible, de surcroît, de doter les peuples de réflexes solidaires.

Néanmoins, dans la pratique, on constate que toutes les universités ne sont pas aptes actuellement à jouer ce rôle d'ouverture en rapport avec le développement; ou elles abritent trop de locataires de

tours d'ivoire ignorant les besoins et les aspirations des populations qui les entourent, ou elles ne disposent pas des moyens nécessaires à s'acquitter de cette tâche. C'est malheureusement souvent le cas dans le tiers monde. À propos de ce dernier, remarquons, dans la foulée, que ses universités renferment en leur sein plusieurs nationaux de haute qualification, relevant de disciplines variées, qui remplaceraient avantageusement certains experts internationaux dont la compétence et la connaissance du pays ne sont pas toujours en rapport avec les émoluments très élevés qu'ils réclament.

2.2. UNIVERSITÉ DE LUBUMBASHI

Nous avons eu la chance, depuis la fondation de l'Université de Lubumbashi (1956) jusqu'à ce jour, de participer activement aux étapes successives de sa croissance et de son épanouissement, tout en vivant en direct l'impact parfois désastreux des obstacles qui ont entravé son essor :

- Création des structures et des laboratoires et développement des enseignements ;

- Accès progressif des étudiants avancés à la recherche scientifique : mémoires de fin d'études et doctorats ;

- Entrée en fonction graduelle d'assistants, puis d'enseignants autochtones ;

- Ouverture de l'université sur l'environnement économique et industriel par la création en 1965 du CRIAC, Centre de Recherche Industrielle en Afrique Centrale (FIERENS 1987) ;

- Mise en place d'une coopération interuniversitaire belgo-zaïroise, notamment par le système CTU (Coopération technique universitaire) prolongé, par la suite, par une formule de jumelage.

À la fois acteur et observateur privilégié, nous avons formulé, vers la fin des années soixante-dix, quelques considérations issues de cette expérience vécue personnellement. Elles nous ont conduit à constater que l'Université de Lubumbashi pratiquait une ouverture très insuffisante sur son environnement et que cette carence avait de fâcheuses conséquences, d'une part, sur la mentalité des membres de la communauté universitaire et des jeunes diplômés et, d'autre part, sur la qualité et l'adéquation de certains enseignements et de la formation dispensée. Elles nous ont également permis de mieux cerner les écueils et les entraves qui empêchaient l'Université de Lubumbashi

de consacrer une partie de son activité à participer au développement de sa région, de son pays et de l'Afrique en général.

En 1982, mettant à profit le démarrage du premier jumelage universitaire belgo-zaïrois, avec le recteur de l'époque, le professeur Mpeye, nous avons proposé une solution à ce problème. Nous avons amené nos deux universités respectives (Lubumbashi et Mons) à s'engager dans un projet interdisciplinaire interuniversitaire grâce auquel il devenait possible de mobiliser des compétences et des potentialités des diverses Facultés de l'Université de Lubumbashi au profit des populations locales, avec la collaboration active et permanente de l'Université de Mons. Sensibilisés par les conséquences catastrophiques de l'exode rural dans le tiers monde (p. ex. : ACADEMIE ROYALE DES SCIENCES D'OUTRE-MER 1983 b), nous avons voulu explorer des moyens susceptibles de l'arrêter ou, tout au moins, de le ralentir. C'est ainsi qu'après avoir pris les contacts nécessaires tant au Zaïre qu'en Belgique, nous avons mis sur pied une recherche-action de développement rural intégré destinée à contribuer à élever notablement le niveau de vie dans les campagnes. Cette recherche-action s'est concrétisée sur le terrain par une collaboration active des universitaires avec les 4000 habitants du village Katanga situé à environ 80 km de Lubumbashi. Par la suite, sous la pression des populations intéressées, cette coopération s'est étendue progressivement à tout le territoire de la zone de santé rurale de Kapolowe abritant quelque 130 000 habitants.

Assez rapidement, d'autres institutions universitaires belges sont venues épauler l'Université de Mons dans le soutien qu'elle apportait à l'Université de Lubumbashi. Il s'agit de l'Université Libre de Bruxelles (École de Santé publique), de l'Université de Liège (Faculté de Médecine vétérinaire), de la Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux et de l'Institut de Médecine tropicale d'Anvers. Il convient d'y ajouter des missions ponctuelles accomplies par des spécialistes appartenant à l'Université de Gand (Faculté d'Agronomie) et à l'Université de Liège (Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Éducation).

De même, du côté zaïrois, un certain nombre d'entités ont apporté une contribution importante et indispensable. Citons en tout premier lieu l'hôpital des Sœurs Bénédictines de Kapolowe, ainsi que la zone de santé rurale de Kasongo; d'autres organismes ont également participé occasionnellement à l'effort commun.

3. Caractéristiques et objectifs généraux de la recherche-action

Au moment du démarrage du projet, les caractéristiques et les objectifs généraux s'énonçaient comme indiqué ci-après. On remarque que la coopération entre l'université et le milieu rural est porteuse de progrès et d'avenir pour les deux partenaires. L'un comme l'autre sont susceptibles de bénéficier de retombées avantageuses grâce à la recherche-action entreprise.

RECHERCHE

Il s'agit en premier lieu, d'une recherche, qui concerne le développement rural de communautés villageoises zaïroises et non d'un projet de développement proprement dit. Cela signifie que l'objectif général consiste en une réflexion et une expérimentation interdisciplinaires en vue de dégager et d'explorer des voies possibles de développement rural compatibles avec le contexte socio-culturel. Il est bien entendu que l'exploitation à long terme des résultats positifs de la recherche n'incombe pas à l'université qui n'est pas armée pour ce genre de tâche. Elle est du ressort des villageois ou des organismes locaux qui ont participé à leur élaboration. Il est évidemment souhaitable que les services compétents de l'administration zaïroise apportent leur soutien à ce suivi concret.

ACTION

Il s'agit également d'une action en ce sens que l'expérimentation se pratique largement sur le terrain et que ses protagonistes sont confrontés en direct avec les problèmes liés aux multiples facettes de la vie rurale. Ces circonstances permettent de tester la faisabilité et la pertinence des solutions retenues dans un premier temps. Elles conduisent également à s'assurer, par la pratique, de la capacité des partenaires ruraux à gérer et à prendre en charge les résultats acquis. L'action s'étend à l'adaptation et au rodage (et éventuellement à la création) des structures villageoises et administratives sur lesquelles reposera, plus tard, la responsabilité du développement. Elle comporte enfin une guidance universitaire zaïroise et un accompagnement technique lors de la prise en charge autonome, par la population, du suivi de l'opération.

PETIT PAYSANNAT

Le développement rural pris en considération se limite à l'essor de la vie villageoise au niveau du petit paysannat, à l'exclusion, par exemple, des grandes exploitations agricoles qui, en principe, devraient pouvoir se donner, à elles-mêmes, les moyens de leur propre prospérité. En contribuant à élever le niveau et la qualité de la vie des petits cultivateurs, on peut espérer enrayer l'exode rural et même provoquer le dégorgement des villes surpeuplées grâce à un retour à la campagne.

INTERDISCIPLINARITÉ

La recherche-action est relative au développement rural intégré. En effet, elle se veut interdisciplinaire afin de rencontrer, dans la mesure du possible, les différents aspects des espoirs, des besoins et des activités humaines. L'université est particulièrement bien placée pour répondre favorablement à cette exigence; en effet, elle renferme en son sein toute une gamme de disciplines différentes et complémentaires. Notons cependant que la concrétisation efficace de cette riche potentialité nécessite un esprit interdisciplinaire qui n'est pas forcément inné.

EFFET MULTIPLICATEUR

Une préoccupation importante qui sous-tend la recherche-action est l'effet multiplicateur, c'est-à-dire la prolifération, dans toute la contrée, des applications des résultats positifs acquis localement en des endroits choisis au préalable. Les moyens réduits mis à disposition du projet ne permettent pas à ce dernier de prendre en charge financièrement cet effet multiplicateur qui constitue en soi un révélateur de succès de l'opération globale. L'effet multiplicateur doit donc être assumé par les habitants eux-mêmes, dans la mesure où ils sont convaincus qu'ils ont intérêt à reproduire, en les adaptant à leurs besoins propres, les réalisations pilotes ponctuelles du projet qui prennent, de ce fait, une dimension de modèle et d'exemple.

FORMATION

La formation des participants fait partie intégrante du projet. Celle-ci intéresse, bien entendu, les villageois et tous ceux qui, à

terme, assumeront la responsabilité du suivi. Elle concerne tout autant les universitaires et l'université dans son ensemble. En effet, la confrontation directe avec les réalités de la vie rurale amènera les Facultés à modifier le contenu de certains cours et travaux pratiques, à créer de nouveaux enseignements et à optimiser la pédagogie utilisée de manière à mieux préparer les étudiants à leur futur rôle de dirigeant soucieux du bien-être et du développement de leur pays. Cette démarche doit également conduire les chercheurs de niveau universitaire à prendre conscience des problèmes et à discerner les difficultés qui entravent la réussite des politiques et des projets de développement, à en faire l'objet d'études approfondies et à tenter de contribuer à les résoudre.

CULTURE

Sur le plan de la culture, le partenaire universitaire a probablement plus à recevoir que le partenaire villageois. À l'heure actuelle encore, les universités d'Afrique sont en pleine mutation à la recherche d'une authenticité propre et d'une assise culturelle enracinée dans le passé qui feront d'elles des institutions réellement africaines. Il est clair que, dans le cadre de notre recherche-action, le contact étroit et permanent avec la culture traditionnelle alimente les réflexions des universitaires zaïrois de différentes disciplines pouvant les amener à trouver plus facilement les voies susceptibles de les conduire au renouveau culturel de leur institution.

En contre-partie, le partenaire universitaire apporte au partenaire villageois une ouverture sur le monde extérieur qui, sans le couper de sa culture ancestrale, lui ouvre une voie vers une indispensable modernisation.

CONCERTATION

Une règle d'or de la recherche-action est que les partenaires universitaires ne doivent rien entreprendre sur le terrain sans une concertation préalable avec les partenaires ruraux et sans s'être enquis de leurs besoins, de leurs desiderata, de leurs expériences antérieures, de leurs aspirations et de leur fondement socio-culturel. Le programme à suivre, comportant les objectifs, les différentes étapes, les délais à respecter, les obligations et les tâches de chacun, doit avoir été compris par tous et résulter d'un accord général.

FEMMES

Dans l'esprit des initiateurs du projet, la participation active des femmes des villages à la recherche-action est indispensable. Il est notoire que ces femmes constituent des clefs de voûte du développement rural et que, par conséquent, en dépit d'obstacles issus de la culture traditionnelle, elles doivent non seulement donner leur avis mais également peser sur les décisions.

ENFANTS

Les initiateurs de la recherche-action songent également à promouvoir l'éducation des enfants et à les intégrer dans l'approche des processus de développement. Cette démarche tient compte de ce que les enfants seront les adultes de demain et qu'ils constituent donc un élément de première importance dans le suivi du projet.

SOLIDARITÉ

Un des objectifs de la recherche-action, lié au travail en équipe de partenaires universitaires et de partenaires ruraux, est la promotion d'un esprit de solidarité rapprochant les milieux universitaires et le monde paysan. Dans cette optique, on peut espérer favoriser chez les universitaires l'émergence d'un sentiment de responsabilité civique envers les villageois et l'apparition de vocations de carrières en milieu rural. En revanche, ce dernier pourrait se convaincre de la capacité du monde universitaire à mettre ses connaissances en pratique.

INITIATIVES VILLAGEOISES

Par effet d'entraînement, les promoteurs de la recherche-action espèrent qu'au cours de la réalisation de cette dernière, des initiatives seront prises par les villageois qui quitteront leur attitude généralement passive et qui, de la sorte, prendront progressivement en main leur propre développement.

RELATIONS NORD-SUD

Le caractère international de la coopération interuniversitaire belgo-zaïroise et le fait que son impact au travers de la recherche-

action se situe sur le terrain et dans le vécu quotidien devraient contribuer à resserrer les liens entre le Nord et le Sud et promouvoir, à ce niveau, une solidarité favorisant des relations pluriculturelles basées sur la justice, le partenariat et la dignité.

FREINS AU DÉVELOPPEMENT

L'une des préoccupations majeures de la recherche-action est l'identification de freins au développement et l'étude des moyens propres à les supprimer ou, au moins, à diminuer leur influence néfaste.

MODÈLE

Enfin, le projet a pour objectif, à plus long terme, de constituer un modèle ou au moins une voie à explorer pour d'autres actions solidaires à entreprendre par d'autres universités du Nord et du Sud et par d'autres régions rurales ou urbaines.

4. Composantes de la recherche-action

Notre recherche-action de développement rural intégré constitue un tout cimenté, en principe, par un esprit interdisciplinaire. Néanmoins, pour la facilité de l'exposé, il est préférable de faire apparaître une à une ses différentes composantes dont la résultante restitue bien entendu le projet global. De plus, qu'il soit bien clair qu'à l'intérieur de chacune de ces composantes, plusieurs disciplines interviennent et qu'à ce niveau également, il faut être attentif à leur bonne coordination.

Par le passé, plusieurs publications (LOMBEYA & FIERENS 1988, FIERENS 1991, DENDAS 1991, BEGHIN 1991) ont été consacrées aux objectifs et à l'état d'avancement de la recherche-action à l'époque. D'autres articles en ont également fait mention en traitant de sujets tels que: «Interdisciplinarité des projets universitaires» (FIERENS 1989) et «Université et solidarité» (FIERENS 1988).

Soulignons encore, que les différentes composantes, dont question ci-après, correspondent à des préoccupations fondamentales exprimées par les villageois et confirmées par les universitaires zaïrois. Il s'agit essentiellement de la santé, de la nutrition, de l'agriculture (génie rural), des enfants, de la production d'énergie, des matériaux

de construction et de l'habitat, des aspects socio-culturels et de la stimulation des populations.

Précisons enfin, que les différentes composantes n'ont pas démarré sur le terrain à la même date. Leur début respectif a dépendu de la disponibilité des ressources financières nécessaires à leur réalisation et des résultats acquis par d'autres composantes en cours d'exécution.

Quant au financement de notre recherche-action, il a été assuré par divers organismes s'intéressant à différents aspects du projet global. On trouvera la liste des principaux d'entre eux en p. 73.

5. Composante «Santé»

La composante «santé» répond à un besoin fondamental largement exprimé par les populations rurales.

Conçue et programmée depuis 1983, sa réalisation sur le terrain n'a pu être entamée que fin 1985 en raison des trop longs délais du cheminement du dossier dans l'administration de coopération belge dispensatrice des crédits indispensables.

La composante «santé» s'inscrit dans la stratégie des «Soins de Santé Primaires» de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) en vue d'aboutir à «la Santé pour tous en l'an 2000». Cette stratégie a été adoptée par les autorités zaïroises et est appliquée dans chacune des zones de santé. La démarche interdisciplinaire de base de la composante «santé», est familière à l'Institut de Médecine tropicale d'Anvers (VAN LERBERGHE *et al.* 1989) grâce à d'autres projets antérieurs concernant notamment, depuis 1971, la zone de santé rurale de Kasongo au Maniema (MERCENIER *et al.* 1986, EQUIPE DU PROJET KASONGO 1984, PANGU 1990).

5.1. FACULTÉ DE MÉDECINE DE L'UNIVERSITÉ DE LUBUMBASHI

À Lubumbashi, la composante «santé» s'appuie principalement sur la Faculté de Médecine. Celle-ci, fondée en 1956, avait été déplacée à Kinshasa, dans les années soixante-dix, sauf les cliniques universitaires qui furent maintenues à Lubumbashi. Plus tard, un nouveau remaniement avait ramené progressivement l'enseignement de la médecine à Lubumbashi, si bien qu'au moment du démarrage de la composante «santé», l'Université disposait, paradoxalement en apparence, d'une Faculté de Médecine incomplète et de cliniques

universitaires bien rodées. Ces circonstances étaient particulièrement favorables. En effet, d'une part, elles permettaient de prendre en compte la politique des soins de santé primaires et d'infléchir en conséquence les enseignements d'une Faculté en train de s'édifier, ceci plus facilement que dans le cas d'une institution complète construite sur un modèle plus classique; d'autre part, grâce à ces mêmes circonstances, notre projet bénéficiait d'emblée des services des cliniques universitaires en activité depuis de nombreuses années.

5.2. OBJECTIFS

Dès le début, la composante «santé» a eu pour but :

- De donner aux étudiants, aux chercheurs et aux spécialistes une vision globale de la santé de la collectivité en insérant un travail de formation et de recherche dans une coopération interdisciplinaire pour le développement;

- De leur offrir la possibilité de mettre au point des solutions concrètes aux problèmes de santé qui se posent dans le monde rural;

- D'assurer des soins adéquats à une communauté rurale en prenant pour base de départ la population du village Katanga, y compris les soins hospitaliers spécialisés des hôpitaux urbains;

- D'intégrer cette action dans l'effort d'ensemble de développement rural intégré mené au village Katanga, dans une optique interdisciplinaire;

- D'étendre, par effet multiplicateur, la méthode à la zone de santé rurale concernée, dans le cadre de la politique sanitaire zaïroise;

- De créer un véritable terrain de stage rural pour la Faculté de Médecine de l'Université de Lubumbashi, l'École de Santé publique de l'Université Libre de Bruxelles et l'Institut de Médecine tropicale d'Anvers.

5.3. ZONE DE SANTÉ RURALE DE KAPOLOWE

Comme il a été dit plus haut, le champ d'activité de la composante «santé» s'est étendu progressivement au territoire de la zone de santé rurale de Kapolowe (TSHIBANGU 1987). Cet effet multiplicateur s'est produit plus tôt que prévu du fait de la réussite rapide des premières étapes de l'entreprise et des sollicitations persistantes des

populations. Cette modification heureuse a eu pour conséquence de déplacer le centre de gravité de la composante «santé» de Katanga (qui demeure cependant un village pilote) à Kapolowe, (chef-lieu de la zone de santé et siège de l'hôpital de référence des Sœurs Bénédictines), situé à 25 km de Likasi et à 90 km de Lubumbashi. Outre l'hôpital de Kapolowe, notons que la zone de santé comporte deux autres hôpitaux, à Bunkeya et à Mwadingusha, dépendant respectivement de l'Archevêché de Lubumbashi et de la Société Nationale d'Électricité.

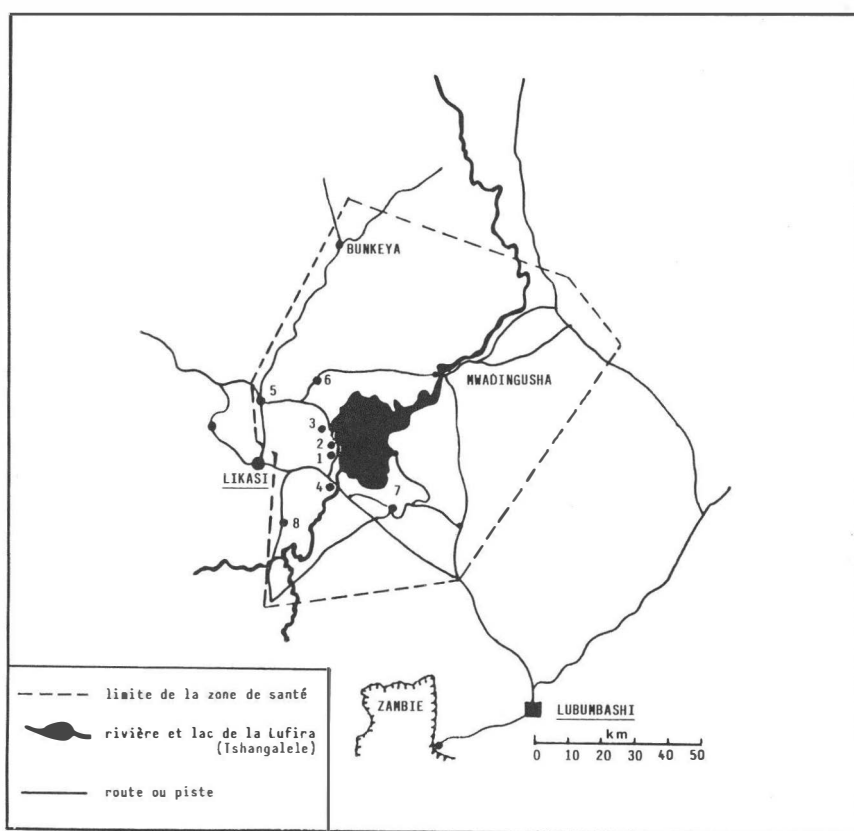


Fig. 2. — La zone de santé rurale de Kapolowe.

Formations sanitaires:

- | | |
|---|--------------------|
| 1. Hôpital Général de Référence de Kapolowe | 5. C.S. Luambo |
| 2. Centres de santé de Lupidi | 6. C.S. Ndakata |
| 3. C.S. Kibangu | 7. C.S. Katanga |
| 4. C.S. Mpoyo | 8. C.S. Kidimudilo |

Après la conclusion d'accords préalables entre partenaires, une des premières tâches accomplies a été la formation des membres de l'équipe-cadre appelée à prendre en main la direction de la zone de santé rurale. Cette étape, qui conditionne la réussite du projet, a été réalisée grâce à des stages à Kasongo où la formation a porté sur l'organisation et la gestion des soins de santé primaires à l'hôpital de référence du district. Des séjours d'information ont également été aménagés à Kasongo à l'intention du doyen et de professeurs de la Faculté de Médecine de Lubumbashi.

Le résultat direct de ces stages a été la constitution rapide, à Kapolowe, d'un comité de direction qui prend toutes les décisions concernant notre action en faveur du développement de la zone de santé. En font notamment partie, les deux médecins zaïrois, membres de la Faculté de Médecine, détachés en permanence à Kapolowe, l'un d'eux étant le médecin-chef de zone, l'autre le médecin directeur de l'hôpital de référence. Ce comité de direction assure l'administration globale de la zone de santé rurale. Il participe à la gestion des fonds mis à sa disposition par notre projet au niveau des prévisions budgétaires et de la prise de décision sur les dépenses réellement effectuées. Le visiteur en mission qui participe aux réunions bi-hebdomadaires de ce comité est frappé par l'unité, le dynamisme, l'ouverture et l'efficacité.

Le comité de direction collabore en permanence avec l'inspection régionale de la santé, notamment en ce qui concerne le développement de l'infrastructure des centres de santé et le statut administratif du personnel infirmier.

Précisons encore que le médecin-chef de zone a bénéficié d'un séjour d'un an à l'Institut de Médecine tropicale d'Anvers où il a conquis un titre de maîtrise en Santé publique.

5.4. CENTRES DE SANTÉ

Sur le terrain, la composante «santé» prend appui sur trois niveaux de soins: les centres de santé, l'hôpital de référence de Kapolowe et les cliniques universitaires de Lubumbashi.

Actuellement, dans le cadre de notre recherche-action, huit centres de santé ont été créés avec le concours des populations et fonctionnent régulièrement dans les aires suivantes:

Ndakata (6000 habitants), Kibangu (6000 habitants), Katanga (6000 habitants), Lupidi (2 centres, 10 000 habitants), Mpoyo (6000

habitants), Kidimudilo (6000 habitants) et Lwambo (12 000 habitants). Les sept premiers dépendent de l'hôpital de Kapolowe, le dernier de l'hôpital de Bunkeya. Au total, la couverture sanitaire intéresse aujourd'hui 54 000 habitants, c'est-à-dire plus de 40 % de la population totale de la zone de santé rurale.

Il faut noter que l'ouverture de ces centres de santé implique :

- La formation des infirmiers pendant trois mois à Kasongo, pour les premiers, et à Kapolowe, pour les suivants;
- La participation active de la population;
- Le recensement préalable des habitants et leur inscription volontaire au centre;
- La standardisation des soins;
- La mise en place d'un système de supervision.

Le centre de santé de Kibangu, dont l'infirmier, formé à Kasongo, est très motivé et fait preuve d'initiative et d'esprit critique positif, a été agencé en centre de formation local pour le personnel des centres de santé à créer dans l'avenir.

Un travail considérable a été accompli en vue, d'une part, d'améliorer le contenu des activités des centres de santé (stratégie du diagnostic traitement, programme élargi de vaccination, mise au point régulière du recensement, programme spécial de nutrition, intégration des activités préventives), d'autre part, de superviser régulièrement l'activité du personnel et, enfin, d'assurer la formation continue et le recyclage périodique des infirmiers titulaires.

Il est important de noter que les soins dispensés à la population sont facturés au prix coûtant. Les patients payent les services dont ils bénéficient et les médicaments qui leur sont prescrits, selon une tarification forfaitaire basée sur un système de cotisations de solidarité.

Enfin, un effort soutenu est consacré à l'éducation sanitaire des populations. Différents moyens sont mis en œuvre et, notamment, la méthode de « l'enfant pour l'enfant » (FIERENS 1988-89) dont il est question plus loin (voir composante « Enfants »).

5.5. HÔPITAL DE RÉFÉRENCE DE KAPOLOWE

Notre projet a complété l'équipement de l'hôpital de Kapolowe : bloc opératoire, frigo solaire, divers systèmes photovoltaïques, adduction d'eau chaude produite par énergie solaire, véhicules pour les

médecins, infrastructure pour l'accueil des étudiants stagiaires, fourniture d'un important stock de médicaments, etc.

L'hôpital de Kapolowe a fait l'objet d'une rationalisation comme second échelon de référence. Les services ont été structurés en unités fonctionnelles (gynécologie-obstétrique, médecine générale et pédiatrie, chirurgie, léproserie et sanatorium). Il a été procédé à la restructuration de la référence ambulatoire des soins, de la garde, de l'accueil et de l'hospitalisation dans la continuité de la prise en charge individuelle des malades. La restructuration a également porté sur la pharmacie et le laboratoire.

L'emploi du temps des deux médecins de la Faculté de Médecine (heureusement aidés par un troisième médecin engagé par les Sœurs Bénédictines) est très chargé. Il se répartit entre l'hôpital, la supervision des centres de santé, l'enseignement, la recherche et l'administration de la zone santé.

Depuis novembre 1988, les étudiants de dernier doctorat en médecine effectuent des stages d'une durée d'un mois dans la zone de santé rurale de Kapolowe. Une infrastructure adéquate a été aménagée à Kapolowe par notre projet. Elle permet de recevoir simultanément et continuellement quatre stagiaires sans compter des chercheurs occasionnels. De plus, un certain nombre d'étudiants de 3^e année viennent y préparer leurs travaux de fin de cycle particulièrement pendant les vacances académiques. Il existe donc à Kapolowe un important volet «formation et encadrement». Grâce à l'excellent esprit d'équipe qui règne parmi les responsables de la zone de santé, les étudiants sont placés dans un contexte favorable à la découverte :

- De la vie des villages dans leurs réalités écologiques et historiques propres;
- De l'organisation des services de santé dans la population;
- Des relations de synergie créées entre le service de santé et d'autres secteurs de développement.

L'encadrement de qualité assuré par les médecins et les Sœurs Bénédictines de Kapolowe doit être souligné; il dépasse les aspects techniques et médicaux pour s'ouvrir aux problèmes organisationnels, administratifs, économiques, culturels, etc. Il s'agit d'une véritable formation de choix qui suscite des réflexions profondes chez les bénéficiaires.

5.6. RECHERCHE SUR L'ENSEIGNEMENT À LA FACULTÉ DE MÉDECINE

Dans ce domaine, la leçon retirée des stages d'étudiants à Kapolowe a contribué à faire évoluer de façon significative la mentalité d'un groupe de membres de la Faculté. Parmi eux, il existe un consensus sur la nécessité de réfléchir à d'autres méthodes et à un autre contenu de l'enseignement afin de former des médecins capables de s'engager dans un processus de développement des communautés urbaines, péri-urbaines et rurales et d'être ainsi utiles au pays.

Une commission composée des autorités facultaires et de professeurs a défini les objectifs généraux. Le médecin formé à Lubumbashi doit être capable :

- D'assumer la responsabilité de l'état de santé de l'individu ;
- De résoudre les problèmes de santé du patient dans leur contexte social ;
- D'adapter son action selon les besoins des individus, selon les perfectionnements de la science et de la technique, selon la disponibilité des ressources humaines et matérielles ;
- De former le personnel de santé ;
- De maintenir, d'utiliser et d'explicitier le rationnel scientifique des soins ;
- De contribuer au développement des connaissances scientifiques au niveau de la Faculté.

La tâche qui s'impose est la définition des objectifs intermédiaires et des objectifs spécifiques de chaque cours pour arriver à former des médecins répondant au profil décrit ci-dessus. Tout le monde s'accorde à penser que, pour ce faire, il faut partir du terrain, de la réalité vécue. Le problème peut se résumer comme suit : comment faire « coller » des cours théoriques à un vécu ? Il s'agit de trouver (c'est surtout le vœu des jeunes — assistants et stagiaires) un modèle vraiment africain pour la formation des médecins, une formation qui soit scientifique et adaptée aux réalités socio-culturelles.

5.7. CELLULE DE RECHERCHE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

Afin de résoudre au mieux les problèmes effleurés ci-dessus, le Conseil facultaire a créé une cellule de coordination des activités de recherche, en rapport avec les zones de santé et la formation des étudiants en médecine. Cette cellule interdisciplinaire est chargée de recueillir les données :

- Sur les besoins des populations urbaines, péri-urbaines et rurales;
- Sur les qualités nécessaires aux futurs médecins pour suivre ces populations.

La cellule analyse et synthétise ces données. Une stratégie de recherche a été mise au point de façon à utiliser au mieux l'acquis, c'est-à-dire l'expérience accumulée grâce aux stages d'étudiants en médecine dans la zone de santé rurale de Kapolowe. L'information collectée permet de définir un certain nombre de besoins, avec rétroaction vers des activités de recherche en santé publique et des adaptations de l'enseignement.

5.8. CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

Grâce à notre recherche-action de développement rural intégré et à sa composante « santé », la zone de santé rurale est en bonne voie de structuration selon l'organisation sanitaire nationale. Elle peut d'ores et déjà contribuer à la formation du personnel de santé en soins de santé primaires. De plus, elle s'érige progressivement en zone de santé universitaire. La Faculté de Médecine en retire, par ailleurs, une appréciable plus-value.

Cette évolution favorable a entraîné l'adhésion de nouveaux partenaires dont la contribution financière, encore modeste, ouvre de bonnes perspectives d'avenir. L'UNICEF-Shaba, qui a besoin d'un centre de démonstration et de formation, a porté son choix sur la zone de santé rurale de Kapolowe. L'infrastructure organisée à Kapolowe pour le traitement curatif et pour les soins chirurgicaux et orthopédiques des séquelles de lèpre a conduit le responsable local des Amis du Père Damien à promouvoir l'hôpital de Kapolowe comme centre de référence et à faire subsidier certaines activités. La qualité des installations et des services hospitaliers de Kapolowe et les relations privilégiées entre les médecins de la Faculté de Médecine qui y travaillent et les médecins responsables du centre régional de lutte contre le SIDA (financé par la CEE) ont induit une collaboration active.

En conclusion, l'expérience que poursuit la Faculté de Médecine en intégrant la zone de santé rurale de Kapolowe dans ses activités d'enseignement, de formation, de recherche et de service à la population est une pratique nouvelle qui mérite d'être mieux connue au sein de la Faculté elle-même (l'information n'atteint pas toujours tous ses rouages) et de l'université mais aussi au Zaïre et à l'étranger. Cette

expérience réussie doit être poussée davantage et peut dès à présent, servir de modèle.

Les événements de mai 1990, survenus au campus de l'Université de Lubumbashi, ont entraîné l'arrêt prolongé de l'enseignement et la suspension de la coopération belgo-zaïroise. Ces circonstances malheureuses ont oblitéré d'un point d'interrogation inquiétant l'avenir de la composante «santé» comme d'ailleurs du projet global. Néanmoins, depuis lors, la recherche-action se poursuit, sans le soutien de la coopération belge, grâce aux efforts remarquables de nos partenaires au Zaïre; en particulier, deux nouveaux centres de santé ont été ouverts et fonctionnent de manière satisfaisante. Ce fait marquant constitue en soi un indicateur positif du succès de la composante «santé» et, dans le présent contexte, apporte un sérieux espoir de pérennité. Ces perspectives sont confortées par le fait que nous venons de recevoir du Bureau Central de la zone de santé rurale de Kapolowe, le bilan globalement positif de l'année 1990 et le plan d'action pour 1991.

6. Composante «Nutrition»

Les stratégies nutritionnelles et alimentaires sont d'une importance capitale pour le tiers monde (p. ex: ACADEMIE ROYALE DES SCIENCES D'OUTRE-MER 1983 a, DRACHOUSOFF *et al.* 1984, ACADEMIE ROYALE DES SCIENCES D'OUTRE-MER 1988).

Au sein de notre recherche-action, la nutrition a été retenue comme composante clairement identifiée pour deux raisons fondamentales. La première est que les problèmes nutritionnels sont étroitement liés à la fois à la santé et au développement agricole et ne sauraient donc être abordés entièrement dans l'une ou l'autre de ces composantes. La seconde raison tient compte du caractère multidisciplinaire de l'équipe de chercheurs zaïrois engagés dans des observations sur l'alimentation et la nutrition: médecins et personnel sanitaire, géographes, assistants sociaux, sociologues, éducateurs, etc.

La composante «nutrition» a été mise en marche quelques mois après la composante «santé» de manière à ce qu'elle puisse bénéficier d'emblée de l'existence préalable, même incomplète, de la zone de santé rurale de Kapolowe. Ses réalisations reposent principalement sur l'Institut de Médecine tropicale d'Anvers (BEGHIN 1983, BEGHIN *et al.* 1988), la Faculté de Médecine et le Département Géographie de la Faculté des Sciences de l'Université de Lubumbashi.

6.1. OBJECTIFS

La composante « nutrition » poursuit globalement des objectifs analogues à ceux de la composante « santé ». D'une part, elle vise à améliorer l'enseignement et à optimiser la formation et la recherche nutritionnelle à l'Université de Lubumbashi en effectuant des enquêtes et des investigations sur le terrain. D'autre part, en stimulant l'esprit d'ouverture et de solidarité des universitaires envers le monde rural, elle s'efforce d'apporter des services adéquats à la population de la zone de santé rurale de Kapolowe et d'en accroître la qualité.

6.2. ÉTUDE DES PROBLÈMES NUTRITIONNELS DE LA POPULATION

En juillet 1986, un séminaire d'une semaine a été organisé au village Katanga afin de mettre en évidence les problèmes nutritionnels rencontrés par les habitants de la région. Au cours de ces assises qui réunissaient des professeurs de l'Université de Lubumbashi, une assistante de l'Institut de Médecine tropicale, des leaders locaux et divers partenaires de notre recherche-action, un modèle causal de la malnutrition a été discuté et élaboré. Ce modèle a servi de clef de voûte à des observations réalisées, principalement au village Katanga, par des collègues zaïrois (MBENZA 1987, MBENZA & ALONI 1987, MBENZA & ALONI *ined.*) secondés par des étudiants en géographie et en médecine. Ces investigations, qui ont notamment fait l'objet de mémoires de fin d'études, concernent le cycle de production alimentaire, la consommation et les habitudes alimentaires, la perception des problèmes, les techniques agricoles, la commercialisation, etc. Ce travail d'ensemble mérite d'être poursuivi et étendu à toute la zone de santé rurale de Kapolowe.

6.3. PRISE EN CHARGE DES ENFANTS MALNOURRIS

Il s'agit d'un des aspects les plus intéressants et les plus innovateurs du programme nutritionnel, par la manière dont il s'efforce à la fois de responsabiliser les mères des enfants malnourris et d'utiliser des volontaires (TELLIER *et al.* 1990).

Ce volet de la composante « nutrition » est centré sur la zone de santé rurale de Kapolowe sous la responsabilité directe du médecin-chef de zone qui, tout en résidant à Kapolowe, est également chef de travaux en pédiatrie à la Faculté de Médecine de Lubumbashi.

L'enfant malnourri, même sévèrement, est soigné à domicile, par sa mère, dans le cadre d'un «contrat» conclu avec le service de santé. Selon cette convention, la mère de l'enfant malnourri s'engage à suivre les recommandations du personnel de santé (augmenter le nombre des repas, administrer une bouillie à base de soja, etc.) et à amener l'enfant aux contrôles périodiques. Elle paie une contribution financière. En contrepartie, le service de santé fournit tous les soins préventifs et curatifs nécessaires au rétablissement de l'enfant, procure le soja, assure la guidance et le soutien à la mère grâce à des visites à domicile effectuées par des mamans volontaires, encadrées par le personnel de la zone de santé rurale.

Notons que l'hospitalisation à Kapolowe est réservée uniquement au traitement des complications graves et aiguës. Dès que celles-ci sont maîtrisées, les enfants sont renvoyés chez eux.

Il est important de souligner que ce traitement ambulatoire de la malnutrition comporte l'engagement mutuel par contrat, le volontariat des visiteuses à domicile et l'emploi, comme outil de suivi, de la «courbe de poids-cible» mise au point à l'Unité de Nutrition de l'Institut de Médecine tropicale (TELLIER *et al.* 1991).

6.4. EDUCATION NUTRITIONNELLE

Au même titre que l'éducation sanitaire, l'éducation nutritionnelle se révèle indispensable. Dès 1987, la méthode de «l'enfant pour l'enfant» a été appliquée avec succès (FIERENS 1988-89) (voir composante « Enfants »).

Plus récemment, cette activité a été étendue avec la collaboration de l'Université de Liège (Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Éducation : Centre d'Enseignement et de Recherche pour l'Éducation et la Santé). Cette approche novatrice utilise la philosophie et les méthodes diffusées par le RENA (Réseau d'Éducation nutritionnelle en Afrique) (LEJEUNE & ANDRIEN 1986, ANDRIEN 1986, ANDRIEN & BEGHIN *ined.*) qui, soulignons-le, soutient officiellement la composante « nutrition ».

Cette démarche présente trois objectifs qui se situent dans trois champs d'intervention distincts.

Le premier objectif est d'améliorer la situation nutritionnelle des enfants de Kapolowe et de la zone de santé rurale par des actions de communication intégrées à un programme de développement des services de santé.

Le deuxième objectif est de tester l'efficacité d'une méthode de planification de l'éducation nutritionnelle, celle-ci étant définie comme l'ensemble des activités de communication visant la modification des comportements liés à la nutrition.

Le troisième objectif est de renforcer l'enseignement de la nutrition à l'Université de Lubumbashi par le biais d'une connaissance approfondie des comportements liés à la nutrition et des moyens de les investiguer.

L'effort a porté sur l'éducation nutritionnelle des mères. Le point de départ a été le modèle causal élaboré en 1986. Des enquêtes ont été réalisées sur les habitudes et les perceptions, notamment par la technique des groupes « focalisés ». L'ensemble a permis une bonne compréhension des connaissances, attitudes et comportement de la population par rapport à l'alimentation du jeune enfant. On a pu se rendre compte que le problème ne concerne pas tellement les savoirs et les représentations de la population mais se situe au niveau de sa motivation et de ses savoir-faire (NYOMBO *ined.*).

Ces enquêtes ont montré que globalement les mères savent ce qui est bon pour leurs enfants. Ce qui leur manque est principalement la motivation qui leur ferait accorder la priorité à la préparation des repas de l'enfant dans leurs activités quotidiennes. Ce problème important paraît ne pouvoir être résolu qu'avec la compréhension et la collaboration des autres membres de la famille, en particulier du père qui devrait alléger la charge de travail de son épouse.

La valeur nutritive du soja a été largement démontrée. Il importe de se préoccuper d'accroître le savoir-faire des mères lors de la préparation des bouillies destinées aux enfants : des recettes faciles à réaliser sont indispensables. Il faut également, si une politique de promotion du soja était décidée, assurer la disponibilité de cet aliment, c'est-à-dire en augmenter la production et en améliorer la distribution. Cette entreprise dépasse évidemment la compétence des services de santé et doit être incluse dans la composante agricole (génie rural). En attendant la mise en pratique éventuelle de cette politique, il convient de valoriser l'arachide, considérée à juste titre comme un aliment nutritif. Cependant, même pour ce produit, mieux connu de la population, des études de coût et de disponibilité doivent encore être entreprises dans les différents villages de la zone de santé.

Toutes les informations résultant des enquêtes sont déjà utilisées en partie lors de la prise en charge des enfants malnourris ; elles

donnent d'utiles indications pour la phase de formulation de la stratégie de communication.

6.5. GROUPE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SUR LA MALNUTRITION (GERM)

Il s'est créé à l'Université de Lubumbashi un groupe interdisciplinaire qui a pris le nom de GERM/RENA, au sein duquel se réunissent les principaux intéressés appartenant à l'Université et à la zone de santé rurale de Kapolowe. Ce groupe est appelé à devenir, moyennant un peu d'aide, le moteur des aspects scientifiques et techniques, tant de la recherche que des programmes nutritionnels dans la région. Il a adhéré au RENA et à l'Union Internationale d'Éducation pour la Santé.

6.6. FORMATION

En 1986, des partenaires zaïrois liés à l'Université de Lubumbashi ont effectué un séjour prolongé en Belgique à l'Institut de Médecine tropicale d'Anvers et à l'Université de Gand.

En 1989, dans le cadre du RENA, deux partenaires zaïrois ont bénéficié d'une formation de deux semaines concernant la planification de l'éducation nutritionnelle.

6.7. PERSPECTIVES

Dans l'état actuel de l'Université de Lubumbashi et de la coopération belgo-zaïroise, il est difficile de faire des prévisions précises, comme d'ailleurs dans le cas de la composante «santé».

Néanmoins, le dynamisme de nos partenaires zaïrois, soutenus par une modeste aide internationale, permet de penser que l'effort sera poursuivi et qu'au moins les acquis seront préservés, en attendant une reprise plus substantielle des activités.

7. Composante «Génie rural»

Dans le contexte interdisciplinaire propre à notre recherche-action, la composante «génie rural» constitue le troisième volet du

tryptique classique: santé — nutrition — agriculture. Le secteur agricole est, par ailleurs, particulièrement important pour le développement rural intégré car il est générateur des ressources indispensables à l'épanouissement des autres composantes.

7.1. OBJECTIFS

Les objectifs de la composante «génie rural» ont été fixés dès 1984 mais, du fait des lenteurs administratives belges, l'action sur le terrain n'a commencé qu'en 1986.

Prenant comme point de départ l'agriculture coutumière traditionnelle, pratiquée dans la région avec un savoir-faire remarquable, nous nous sommes proposés de doter les petits paysans des connaissances et des moyens propres à accroître le rendement de leur labeur, de conserver le produit excédentaire des récoltes et de le commercialiser dans de bonnes conditions, avec pour résultat une augmentation très appréciable de leurs revenus. La proximité du Haut-Shaba industriel garantit l'existence d'un marché permanent très important et, par conséquent, la vente régulière rémunératrice des récoltes.

Comme pour les autres composantes, les institutions universitaires de notre recherche-action jouent leur habituel rôle de partenaire. L'Université de Lubumbashi ne possède malheureusement pas de Faculté des Sciences agronomiques. Ce fait est compensé, au moins en partie, par le travail sur le terrain de membres des Facultés de Médecine, de Médecine vétérinaire, Polytechnique, des Sciences, des Sciences sociales. Cette sensibilisation des membres de la communauté universitaire aux divers aspects du génie rural, en rapport avec le développement intégré, est soutenu principalement par la Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux et, dans une moindre mesure, par la Faculté de Médecine vétérinaire de l'Université de Liège.

Notons enfin que, de 1986 à 1988, la composante a bénéficié du concours à plein temps, sur le terrain, d'un coopérant permanent belge, ingénieur agronome spécialiste en génie rural.

7.2. TERRES AGRICOLES DE LA ZONE DE SANTÉ RURALE DE KAPOLOWE

La zone de santé rurale de Kapolowe, où se situe le champ d'activité de notre recherche-action, a une superficie de 10 000 km²,

soit pratiquement 30 % de celle de la Belgique. Elle est traversée par une grande rivière, la Lufira, dont le lac de retenue (lac Tshangalele) recouvre une surface d'environ 500 km² et est entouré de zones marécageuses inhabitables dont l'ensemble occupe une étendue de quelque 900 km².

L'étude pédo-botanique effectuée par FULREAC (BOURGIGNON *et al.* 1960) montre l'existence, en bordure du lac Tshangalele, de gîtes agricoles pourvus en abondance de sols à haute fertilité; en l'occurrence il s'agit d'alluvions limoneuses brunes et argileuses grises ou noires. L'ensemble de ces sols alluviaux totalise 63 000 ha répartis entre les variétés brunes (10 500 ha), grises (45 500 ha) et noires (7000 ha). Ces sols à haut potentiel agricole se trouvent exclusivement dans des plaines alluviales à proximité desquelles se sont implantés des villages importants. C'est, par exemple, le cas du village pilote Katanga dans la vallée de la Luafi. Les sols alluviaux gris et noirs sont généralement inondés et engorgés en saison des pluies et de ce fait, ils échappent à l'agriculture coutumière traditionnelle.

Les autres terres exploitables sont des sols colluviaux et ferrallitiques (terres rouges) de moindre valeur agricole.

7.3. AGRICULTURE COUTUMIÈRE TRADITIONNELLE

L'agriculture coutumière traditionnelle pratiquée dans les villages implantés autour du lac Tshangalele peut être caractérisée sans ambiguïté; il s'agit d'une agriculture de subsistance, à base de maïs, contrainte naturellement par des contingences édaphiques et climatiques.

L'agriculteur exploite en permanence les parties exondées des sols alluviaux limoneux bruns suivant des techniques traditionnelles très efficaces. Malheureusement, leur engorgement par la nappe phréatique en saison des pluies limite la production à plus ou moins 2500 kg de maïs grain par hectare pour les années à faible pluviosité et à un rendement de l'ordre de 500 kg en cas de fortes pluies. Outre la culture du maïs, le paysan complète ses maigres revenus par le maraîchage, la cueillette et l'exploitation du bois et du charbon de bois.

L'exploitation agricole familiale type concerne en moyenne 5 personnes dont 2,5 participent aux travaux des champs; ceux-ci sont effectués par l'homme et la femme, les enfants participant à des tâches légères.

La houe est largement utilisée. Cette pratique est suffisante pour la production des aliments nécessaires à la survie du paysan et de sa famille; malheureusement, elle conditionne le comportement et la mentalité de l'agriculteur qui se contente d'une économie primitive stagnante.

La répartition et l'intensité des pluies empêchent le petit paysan d'augmenter la superficie de son champ de maïs pour accroître sa production. Une étude statistique de ces données effectuée dans la région du lac Tshangalele, en relation avec le nombre de journées où le travail des sols alluviaux est possible, indique que l'agriculteur et son épouse doivent utiliser ce nombre au maximum pour exploiter annuellement une surface d'un hectare de maïs.

En conclusion, pour un ensemble de raisons (bien connues par ailleurs), dont celles évoquées ci-dessus, le petit paysan de la région est confiné dans une économie de subsistance, en dépit d'un dur labeur. Il ne pourra sortir de cette impasse que grâce à l'apport extérieur d'un partenariat que la composante « génie rural » propose précisément de lui fournir.

7.4. RÔLE PILOTE DU VILLAGE KATANGA

Limités par un budget réduit, nous n'avons pas, bien entendu, dispersé notre étude dans la totalité du territoire de la zone de santé rurale, ni même dans tout le pourtour du lac Tshangalele. Nous avons concentré nos efforts au village pilote Katanga (aisément accessible toute l'année) et à ses environs immédiats.

Le choix, en 1982, de la localité de Katanga comme village pilote, repose sur une série de critères. Parmi ceux-ci figure le fait que les terres de culture de ce village sont représentatives de celles de toute la région et, en particulier, du pourtour du lac Tshangalele. En matière agricole, les résultats acquis au village Katanga sont donc aisément transposables et constituent un excellent point d'appui à un effet multiplicateur indispensable à l'extension du projet à un territoire plus vaste.

Les terres cultivables disponibles à proximité du village Katanga sont en gros de deux types : d'une part, 1466 ha de sols alluviaux à haute fertilité (variété brune 329 ha, grise 247 ha et noire 890 ha), dont malheureusement 77 % échappent à l'agriculture traditionnelle de saison des pluies du fait de leur inondation et, d'autre part, des

sols colluviaux et ferralitiques (terres rouges) naturellement couverts de forêts claires.

De plus, on trouve à Katanga des problèmes d'occupation de terrains fertiles par les cultivateurs qui se répètent en divers endroits du pourtour du lac Tshangalele. En effet, une vaste enquête menée avec le concours du Département de Géographie (MBENZA 1987, MBENZA & ALONI 1987, MBENZA & ALONI *ined.*) de la Faculté des Sciences de l'Université de Lubumbashi, a mis en évidence que, sur le plan de la production agricole, le village Katanga est confronté à un problème aigu résultant, d'une part, d'une surpopulation et, d'autre part, de la relativement faible surface de terre alluviale fertile (non inondée) accessible à l'agriculture traditionnelle; il en résulte que le cultivateur katangais est obligé de surexploiter les sols ferralitiques voisins moins fertiles ou de rechercher des terres alluvionnaires très éloignées du village. Dans ce dernier cas, il emmène sa famille avec lui et, en conséquence, la soustrait pendant des mois aux services de santé et à la fréquentation de l'école.

L'ensemble de ces circonstances a bien entendu orienté notre politique de recherche-action sur le terrain destinée, d'une part, à aider l'agriculteur katangais à résoudre son problème d'exploitation des terres, d'autre part, à le familiariser avec des méthodes adéquates d'exploitation d'une ferme familiale de bonne dimension et, enfin, à préparer l'effet multiplicateur au bénéfice de toute la contrée. C'est dans cette optique que nous avons entrepris, d'une part, des travaux de drainage en vue d'augmenter notablement la surface cultivable des sols alluviaux fertiles et, d'autre part, la construction d'une ferme modèle associée à un système d'irrigation permettant l'introduction de techniques performantes de mise en valeur et d'exploitation plus intensive des sols ferralitiques. La réalisation de ce programme a été largement facilitée par la compétence acquise précédemment dans la région par un de nos partenaires de la Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux (DENDAS & COPPIN 1964, DENDAS & MOENS 1981, DENDAS *et al.* 1982, DENDAS & FRANÇOIS 1983).

7.5. ÉTUDE DE MISE EN VALEUR DES TERRES À VOCATION AGRICOLE

Sur base d'observations pédo-hydro-botaniques, un avant-projet de mise en valeur et d'exploitation agricole intensive des potentialités

édaphiques et hydrologiques naturelles des plaines alluviales de la Luafi et de la Lupembashi a été réalisé (DENDAS & GRANDJEAN *ined.*). Il concerne plus de 5000 hectares qui représentent le patrimoine foncier du village Katanga. Des études détaillées ont été effectuées pour près de 2000 hectares de sols alluviaux situés en bordure du village. Elles constituent la base des travaux de drainage entrepris dans le cadre de la composante «génie rural».

7.6. TRAVAUX DE DRAINAGE

Des mesures systématiques de conductivité hydraulique des sols ont permis le tracé rationnel d'un réseau de drainage desservant une surface de 600 hectares. Le collecteur principal de drainage, d'une longueur de 3250 m et d'une profondeur de 1,5 à 2 mètres, a été réalisé à titre exemplatif. Les travaux, placés sous la direction du responsable de la coopérative IBABAKA, ont été effectués manuellement par les habitants du village, sans aucun moyen mécanique. Les canaux secondaires du réseau sont laissés, avec leur accord, à l'initiative des villageois qui disposent du tracé établi. La mise en exploitation des terrains assainis a commencé. Moyennant l'utilisation judicieuse de semences sélectionnées et d'engrais chimiques, les rendements en culture continue devraient dépasser 6000 kg de maïs grain par hectare. Ce chiffre est à comparer aux taux de production mentionnés au paragraphe 7.3.

Dans le passé, les agriculteurs avaient déjà tenté d'assécher des marécages par drainage pour les transformer en terres cultivables. Ils avaient échoué dans leur entreprise en raison du caractère empirique et irrationnel de leurs efforts. Ils ont suivi notre démarche cohérente et scientifique avec beaucoup d'intérêt.

7.7. RÉFLEXIONS SUR L'INTENSIFICATION DE L'AGRICULTURE VILLAGEOISE

La mise en valeur partielle pour l'agriculture villageoise d'une partie caractéristique de cette plaine alluviale pourrait constituer l'amorce d'une politique régionale susceptible de s'étendre à toutes les plaines alluviales analogues de l'hinterland des centres industriels du Haut-Shaba. Ce développement conduirait à la conception d'une production vivrière à proximité immédiate des villages importants et à faible distance des centres urbains. Cette production pourrait assurer

l'entièreté du ravitaillement alimentaire de ceux-ci et permettrait aux villageois de sortir de leur économie de subsistance.

Néanmoins, tout programme réaliste de développement rural doit viser essentiellement l'approvisionnement de marchés d'échanges, ce qui suppose avant tout une production agricole abondante et régulière. Une augmentation appréciable du volume de celle-ci n'est réalisable que par la mise en œuvre de moyens adéquats et l'application de techniques de production appropriées qui, pour les villageois, constituent incontestablement des nouveautés. Il leur faut donc en prendre connaissance, les assimiler et se convaincre de leur pertinence. La composante « génie rural » a pris en compte cette initiation et cet écolage en édifiant, en guise de démonstration, une ferme modèle et en assurant son fonctionnement.

7.8. FERME MODÈLE DE TYPE FAMILIAL

La ferme modèle de type familial permet la concentration, à l'échelle villageoise, d'un cadre technique opérationnel disposant des moyens nécessaires pour mettre au point et appliquer, à titre exemplatif, des techniques agricoles de production relativement simples, efficaces et immédiatement transposables aux gîtes agricoles voisins des villages bordant le lac Tshangalele. L'objectif est évidemment d'entraîner, par effet multiplicateur, une promotion réelle et durable des populations rurales.

La ferme modèle est établie sur une surface de 100 ha concédée par le Chef Katanga. Située à l'entrée du village Katanga, au bord de la route carrossable et de la rivière Luafī, elle est d'un accès facile en toute saison et comporte tous les sols de la région du lac Tshangalele, alluviaux, colluviaux et ferralitiques.

L'affectation des terres de la ferme modèle est conforme à l'usage traditionnel et à leurs potentialités agricoles et, par conséquent, les méthodes et les résultats d'exploitation sont directement transférables ailleurs.

Les sols alluviaux ont été drainés énergiquement et pourvus d'un réseau de fossés profonds. Nous avons également fait creuser un ensemble de canaux d'irrigation gravitaire alimenté par un barrage de dérivation en terre installé dès 1986 sur la rivière Luafī. Ce barrage a été construit manuellement par les villageois, selon nos indications; il présente une longueur de 410 mètres, une largeur moyenne de 3 mètres et une hauteur maximale de 1,80 mètre. Antérieurement

plusieurs tentatives d'établissement durable d'un tel barrage avaient été faites en vain par les villageois. Outre, le réseau d'irrigation des champs de la ferme et trois étangs d'une dizaine d'ares empoissonnés avec du tilapia (pisciculture), l'eau retenue par le barrage alimente également un canal d'une longueur de 2,5 km amenant en permanence l'eau de la rivière Luafi dans le village.

Les sols alluviaux de la ferme modèle sont affectés aux cultures intensives de maïs en saison des pluies et aux cultures maraîchères en saison sèche. Les sols colluviaux et ferrallitiques sont destinés à la culture du manioc, au petit élevage, aux arbres fruitiers et au boisement.

L'exploitation agricole utilise exclusivement les intrants accessibles aux agriculteurs du village pilote Katanga y compris des semences sélectionnées, des engrais minéraux et des pesticides (programmes soutenus par la FAO, par exemple).

La production agricole est affectée partiellement à l'élevage, tandis que la production maraîchère de la ferme et celle du village (deux tonnes par semaine) est transportée à Lubumbashi par le camion du projet, moyennant paiement au tarif du marché.

Les labours sont effectués par traction bovine, innovation indispensable pour supprimer les contraintes liées à la préparation des terres et augmenter notablement la surface cultivée des exploitations agricoles villageoises; notons que les bœufs de la ferme travaillent à façon chez les agriculteurs du village Katanga et que la demande dépasse largement les possibilités.

La ferme modèle comporte une série d'édifices en matériaux durables: une maison d'habitation familiale, un bâtiment comportant un bureau et un dépôt, une bâtisse abritant des installations sanitaires, un clapier, un poulailler, une chèvrerie, un parc clôturé avec abri couvert et un point d'eau pour les bœufs, un puits d'eau potable*, des silos. Elle exploite également un broyeur à maïs équipé d'un moteur diesel. Ce moulin constitue un point d'attraction important pour la population qui vient y faire moudre son maïs (se déplaçant parfois de plus de vingt kilomètres). C'est aussi un outil nécessaire pour la préparation des aliments des animaux et une source d'auto-financement pour le développement des activités de la ferme modèle.

* La potabilité de l'eau est contrôlée par la Faculté de Médecine vétérinaire de l'Université de Lubumbashi.

Mentionnons également, le bon fonctionnement et le grand succès auprès des paysans de la contrée de la pépinière de la ferme.

Ajoutons que la ferme modèle utilise et rétribue les services d'une vingtaine de travailleurs.

La ferme modèle exerce, en outre, une fonction de formation à l'usage d'agriculteurs de la région qui viennent y effectuer des stages. Elle accueille également des étudiants finalistes de la Faculté de Médecine vétérinaire qui y réalisent les travaux pratiques de leur mémoire de fin d'études.

Depuis le départ, fin 1988, du coopérant permanent belge, la ferme modèle est passée sous la responsabilité d'une association sans but lucratif dénommée *Ukuboko mka Kifufya*, ce qui signifie en kilemba «la main verte». Cette association, qui a son siège à Katanga, est née grâce à la composante «génie rural» qui a donné à des villageois l'impulsion et la volonté nécessaires à la mise sur pied de cette entreprise. Son but est de promouvoir l'agriculture, l'élevage et la pisciculture et, notamment, de maintenir et de développer la ferme modèle. La gestion journalière de celle-ci est assurée par le président de l'a.s.b.l. qui a bénéficié de la formation adéquate dans le cadre du projet.

L'activité du gestionnaire zaïrois paraît satisfaisante. Néanmoins, il subsiste un problème important : la commercialisation des produits de la ferme qui doit être impérativement résolue si l'on veut en faire une entreprise autosuffisante. Le problème de la commercialisation affecte d'ailleurs tout le village où elle est très mal organisée. Une réunion tenue à la ferme modèle avec une série de planteurs a conclu que la solution était de s'entendre avec un ou plusieurs commerçants privés qui rentabiliseraient une visite hebdomadaire au village. À cet effet, il a été convenu que les efforts devaient porter sur une augmentation globale des quantités produites, sur une diversification des productions et sur un conditionnement adéquat au départ du village.

7.9. INSTALLATION D'UN MÉDECIN VÉTÉRINAIRE AU VILLAGE

Les activités d'élevage de la ferme modèle sont l'objet d'un suivi technique par la Faculté de Médecine vétérinaire de l'Université de Lubumbashi (via le projet de coopération technique universitaire soutenu par la Faculté de Médecine vétérinaire de l'Université de Liège). Cette coopération, bénéfique pour les deux parties, s'est

également concrétisée par des stages d'étudiants. Au cours de ceux-ci, il a fallu accessoirement résoudre des problèmes de relations entre les paysans nantis de leur bon sens et de leur savoir-faire et certains jeunes étudiants mettant trop ostensiblement en avant leur savoir tout neuf.

Mi-1990, un jeune diplômé en Médecine vétérinaire s'est installé au village et ce fait, remarquable en soi, a fait naître beaucoup d'espoir. Nous verrons plus loin ce qu'il en est advenu.

7.10. ENSEIGNEMENT, FORMATION ET RECHERCHE

Sur le plan de l'enseignement à l'Université de Lubumbashi, l'impact de la composante «génie rural» a été un échec. Certes, on peut comprendre en partie ce résultat négatif du fait de l'absence d'une Faculté des Sciences agronomiques.

Nous avons tenté d'intéresser la Faculté Polytechnique à la création d'une option génie rural. Ce fut en vain, en dépit de l'essai d'organisation d'un enseignement interdisciplinaire thématique sous forme de cours, de conférences, de séminaires et de travaux pratiques sur le terrain. L'éventualité de la mise sur pied d'un enseignement de troisième cycle a été évoquée mais l'indifférence des professeurs concernés, l'inertie bureaucratique et le manque de moyens de l'Université de Lubumbashi ont causé l'abandon de ce projet.

Pour ce qui est des recherches, des travaux interdisciplinaires et des stages d'étudiants avancés (mémoires de fin d'études, par exemple) le bilan est nettement plus positif. En plus des travaux mentionnés au paragraphe 7.4, citons à l'actif du Département de Géographie de la Faculté des Sciences des investigations sur les circuits de commercialisation des produits alimentaires agricoles à Lubumbashi, l'évaluation de la production et de la consommation des aliments dans la localité rurale de Katanga, les possibilités et les modalités d'adduction d'eau potable au village Katanga, etc. Le même Département a créé une cellule de développement rural qui gère notamment la bibliothèque et la documentation rassemblée par notre projet. La Faculté de Médecine vétérinaire a pris en charge les enquêtes sanitaires, les soins de santé concernant les animaux d'élevage au village Katanga. La Faculté des Sciences sociales s'est occupée d'enquêtes démographiques, culturelles, socio-politiques et économiques.

7.11. PERSPECTIVES

Les perspectives d'avenir des acquis de la composante « génie rural » sont largement tributaires des conséquences des événements du campus de l'Université de Lubumbashi (mai 1990) et de l'arrêt brutal de la coopération belgo-zaïroise. Pratiquement du jour au lendemain, nos partenaires zaïrois ont été privés du soutien financier de notre projet, des conseils du gestionnaire permanent et des apports de la coopération universitaire belge.

Au village Katanga, cette situation a engendré des conflits et mis à nu des luttes d'influence, peut-être latentes, avec pour résultat le remplacement du président de l'ASBL qui gérât la ferme modèle par le médecin vétérinaire récemment arrivé. Il nous est difficile de nous faire une opinion à distance.

Ces vicissitudes imprévisibles sont survenues trop tôt pour permettre de consolider suffisamment les structures des réalisations de terrain de la composante « génie rural »; en effet, au moment du coup de théâtre, celle-ci ne disposait pas encore d'une organisation solide comparable à celle de la zone de santé rurale de Kapolowe dont bénéficiaient directement les composantes « santé » et « nutrition ».

Il faut ajouter que pour le moment, l'Université de Lubumbashi malgré sa bonne volonté, ne peut apporter qu'une aide limitée à la composante « génie rural ». Celle-ci repose, en outre, sur l'esprit d'entreprise et le dynamisme peu brillants (voir composante « socio-culturelle ») des villageois et, de plus, elle subit de plein fouet les aléas d'une économie nationale désastreuse.

Pour la composante « génie rural », la suppression soudaine de la coopération belgo-zaïroise ne pouvait tomber plus mal.

C'est d'autant plus regrettable que la composante « nutrition » a atteint une maturité suffisante pour entraîner une interaction attendue et nécessaire entre les deux secteurs du projet global. Nous pensons notamment à la politique de production de soja destinée à lutter contre la malnutrition infantine et à l'organisation, à côté des centres de santé (considérés comme des moteurs locaux de développement), de cellules aptes à promouvoir l'agriculture villageoise dans toute la zone de santé rurale.

Qu'il nous soit encore permis d'évoquer la possibilité, hélas pour le moins largement différée, d'une collaboration envisagée entre la composante « génie rural » et le Centre de Recherche agro-alimentaire

de Lubumbashi (CRAAL, nouvelle appellation du CRIAC (FIERENS 1987). Nous n'en étions plus tellement loin.

Que dire pour conclure? Pas grand-chose, sinon qu'à l'heure actuelle, il est impossible d'esquisser des perspectives d'avenir avec un minimum de crédibilité.

8. Composante « Enfants »

Il est évident que l'enfant ne peut demeurer en dehors des préoccupations de ceux qui participent à notre recherche-action de développement rural intégré. Non seulement l'enfant est l'adulte de demain et, à ce titre, il lui faut prendre conscience de l'effort collectif d'amélioration de la qualité de la vie mais surtout il peut, dès à présent, constituer un moteur de développement.

8.1. APPLICATION DE LA MÉTHODE DE « L'ENFANT POUR L'ENFANT »

C'est particulièrement ce deuxième aspect qui a retenu notre attention et qui nous a incité à expérimenter la méthode de « l'enfant pour l'enfant » imaginée en 1979 par le pédiatre D. Morley, à l'occasion de l'Année internationale de l'Enfant.

Nous avons mis en œuvre le concept élargi de cette méthode d'éducation récemment décrite et commentée par HAWES (1990).

La méthode consiste à utiliser, d'une part, le prodigieux pouvoir de compréhension, d'assimilation et de mémorisation de messages et de pratiques sanitaires et nutritionnels simples que manifestent les enfants en âge d'école primaire et, d'autre part, leur capacité de diffusion de cet acquis vis-à-vis d'autres enfants, de leur famille et de la communauté en général.

Cette méthode d'éducation sanitaire et nutritionnelle se pratique à l'école primaire. Elle est basée sur une pédagogie active (préalablement mise au point par l'instituteur et un médecin ou un infirmier du centre de santé voisin) qui met à profit des enquêtes, des jeux, des récits, des chansons, des pièces de théâtre, destinés à faire passer le mieux possible les messages sanitaires ou nutritionnels et qui comporte également des activités concrètes visant à l'amélioration de la santé des enfants et de leur entourage. Insistons sur le fait que la méthode implique les enfants en tant que partenaires actifs.

En 1987, à titre d'essai, nous avons appliqué les principes et les caractéristiques de cette méthode dans cinq écoles primaires de village,

établies sur le territoire où s'exerce notre recherche-action de développement rural intégré (FIERENS 1988-89). L'expérience a porté sur un trimestre; elle avait pour but, d'une part, d'expliquer aux écoliers pourquoi la diarrhée (grande tueuse d'enfants en Afrique) est une affection relativement bénigne si elle est correctement traitée en milieu familial avec des moyens simples et, d'autre part, de leur apprendre à préparer eux-mêmes le remède (solution salée sucrée) et de l'administrer aux enfants atteints et menacés de déshydratation. La démarche pédagogique suivie comporte plusieurs étapes :

- Illustrer le thème « l'eau c'est la vie » par des classes promenade en comparant la brousse en saison sèche et en saison de pluies et par des expériences démonstratives spécifiques;
- Comprendre et connaître les signes du manque d'eau chez l'enfant (pli cutané, soif, fatigue, etc.);
- Prendre conscience du grave problème causé par la diarrhée, grâce à des enquêtes menées au centre de santé et à la maison;
- Identifier les différentes attitudes actuelles face à un enfant atteint de diarrhée et apprécier si elles sont salutaires ou nuisibles;
- Apprendre à préparer la solution salée sucrée et savoir comment l'administrer;
- Reconnaître les cas rebelles (environ 20 %) à ce traitement simple et conduire alors le patient au centre de santé.

Dans les deux écoles les plus importantes, l'opération a été menée jusqu'au bout avec un résultat très positif. L'évaluation a été réalisée en interrogeant 1067 élèves sur les étapes et la démarche globale de l'expérience. Les deux tiers des écoliers ont répondu parfaitement à toutes les questions.

À titre de comparaison, il est intéressant de noter qu'une enquête menée à Lubumbashi en juin 1986 a montré que, sur 470 mères fréquentant assidûment les centres de santé où les conseils sanitaires et nutritionnels leur sont régulièrement communiqués, à peine 28 % connaissaient l'existence de la solution salée sucrée et 6 % seulement possédaient la recette exacte.

On pourrait donc en conclure qu'il est plus facile de sensibiliser les enfants des écoles primaires (situées en milieu rural) que les mères de famille (de la ville).

Nous avons également observé que les chansons porteuses du message sanitaire sont devenues de véritables « tubes » dans les villages; elles sont chantées non seulement par les enfants scolarisés

mais également par les mamans. De plus, de nombreux enfants, ayant assisté aux pièces de théâtre de leurs camarades, reproduisent celles-ci au village.

Étant donné le succès de cette première expérience dans deux écoles, tenant compte de ce que dans deux autres écoles la méthode n'avait pas été bien appliquée et qu'une cinquième école avait abandonné la partie, nous avons organisé à Kapolowe, pendant une semaine en mars 1988, un séminaire de formation d'instituteurs. Le but de cette rencontre de travail, placée sous le patronage du recteur de l'Université de Lubumbashi, était, d'une part, de divulguer chez ces enseignants une meilleure compréhension de la méthode et de la pédagogie active qui lui est associée et, d'autre part, d'assurer une collaboration plus étroite, plus fiable et durable entre les instituteurs et le milieu médical. Les enseignants participant au séminaire appartenaient à treize écoles primaires rurales situées dans les villages de Lupidi, Kibangu, Katanga, Luishia, Ndakata, Kabale. Le directeur de l'école primaire Tuendele de la ville de Lubumbashi était également présent, de même qu'un chef d'antenne du Programme élargi de Vaccination (PEV) de Lubumbashi et un coordonnateur PEV de Kinshasa.

Un deuxième séminaire a eu lieu au même endroit, en décembre 1989, au bénéfice d'enseignants d'écoles primaires venant des villages de Lupidi, Mpoyo, Fungurume, Mwadingusha, Kibangu, Katanga, Kyembe, Nguya, Luboko, certaines de ces localités étant situées en dehors du territoire de la zone de santé rurale de Kapolowe où opère notre recherche-action (effet multiplicateur).

Grâce à cet effort de formation reposant entièrement sur le dévouement inlassable de nos partenaires œuvrant à Kapolowe, portant à bout de bras, dans des conditions cependant difficiles, les composantes « santé » et « nutrition », l'application satisfaisante de la méthode « l'enfant pour l'enfant » s'étend progressivement à toute une région et apporte une contribution positive et importante au développement rural. Les messages transmis par l'intermédiaire des enfants des écoles primaires rurales portent sur différents thèmes tels que la vaccination. Il est important de souligner l'efficacité de cette activité des enfants; par exemple, selon les statistiques de l'hôpital, la mortalité infantile due à la diarrhée a considérablement régressé dans la région.

Notons enfin que les activités éducatives menées à l'école primaire sont appelées à s'intégrer dans une démarche globale telle

qu'elle a été formulée plus haut (paragraphe 6.4.) dans le cadre de la recherche-action de l'éducation nutritionnelle.

8.2. L'ENSEIGNEMENT EN MILIEU RURAL

Dans le cadre de notre recherche-action, nous nous sommes également attachés à améliorer les conditions matérielles de l'enseignement dispensé aux enfants des écoles en milieu rural. Celles-ci sont dans un état misérable et ne disposent pratiquement pas de matériel didactique.

Un premier effort a été accompli au village Katanga où nous avons aidé les habitants à réparer et à réaménager les bâtiments scolaires des écoles catholique, méthodiste et évangéliste. Nous les avons dotés du minimum indispensable de matériel didactique et d'équipements sportifs.

Sur la lancée, les villageois ont créé un terrain de football fort présentable qui connaît un franc succès d'occupation.

Nous avons également apporté notre soutien, sur le plan formatif, à la réalisation de travaux féminins liés au bien-être des enfants dans la famille (hygiène, couture, tricot, cuisine, etc.) en utilisant les structures locales existantes.

À propos des enfants, il convient de déplorer avec insistance la situation dramatique dans laquelle se trouvent beaucoup d'écoles que nous avons visitées, tant en milieu rural qu'en ville : bâtiments ruinés et très mal entretenus, mobilier scolaire profondément détérioré ou inexistant, matériel didactique largement insuffisant voire totalement disparu, personnel enseignant très mal rétribué et malheureux.

Ce dernier point est probablement celui qui a l'impact le plus négatif sur l'image de marque de l'enseignement et, en conséquence, du savoir en général, surtout dans le monde rural. En effet, l'instituteur, qui devrait normalement jouir d'un statut social enviable, y est au contraire déconsidéré en raison de son indigence chronique et de son niveau de vie inférieur à celui de la plupart des paysans. Dans ces conditions, à la campagne, l'incitation à l'étude s'en ressent, car personne ne souhaite pour ses enfants le choix d'une carrière d'enseignant. De plus, on est en droit de craindre le pire en ce qui concerne la qualité de l'instruction dispensée aux enfants. Car, si de la masse des instituteurs ruraux émergent des personnalités admirables et exceptionnelles qui exercent leur profession avec une compétence et un dévouement sans commune mesure avec les conditions matérielles lamentables mentionnées plus haut, il en est beaucoup d'autres qui,

submergés par les difficultés sans nombre, sont découragés, démotivés et enlisés dans une routine au profil très bas.

On mesure aisément les dangereuses et pénibles conséquences pour l'avenir du pays et pour son développement, d'autant plus qu'au cours des années écoulées, la dégradation a progressivement et inexorablement empiré. Seul l'État peut redresser cette triste situation qui compromet tragiquement le développement rural que notre recherche-action s'efforce par ailleurs de promouvoir.

Cependant, soulignons avec satisfaction l'initiative de la communauté méthodiste du village Katanga de construire (avec un financement partiel de « World Vision ») sept salles de classe en matériaux durables, en remplacement des bâtisses délabrées en terre crue. Cette installation s'inspire de l'exemple des bâtiments édifiés par notre recherche-action.

9. Composante « Énergie »

La production et l'utilisation rationnelle de l'énergie constituent un des paramètres-clefs du développement rural et de l'élévation du niveau de vie des habitants des campagnes. La prise en considération d'une composante « énergie » dans notre recherche-action interdisciplinaire ne surprendra donc personne. Afin d'obtenir le meilleur rendement possible des moyens limités disponibles, nous avons concentré nos efforts dans le village Katanga considéré comme agglomération rurale pilote.

Le département de Géographie de la Faculté des Sciences de l'Université de Lubumbashi, s'est chargé de l'étude systématique des types d'énergie mis en œuvre à des fins domestiques, par les habitants de cette localité. Cette investigation, qui a fait l'objet d'un mémoire de fin d'études, a successivement pris en compte l'identification et l'inventaire des sources disponibles, l'évaluation de la production et de la consommation, le pouvoir énergétique des différentes catégories de combustibles et l'analyse des impacts sur l'environnement.

À l'origine, les promoteurs du projet avaient envisagé une expérimentation de la production artisanale, au village, de gaz méthane au départ de biomasse, de déchets ménagers et de déjections humaines et animales telle qu'elle se pratique largement dans des pays comme la Chine. Cette idée a été rapidement abandonnée du fait de la répulsion manifeste des villageois à utiliser un combustible d'une telle origine pour cuire leurs aliments.

Dans le cadre de cette composante, la plus grande partie de notre activité a été consacrée à l'*énergie solaire* et principalement à son volet photovoltaïque. Cet aspect de notre recherche-action prend place parmi les projets de démonstration en matière d'énergies renouvelables du programme national belge de recherche-développement en énergie (SERVICES DE PROGRAMMATION DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE 1988).

Les objectifs initiaux de cette investigation peuvent s'énoncer comme suit :

- Étudier les applications les plus adéquates de systèmes d'énergie solaire dans une communauté villageoise traditionnelle africaine;
- Conduire à une acceptation maximale de systèmes solaires par une participation de la population rurale au projet dès sa conception;
- Examiner de quelle manière la population et les milieux scientifiques locaux peuvent être impliqués de façon optimale dans l'exécution et le suivi de ce programme.

La réalisation de ces objectifs passe nécessairement par :

- La sensibilisation des villageois aux possibilités de développement qu'offre la mise en œuvre adéquate de systèmes d'énergie solaire;
- La formation de villageois en vue de l'utilisation correcte, de l'entretien et de la gestion de ces systèmes;
- L'ouverture de l'Université de Lubumbashi sur les besoins potentiels ou affirmés des populations du monde rural qui l'entoure, en s'engageant activement dans le projet;
- Le suivi technico-scientifique du fonctionnement des systèmes;
- Le suivi socio-culturel de l'effet de l'introduction des systèmes solaires dans la vie quotidienne de la localité sur le comportement de la population; ce dernier aspect de l'étude implique l'examen de l'attitude des villageois vis-à-vis de tels systèmes et l'identification, la définition et l'analyse des obstacles au plan culturel, social, économique, technique et institutionnel susceptibles d'entraver l'extension future éventuelle de l'installation de telles applications.

Les différents points de ce programme ont été scrupuleusement exécutés.

La première étape a consisté en l'explication approfondie, par les universitaires, des buts et des limites de la composante énergie à un groupe d'habitants qualifiés constitués par le chef coutumier, les notables et des représentants des villageois. Les universitaires se sont alors retirés et, après un débat à huis-clos, ce groupe a fait connaître son choix des besoins énergétiques prioritaires à satisfaire.

Suite à ces entretiens préalables, le village a été équipé de divers équipements solaires, progressivement mis en service par des membres de la Faculté Polytechnique de l'Université de Lubumbashi avec le concours d'habitants paraissant aptes à une formation ultérieure plus poussée.

Le village a été doté d'une série de panneaux photovoltaïques isolés permettant l'éclairage de bâtiments publics et communautaires, le fonctionnement d'un frigo (centre de santé), de chargeurs de batteries et d'un téléviseur avec magnétoscope très apprécié pour la formation audiovisuelle et les loisirs. Il possède également une centrale photovoltaïque de 5 kW de crête produisant la force motrice nécessaire à un atelier comportant diverses machines outils, à un moulin à maïs et à manioc, à un poste de soudage et à un compresseur à air. Enfin, l'ensemble est complété par un système d'énergie solaire thermique pour la production d'eau chaude et de systèmes solaires permettant l'obtention d'eau distillée.

L'inauguration officielle de la centrale solaire, des ateliers annexes et des systèmes photovoltaïques individuels s'est déroulée à Katanga, en novembre 1985, en présence des autorités politiques, administratives et traditionnelles zaïroises, du recteur de l'Université de Lubumbashi, du consul de Belgique, du secrétaire général des Services de Programmation de la Politique scientifique et du coordonnateur du projet.

Après plus de cinq ans, les divers équipements fonctionnent de façon satisfaisante. Dans un premier temps, quatre techniciens (deux électriciens, un menuisier et un ajusteur) ont reçu une formation adéquate pendant que les opérations étaient conduites par un coopérant belge et des membres zaïrois de la Faculté polytechnique de l'Université de Lubumbashi. Hélas, cette dernière s'est progressivement dégagee du projet pour s'en retirer complètement depuis fin 1986. Cette attitude déplorable est analysée plus loin; elle est principalement liée au niveau beaucoup trop bas des rémunérations

du personnel enseignant et scientifique des universités zaïroises. Heureusement, entre-temps, les quatre techniciens du village avaient achevé leur formation et, de ce fait, la défection de la Faculté Polytechnique n'a pas eu de conséquence fâcheuse sur le fonctionnement technique des installations.

Sur le plan de la gestion de la centrale photovoltaïque et des ateliers annexes, une expérience malheureuse a été enregistrée. Cette gestion avait été confiée au Comité de Développement du village dont les membres avaient dilapidé à leur profit et à celui de leurs amis, les bénéfices réalisés par les techniciens. Depuis fin 1987, la gestion est assurée de manière satisfaisante par une association sans but lucratif, constituée légalement, dont le Comité de Direction est composé du Chef du village et des quatre techniciens: cette association est dénommée «Inongo ya Maka a Kasuba» (IMK), ce qui signifie «centrale d'énergie solaire».

Précisons encore, que les aspects socio-culturels de la composante énergie et, plus précisément, l'étude du comportement des habitants vis-à-vis de l'intrusion de la technique photovoltaïque dans leur vie quotidienne n'ont pas été négligés. Cette investigation a été faite par des membres de la Faculté des Sciences sociales de l'Université de Lubumbashi. Afin d'éviter les répétitions, le résultat des nombreux mémoires de fin d'études et enquêtes réalisés est relaté plus loin à propos de la composante «socio-culturelle».

Le volet «énergie solaire» de la composante «énergie» a-t-il atteint les objectifs fixés?

L'étude effectuée sur le terrain a montré que la production d'électricité par voie photovoltaïque est parfaitement possible dans une communauté rurale africaine traditionnelle. Néanmoins, il faut veiller à ce que les systèmes photovoltaïques mis en service ne comportent pas d'éléments trop sophistiqués qui sont une source de pannes et d'ennuis auxquels des techniciens d'un niveau moyen ont difficile à faire face. Lors de notre expérimentation, de tels équipements ont été systématiquement éliminés.

La centrale solaire de 5 kW fonctionne de manière continue depuis plus de cinq ans. Depuis décembre 1987, elle est entièrement conduite et gérée par des techniciens zaïrois du village, formés par nos soins, qui s'occupent également de la maintenance des systèmes photovoltaïques individuels. Ces techniciens ont démontré qu'ils étaient capables d'assurer seuls le suivi technique du fonctionnement de l'ensemble.

Là où il n'existe pas de réseau de distribution classique d'électricité, on peut donc recommander l'usage de systèmes photovoltaïques dans le monde rural africain. En comparaison avec d'autres modes de production (groupe à carburant, microcentrales au fil de l'eau), la voie photovoltaïque, avec sa souplesse d'emploi est davantage à la portée des ruraux africains du fait, notamment, que ses équipements statiques ne subissent pas d'usure et ne nécessitent pas le remplacement fréquent de pièces usagées.

Néanmoins, le coût élevé de l'investissement initial des systèmes photovoltaïques (comme d'ailleurs des groupes à carburant et des microcentrales au fil de l'eau) empêche, à l'heure actuelle, l'installation généralisée de tels équipements étant donné la modicité des ressources de la plupart des ruraux africains. Seule une chute notable du prix des systèmes photovoltaïques pourrait modifier cette situation. Notons enfin qu'en cas de besoin d'une force motrice importante, la voie photovoltaïque ne convient pas étant donné le coût prohibitif.

Dès novembre 1982, les promoteurs du volet «énergie solaire» de la composante «énergie» avaient longuement insisté sur le caractère expérimental de l'opération; à cet égard, le village devenait un laboratoire en vraie grandeur. Ce langage ne semble pas avoir été bien compris par les représentants qualifiés du village et a fortiori par la masse des habitants. Ceux-ci ont été persuadés que le projet avait pour but l'électrification systématique de leur localité et que les équipements installés ne constituaient qu'une première phase qui serait bientôt suivie d'autres. Jamais, bien entendu, les promoteurs n'ont laissé entendre qu'il en serait ainsi, mais les habitants, avec leur mentalité d'assisté (voir composante «socio-culturelle»), ont voulu croire, semble-t-il, que des dons successifs aboutiraient à une surabondance d'équipements solaires. Les partenaires universitaires n'ont probablement pas assez insisté sur ce point.

Signalons enfin qu'à l'heure actuelle, les équipements solaires sont devenus la propriété de l'a.s.b.l. IMK.

10. Composante «Matériaux de construction et habitat»

Au cours de l'exécution des programmes des autres composantes, nous avons été amené à faire construire des bâtiments à usage divers ou à conseiller l'emploi de matériaux pour l'élaboration de bâtisses dans le cadre d'initiatives villageoises. Chaque fois que les conditions

matérielles le permettaient, nous avons préconisé la brique cuite plutôt que la brique crue dont la durabilité est limitée. De plus, partant de la technique de cuisson des briques pratiquée par les villageois, nous nous sommes efforcés d'améliorer celle-ci afin de fabriquer un produit fini de meilleure qualité et offrant des résistances mécaniques supérieures.

Les laboratoires de science des matériaux et de chimie appliquée de l'Université de Mons et de l'Université de Lubumbashi ont collaboré utilement de manière à mettre au point un matériau de construction bon marché élaboré à partir de mélanges eau-latérite-chaux soumis à un étuvage adéquat (FIERENS *et al.* 1983). Cette méthode, qui ne nécessite pas de cuisson à haute température comme dans le cas de l'argile, permet l'obtention de briques présentant des résistances à la compression très élevées. En outre, elle possède le double avantage de mettre en œuvre des matières premières très répandues en Afrique et d'être peu onéreuse. Avant de procéder à la fabrication à grande échelle de ce type de brique, un travail de doctorat en sciences chimiques a été effectué, sur ce sujet, par un universitaire zaïrois, assistant à l'Université de Lubumbashi, dans les laboratoires de l'Université de Mons.

Dans le domaine des liants hydrauliques, plusieurs thèses de doctorat ont été réalisées et défendues avec succès par des universitaires zaïrois exerçant, depuis, des fonctions dirigeantes dans l'enseignement universitaire et dans la recherche scientifique au Zaïre et dans d'autres pays d'Afrique.

Le Département de Géographie de la Faculté des Sciences de l'Université de Lubumbashi s'est penché, dans le cadre de notre recherche-action, sur les problèmes géographiques de l'habitat rural du village Katanga. Cette investigation a donné lieu à un mémoire de fin d'études.

En collaboration avec le Département des Travaux publics zaïrois, une étude a été commencée en vue de la conception et la construction à bon marché d'habitations bioclimatiques offrant un confort approprié et compatible avec les exigences socio-culturelles locales. Malheureusement, l'administration zaïroise manquant de moyens financiers suffisants, cette investigation a dû être mise en veilleuse avant même l'obtention de premiers résultats probants.

11. Composante «Socio-culturelle»

Il y a tout d'abord lieu de s'entendre sur le concept de développement.

Un tel accord ne s'est pas établi d'emblée parmi tous les partenaires de notre recherche-action.

Les universitaires africains et européens adhèrent sans difficulté à la formule (FIERENS 1982 a) suivante: le développement doit être conçu comme la voie qu'une collectivité s'est tracée pour réaliser ses propres objectifs de progrès technologique, économique, social et culturel. Ils l'interprètent en termes de modernité et de perception pluriculturelle.

Il en va tout autrement pour les villageois pour lesquels l'idéal du développement est lié à un modèle urbain mythique et imaginaire et non à une conception d'un village agricole épanoui. Ce comportement s'explique par le manque de référence à un modèle rural concret et satisfaisant. Pour certains, le développement n'est pas nécessairement considéré comme un changement de pratiques relatives à la santé, la nutrition, la production alimentaire, l'éducation, etc. en vue d'un mieux-être général; ils y voient plutôt un ensemble de signes extérieurs rapprochant les villageois des salariés des villes où la possession de biens de prestige joue un grand rôle. Il a fallu tenir compte de cet état d'esprit et, grâce aux résultats palpables de la recherche-action, tenter de le modifier progressivement en évitant de le heurter de front.

Les aspects techniques de notre recherche-action interdisciplinaire ont été décrits dans les paragraphes qui précèdent. Il est temps maintenant de se pencher sur les facteurs humains avec lesquels ils interfèrent. Les réactions positives et négatives des populations, vivant au jour le jour les modifications apportées à leurs habitudes et à leur train de vie quotidien, font évidemment partie intégrante de notre projet global. Elles constituent un des volets les plus importants du développement car elles s'avèrent la clef de sa pérennité.

Les enquêtes et l'analyse de leurs résultats, effectuées notamment par nos partenaires zaïrois de la Faculté des Sciences sociales (KALABA *et al.* 1988) et du Département de Géographie (MBENZA & ALONI) de la Faculté des Sciences de l'Université de Lubumbashi, ont permis de mettre en évidence, dans la chefferie Katanga, une série de caractéristiques socio-culturelles propres aux populations rurales africaines.

Toutefois, si nos observations confirment, dans les grandes lignes, les conclusions d'autres chercheurs, nous avons constaté que les habitants du village Katanga et des environs ont manifesté une propension à la passivité et une mentalité d'assisté plus accusées que des groupes de villageois vivant dans d'autres régions du Zaïre ou d'Afrique centrale en général.

Cette remarque est importante, car elle indique que notre recherche-action s'est effectuée au sein d'une population moyennement douée et qu'en conséquence, les résultats positifs obtenus peuvent être transposés à d'autres régions où les mentalités sont plus avancées. Cette extrapolation n'eût pas été acceptable si nous avions travaillé avec des villageois exceptionnellement éveillés et motivés.

Comme de nombreux villages traditionnels africains, la localité de Katanga comporte en gros : un chef coutumier, des notables, un Comité de Développement, regroupant des personnes influentes, et la masse des habitants au sein de laquelle on distingue quelques individus sortant du rang par leur intelligence et leur esprit d'entreprise. L'expérience nous a montré que de nombreux conflits d'intérêt et d'influence existaient dans le village avant l'arrivée des universitaires et y avaient tissé, sur fond de sorcellerie, un réseau complexe d'antagonismes, d'oppositions, de rivalités, mais aussi d'accords et de coalitions qu'il aurait été vain de vouloir décoder entièrement. Les divers travaux exécutés dans le cadre de notre recherche-action (ferme modèle, barrage, irrigation, drainage de marécages, équipement du centre de santé, installation de systèmes solaires, restauration des écoles, etc.) ont modifié, dans ce milieu, la carte de la zizanie, provoquant de nouvelles alliances ou, au contraire, de sourdes compétitions entre individus ou entre groupes. Il est certain que ce facteur perturbateur, apporté de l'extérieur par les universitaires, a transformé, soit en les exacerbant soit en les atténuant, les luttes d'influence, les disputes à base d'intérêt financier et les conflits latents entre le pouvoir traditionnel (s'appuyant le cas échéant sur la sorcellerie) et le savoir des jeunes plus avides de modernité. Tout cet ensemble de relations entre villageois constitue évidemment un frein au développement.

Par ailleurs, l'installation au village de nouveaux équipements et leur bon fonctionnement, la dérivation permanente d'une partie de l'eau de la rivière vers le village, la réalisation de travaux de génie rural performants, l'amélioration sensible des soins de santé, la remise en état des écoles et la fourniture de matériel didactique a eu comme

conséquence l'émergence d'un sentiment d'accroissement du bien-être général ressenti par toute la population qui a exprimé sa satisfaction à ce sujet, auprès des enquêteurs universitaires zaïrois. Ces innovations ont nettement amélioré la qualité de la vie rurale, au point où l'exode vers les villes a cessé et qu'au contraire des gens sont revenus se fixer au village.

Cette satisfaction globale n'exclut pas des critiques adressées par les villageois à leurs édiles. Ces derniers paraissent s'être volontairement coupés de la population qui n'a pas pu donner son avis sur les options initiales prises notamment à propos de la composante «énergie». Les gens sont d'avis que ces édiles comptaient bien exploiter la situation à leur profit exclusif en privant les habitants des informations nécessaires. Les réalisations de notre recherche-action ont entraîné des attitudes positives chez les individus potentiellement plus ouverts au développement. Certains d'entre eux se sont intéressés directement à la production d'énergie photovoltaïque et à ses diverses utilisations. Le progrès matériel vécu a poussé d'autres à s'occuper activement du développement de la localité et de ses environs en améliorant l'habitat, en construisant des bâtiments en matériaux durables, en assainissant de nouvelles terres de culture par drainage ou irrigation, en tentant de commercialiser davantage le produit des récoltes, en participant personnellement à la mise en pratique d'une politique de santé publique de qualité.

En dépit de ces comportements individuels encourageants, il convient de s'interroger sur l'aptitude au développement de l'ensemble de la population rurale de la chefferie Katanga dont, nous l'avons dit, la passivité et la mentalité d'assisté sont inquiétantes.

Les enquêtes socio-culturelles ont permis de dégager les raisons principales de ce comportement. Ce dernier, qui se retrouve d'ailleurs dans d'autres contrées d'Afrique centrale, a en premier lieu une cause externe: le paternalisme. Il est bien connu que celui-ci était pratique courante sous le régime colonial; il consistait à pourvoir, sous forme de dons, aux besoins réels ou supposés des populations qui ont pris, en conséquence, la détestable habitude d'attendre ces cadeaux sans faire elles-mêmes l'effort en vue de la satisfaction de leurs propres aspirations. Ce comportement passif d'assisté, allant parfois jusqu'à la mendicité, s'est prolongé pendant les premières années d'indépendance du fait du paternalisme exercé par les Églises et par les organisations étrangères de coopération au développement. Cette attitude de paternalisme, dont les partenaires universitaires de notre

recherche-action ont dû soigneusement se défendre (il est facile et parfois tentant d'y retomber) est incontestablement un frein au développement.

Aujourd'hui, l'expérience aidant, les mentalités des acteurs extérieurs du développement ont changé; le paternalisme tend nettement à disparaître et l'accent est mis sur le rôle actif indispensable des populations engagées dans une action de développement. C'est ce que nous nous sommes efforcés de faire vis-à-vis des villageois qui n'ont évidemment pas perdu, du jour au lendemain, leurs mauvaises habitudes.

Presque tous les villageois répugnent à se comporter en entrepreneurs prenant des risques et assumant des responsabilités. Ils préfèrent de loin le statut de salarié et ont tendance à s'engager comme ouvrier agricole dépendant totalement d'un patron (la ferme modèle par exemple) en dépit de la modicité des salaires payés. Cette attitude, difficile à modifier, relève de la mentalité d'assisté.

La passivité des populations, soumises à l'enquête socio-culturelle, a également des causes internes plus difficiles à éradiquer car elles sont liées à la tradition séculaire.

La société coutumière est dominée par la gérontocratie et le conformisme qui, prônant l'inviolabilité de l'ordre établi et des institutions, inhibent les courants nouveaux d'idées et de pensée. Il faut également citer les nombreux tabous et interdits et notamment ceux qui, incitant au communautarisme rigoureux, empêchent les individus doués d'émerger et d'entraîner le reste de la population vers le développement. Mentionnons encore les tabous et les interdits qui découragent la réussite individuelle en la considérant comme le résultat d'un orgueil, d'une vantardise inacceptables ou d'un recours à la sorcellerie. Ajoutons encore la peur de la compétition ouverte entre individus, découlant de l'effet de nivellement de la société coutumière, ainsi que le manque généralisé de confiance en soi et la tendance à l'irresponsabilité qui sont dus au fait que le succès individuel est considéré comme suspect tandis que l'échec est une fatalité admise.

Tous ces aspects négatifs de la tradition séculaire sont autant de freins au développement.

Dans ces conditions, il est presque étonnant qu'au cours de notre recherche-action, nous ayons pu compter sur des individus décidés à enfreindre de telles règles et à prendre leurs responsabilités avec une belle sérénité. Ils se sont révélés comme de véritables moteurs de

développement susceptibles de faire des émules, tout en ayant la sagesse de ne pas se couper d'autres aspects — bénéfiques ceux-là — de la société coutumière.

Ce résultat encourageant est à verser au crédit de notre recherche-action qui a permis à une telle attitude de se matérialiser.

Il faut encore rendre compte d'une situation néfaste créée par certaines autorités locales qui, par leur comportement, constituent un frein au développement particulièrement irritant.

Les diverses actions menées avec des villageois courageux et avisés, dans le cadre des différentes composantes du projet global, sont génératrices de bien-être et de prospérité. Citons, par exemple, l'exploitation du complexe de la centrale solaire ou de la ferme modèle.

Ces pôles de développement procurent des ressources à ceux qui s'en occupent activement mais attirent malheureusement la convoitise cupide de quelques individus exerçant, dans la contrée, une autorité administrative ou coutumière. Ceux-ci, forts de leurs prérogatives, exigent des «cadeaux» de la part des villageois qui, par peur de représailles, n'osent pas refuser. Il en résulte un découragement latent de la part de ceux sur qui repose l'effort de développement. L'explication de ce racket est toujours la même; les agents administratifs de l'État sont très mal rémunérés et certains d'entre-eux ont dès lors tendance à user de moyens illicites pour compenser l'insuffisance de leur salaire. Quant à certaines autorités coutumières, elles exercent parfois une pression morale faite d'intimidations insidieuses, dont le culte des ancêtres et la sorcellerie ne sont pas absents.

12. Composante « Restauration du dynamisme intrinsèque des populations »

La composante «Socio-culturelle» a fait apparaître que les populations rurales concernées par notre recherche-action globale manifestaient un état d'esprit stérile d'assisté et faisaient preuve d'un manque de confiance en soi et d'une fâcheuse tendance à la passivité.

L'analyse sur le terrain de ce comportement, préjudiciable au développement, indique que son origine pourrait être liée, en partie, à l'attitude paternaliste et contraignante du colonisateur. De ce fait, le dynamisme qui paraît avoir caractérisé les populations des époques précédant la période coloniale, se serait progressivement atténué pour finir par s'éteindre.

Dans le cadre de notre recherche-action interdisciplinaire, ne voulant négliger aucun facteur et partant de cette présomption, nous avons estimé intéressant de tenter de réveiller ce dynamisme perdu, cette vitalité en veilleuse, en faisant prendre conscience, aux populations d'aujourd'hui, de leur identité enracinée dans un passé estimable, de leurs valeurs intrinsèques et de leur potentiel d'action et d'innovation sur lesquels elles pourraient prendre appui comme le faisaient leurs ancêtres avant la colonisation. Notre démarche apparaît comme un préliminaire susceptible d'asseoir une action nouvelle sur un dynamisme ancien retrouvé et d'orienter notre recherche-action de développement rural intégré dans le sens d'un continuum historique.

Notre étude s'est concentrée sur la petite ethnie Lemba qui, dans la chefferie Katanga, constitue l'élément majoritaire. Ce groupe est proche des grands ensembles Luba, Lunda et Bemba avec lesquels il eut jadis des relations diplomatiques et commerciales.

Plusieurs missions d'études approfondies, s'étendant sur un total de quatre mois, ont été dirigées sur le terrain par un linguiste, un anthropologue et un archéologue accompagnés par des étudiants avancés. Ces enquêtes, qui ont été effectuées avec le concours actif et permanent de la population rurale cible, ont permis de retracer, aux yeux de tous, l'histoire, les structures économiques et sociales du passé, les techniques métallurgiques traditionnelles du fer et du cuivre et de mettre en évidence des témoins matériels encore existants (sites de fours, matériaux, objets, etc.). L'équipe s'est attachée à raviver, dans la mémoire des Lemba, le souvenir de leur héros civilisateur Kipayi auquel un culte est toujours rendu. Le travail a été très fructueux grâce, notamment, aux chansons séculaires rapportées avec ferveur par les anciens des villages, en présence des habitants plus jeunes très attentifs. Les paroles de ces chansons, non déformées par le temps comme peuvent l'être les récits, ont été soigneusement analysées, rétablies dans leur contexte historique et mises en rapport avec les éléments de technologie métallurgique traditionnelle déduits de l'examen des vestiges matériels mis à jour. Soulignons encore l'intérêt soutenu manifesté par la population, enfants compris, qui s'est prise au jeu de la collecte d'objets et de matériaux anciens qui venaient, au fur et à mesure, illustrer les références à la tradition du groupe.

L'étude a largement débordé le territoire du village Katanga et s'est effectuée dans une zone beaucoup plus large afin de pouvoir

toucher le plus possible d'individus appartenant au groupe ethnique et de situer les particularités de la chefferie Katanga dans la région du Shaba, notamment en ce qui concerne les ensembles politiques anciens, le commerce et les échanges de différents produits artisanaux.

Au terme de cette investigation, il semble que l'objectif principal a été atteint : la population a repris conscience de son passé valeureux, elle en a retiré une certaine fierté, elle paraît s'être libérée de son complexe de marginalité et s'être persuadée, en conséquence, des capacités du groupe qu'elle constitue. On peut espérer que cette confiance en soi retrouvée l'aidera, dans l'avenir, à bâtir son propre développement en faisant preuve d'audace, de dynamisme et de créativité, sous la conduite de chefs locaux possédant les qualités requises. Malheureusement, à l'heure actuelle, ces leaders font cruellement défaut. La solution réside, comme c'est déjà le cas dans d'autres ethnies, en des hommes plus jeunes et instruits, conscients des vrais enjeux du futur, qui prendront, en harmonie avec la coutume, le relais d'âinés défaillants et dépassés.

Par contre, les vestiges matériels (fours en ruines, sites anciens d'extraction des minerais, scories, charbon de bois, etc.) de l'activité ancestrale, mis à jour avec leur concours et en leur présence, semblent ne constituer, pour ces populations, qu'un support passager et fugitif de la réflexion mentale concernant leur histoire et leur identité. En l'absence de chefs valables, ces témoins du passé paraissent n'avoir que peu d'attraits en soi par rapport aux préoccupations quotidiennes actuelles. À cet égard, citons le site métallurgique important de Luishia qui comportait les vestiges de 150 fours de fonte et de raffinage soigneusement étudiés. L'équipe des universitaires avait projeté d'en faire un musée de plein air avec l'aide (qui n'a jamais été accordée) de l'Institut des Musées nationaux du Zaïre et de l'UNESCO. Ce site a été progressivement détruit par les cultivateurs dont le but, à court terme, était d'étendre leurs champs. Ce saccage ne doit pas être nécessairement considéré comme le signe d'un désintérêt décevant vis-à-vis des activités ancestrales mais il n'empêche qu'un point d'interrogation reste posé.

Sur le plan scientifique, les musées du Zaïre ont mis à profit les résultats des investigations effectuées et ont réalisé, sur cette base, des dioramas sur les industries métallurgiques traditionnelles. Des étudiants de l'Université de Lubumbashi y ont, par ailleurs, consacré des mémoires de fin d'études et des travaux pratiques, prenant en compte

les différents aspects de cette activité d'autrefois. Les échantillons récoltés ont fait l'objet d'analyses précises effectuées à l'Université de Mons, à l'Université de Liège, à Massey University (Nouvelle-Zélande) et aux laboratoires métallurgiques de Gécamines.

Ajoutons enfin qu'un mémoire de 120 pages rassemble tous les renseignements recueillis sur les plans linguistique, anthropologique et archéologique (DE PLAEN *ined.*).

13. Évolution de la recherche-action sous la contrainte des événements extérieurs

Depuis 1982, qui marque le début de notre recherche-action sur le terrain, jusqu'à ce jour, un certain nombre d'événements imprévisibles ou non se sont produits au Zaïre. Ils ont eu des répercussions soit positives, soit négatives, sur le déroulement du projet.

Parmi eux, citons la promulgation, en 1984, par le Chef de l'État, du «septennat du social» dont les avis étaient conformes aux principes et aux caractéristiques de base de notre recherche-action en cours de réalisation depuis deux ans. Celle-ci a bénéficié, à l'époque, d'un surcroît de soutien moral important.

D'autre part, l'adoption par le Zaïre de la politique de Soins de Santé Primaires, recommandée par l'Organisation Mondiale de la Santé, est également venue conforter nos propres vues dans ce domaine. Il en est résulté une extension de l'aire géographique de nos activités (zone de santé rurale de Kapolowe) d'autant plus facilement que cet accroissement répondait au vœu pressant des populations rurales concernées (effet multiplicateur).

L'année académique 1988-1989 fut marquée par un différend prolongé entre les autorités belges et zaïroises qui eût des conséquences négatives sur la coopération au développement entre les deux pays. Pendant cette période, nos partenaires universitaires zaïrois ont été contraints de diminuer notablement leur contribution au projet car la suppression des missions de professeurs visiteurs belges à l'Université de Lubumbashi les a obligés à se consacrer davantage à des tâches d'enseignement, devenues écrasantes, qui ont pris une grande partie de leur temps. Heureusement, les composantes «santé», «nutrition» et «enfants» ont nettement moins soufferts des aléas des relations politiques belgo-zaïroises. Cela est dû au fait que, bien avant le déclenchement de la crise, la Faculté de Médecine de l'Université de Lubumbashi avait envoyé, à Kapolowe, deux de ses membres,

docteurs en médecine, pour y exercer une activité à temps plein et y diriger le projet sur le terrain. Ces précieux collaborateurs n'ont pas été amenés à pallier l'absence des professeurs visiteurs belges.

Il y a malheureusement beaucoup plus grave. Comme suite aux événements tragiques et sanglants survenus en mai 1990 au campus de l'Université de Lubumbashi, la coopération belgo-zaïroise a été à nouveau interrompue. Elle l'est toujours à ce jour et il est impossible de prévoir quand et comment elle sera rétablie. En attendant, nos partenaires zaïrois sont livrés à eux-mêmes après une remise-reprise du projet effectuée dans des conditions discutables. À l'heure actuelle, à l'Université de Lubumbashi, l'enseignement est toujours suspendu, mais les nouvelles qui nous sont parvenues récemment montrent qu'une partie au moins des activités de la recherche-action se poursuit favorablement, en dépit de la dégradation de la situation socio-économique locale et de l'effondrement de la monnaie zaïroise.

14. Université de Lubumbashi et ouverture sur le monde rural

Au début du présent exposé, nous avons esquissé notre conception du rôle que l'université en général peut jouer vis-à-vis de la région où elle est implantée (paragraphe 2.1.) et nous avons évoqué le cas particulier de l'Université de Lubumbashi en rapport avec notre recherche-action de développement rural intégré.

Après bientôt neuf années de réalisations dans cette perspective, quelles opinions peut-on dégager de cette expérience; l'université a-t-elle manifesté une ouverture suffisante sur son environnement et qu'en a-t-elle retiré pour son propre essor?

Que les choses soient bien claires. Notre propos n'a pas pour but de porter un jugement sur le comportement d'un partenaire pour lequel nous ressentons un attachement profond, une grande estime et une sympathie sans équivoque. Notre démarche vise simplement à examiner les faits et à les situer dans le contexte des réalités zaïroises afin de les comprendre et d'indiquer si possible les améliorations qui s'imposent.

Depuis le commencement de notre projet, pas moins de six recteurs (dont le dernier en date faisant fonction) se sont succédés à la tête de l'Université de Lubumbashi. C'est évidemment beaucoup trop. Si tous ont heureusement apporté leur appui à notre projet, il n'en demeure pas moins qu'étant donné les sensibilités différentes, ces circonstances ne sont pas favorables à la continuité de vues et

d'action. C'est d'autant plus vrai que ces remplacements successifs ont entraîné bien souvent des changements parmi les proches collaborateurs du rectorat. Par bonheur, à côté des recteurs, quelques hautes autorités académiques, acquises à notre projet, sont restées en place plus longtemps.

Le premier recteur avait eu l'excellente idée de s'adjoindre un Centre interdisciplinaire pour le Développement (CID) appelé à exercer une fonction primordiale dans le cadre de la politique d'ouverture de l'Université de Lubumbashi sur son environnement socio-culturel, économique et technologique définie en 1982 par les autorités académiques. Le CID était chargé d'harmoniser et de rentabiliser au mieux le travail impliquant simultanément des domaines différents. Un tel organisme était tout désigné pour assumer une part prépondérante dans la recherche-action de développement rural intégré.

Ce fut effectivement le cas grâce aux deux premiers directeurs du CID qui ont parfaitement rempli leur rôle jusqu'en 1985. Ces personnalités de valeur ont successivement quitté Lubumbashi, le premier pour rejoindre le cabinet du Commissaire d'État à la Recherche et à l'Enseignement supérieur et universitaire à Kinshasa et le second pour occuper un poste important à l'UNICEF. Malheureusement, leurs successeurs n'ont pu empêcher le CID de se dégrader et, rapidement, cet organisme n'a plus eu la moindre utilité. À l'heure actuelle, le CID semble reprendre une certaine activité. Le recteur vient de nous faire savoir que, en dépit de moyens limités, l'Université de Lubumbashi est fermement déterminée à aller, avec la collaboration des villageois, jusqu'au bout de l'expérience entreprise. Ces propos permettent d'envisager l'avenir de la recherche-action avec plus d'optimisme.

Sur le plan facultaire, après un premier mouvement de curiosité, les réactions des professeurs furent très variées, liées en partie aux possibilités d'applications de leur discipline. Certains, mesurant avec justesse l'intérêt scientifique et humain de l'entreprise, se sont engagés à fond et collaborent toujours aujourd'hui; d'autres, après une tentative infructueuse à leurs yeux (nous y reviendrons plus loin) se sont détournés du projet; d'autres encore ne se sont jamais sentis concernés. Il est remarquable qu'en général, la recherche-action a passionné davantage les individus jeunes (étudiants avancés, chercheurs et assistants) que leurs aînés (professeurs et chargés de cours). Cette constatation permet une vue optimiste sur l'avenir mais il faut

également prendre en compte les préoccupations démotivantes des individus plus âgés, ayant charge de famille, à propos de la dramatique modicité de leurs revenus.

Les considérations qui précèdent montrent que la politique d'ouverture de l'Université de Lubumbashi n'a pas entraîné un mouvement unanime de la communauté universitaire. D'autre part, il est clair également qu'il faut renoncer, dans cette optique, à mobiliser de grands ensembles préétablis tels que des Conseils de Faculté ou le Conseil académique. Par contre, des individus de tous âges et de toutes disciplines, motivés et convaincus, sont entrés dans le jeu avec détermination. C'est sur eux et sur les comités de travail, interdisciplinaires ou non, spontanément constitués qu'il faut compter. Il est bon par ailleurs, que les structures classiques de l'université, telles que les Facultés, cautionnent cette activité. C'est de cette manière qu'au fil du temps et de l'expérience, s'est élaboré un réseau d'universitaires décidés à mettre en pratique une solidarité nationale ou régionale et à adhérer activement à la politique d'ouverture du recteur et au programme de la recherche-action interdisciplinaire dans le domaine du développement. C'est probablement le même schéma qui s'observerait dans d'autres universités placées dans des situations comparables.

Il nous faut maintenant actionner une sonnette d'alarme à propos, d'une part, du niveau nettement trop bas des rémunérations du personnel enseignant, scientifique, technique et administratif des universités zaïroises et, d'autre part, des conditions de travail et de recherche très démotivantes du fait de la très large insuffisance des crédits alloués. En conséquence, sauf exceptions, les meilleurs universitaires cherchent à quitter l'université pour des entreprises privées où les traitements sont cinq fois supérieurs et où les intéressés bénéficient, en outre, d'avantages substantiels en nature : logement confortable, écoles de qualité pour les enfants, soins de santé gratuits, accès à une cantine où les denrées alimentaires sont vendues à très bas prix, etc... On comprend, dès lors, que parmi les membres de la communauté universitaire encore en fonction, certains, ayant de lourdes responsabilités familiales, cherchent des activités secondaires lucratives et hésitent à jouer bénévolement un rôle quelconque dans la politique d'ouverture du recteur et, par exemple, dans notre recherche-action.

Les difficultés financières, qui paralysent les universités zaïroises, constituent certainement un frein au développement, non seulement

dans l'immédiat mais surtout pour l'avenir qui est lié à la qualité de la formation de la future élite de la nation.

Ces difficultés ont eu une autre conséquence en rapport étroit avec notre recherche-action. Lors du démarrage de celle-ci, les obligations des parties belge et zaïroise avaient été définies, chacune gérant son budget propre selon les règles de leur pays respectif.

Malheureusement, au bout d'un certain temps, l'Université de Lubumbashi n'a plus été en mesure d'assumer tous ses engagements. La partie belge a été contrainte d'en reprendre une partie à son compte en exerçant, en conséquence, un droit de contrôle conformément à l'orthodoxie financière en vigueur en Belgique. Ces circonstances inévitables ont eu pour résultat de placer *ipso facto* nos partenaires universitaires zaïrois en position de dépendance vis-à-vis du gestionnaire permanent belge. Cette situation embarrassante a été la source de tensions et de malentendus compréhensibles mais difficiles à contourner. Si une reprise de la coopération devait prendre place, il serait souhaitable de négocier un nouveau contrat basé, par exemple, sur une formule de cogestion bien mise au point. Une telle solution pourrait permettre un fonctionnement plus harmonieux et améliorer la coopération interuniversitaire belgo-zaïroise qui, par le passé, s'est avérée, à bien des égards, très satisfaisante et bénéfique pour les deux partenaires. Il convient de le souligner.

Les universitaires zaïrois qui ont participé activement à notre recherche-action en ont retiré un acquis significatif sur les plans scientifique et humain. L'expérience née de cette activité leur a permis de prendre conscience de problèmes du monde rural dont ils mesuraient mal les contours et l'acuité. En conséquence, ils ont pu améliorer le contenu et la qualité de l'enseignement à l'Université de Lubumbashi, adapter celui-ci aux réalités zaïroises et valoriser leur propre personnalité en augmentant leur aptitude à la multidisciplinarité. Nombre d'étudiants avancés ont bénéficié d'une formation exceptionnelle en prise directe avec les besoins et les aspirations de la population (mémoires de fin d'études, stages prolongés à l'hôpital de Kapolowe, à la ferme modèle de Katanga, etc). Ils la mettront utilement en pratique au cours de leur carrière future qu'ils aborderont, en outre, avec une mentalité où la solidarité occupe une place de choix.

Nous l'avons dit, traumatisée par les événements de mai 1990, l'Université de Lubumbashi est actuellement fermée. Le jour où elle

reprendra ses activités, nous espérons que ce sera dans de bonnes conditions et qu'elle aura les moyens d'assumer à nouveau les fonctions qui lui incombent, y compris l'ouverture sur le monde rural à propos duquel elle a montré, grâce aux meilleurs de ses éléments, qu'elle peut contribuer utilement à son développement.

15. Analyse des résultats

Ainsi que nous l'avons répété à plusieurs reprises, le déroulement normal de notre recherche-action a été brusquement et fortement compromis en mai 1990. Elle n'a donc pu être menée à terme selon le programme établi. Dans ces conditions, il est évident que l'entièreté des objectifs n'a pu être atteinte et que l'analyse des résultats doit en tenir compte.

Cette analyse a déjà été menée en grande partie dans les pages précédentes, lors de la discussion des objectifs spécifiques et des réalisations propres à chacune des composantes et à propos de la volonté et de la capacité d'ouverture de l'Université de Lubumbashi sur le monde rural (paragraphe 14). Tout au long de ces considérations, nous avons souligné l'existence et la nature de nombreux freins au développement. Nous avons également remarqué que les résultats positifs ont été acquis grâce à des individus compétents, doués et motivés et non aux institutions établies, prises en entier, auxquelles ils appartiennent. Ces organismes sont le siège de trop de contraintes paralysantes, renferment trop de poids morts et leur efficacité est trop faible; il est cependant nécessaire qu'ils cautionnent les actions de ces personnes entreprenantes et qu'ils leur apportent le poids moral de leur soutien.

Il nous reste à examiner sommairement dans quelle mesure les objectifs généraux de la recherche-action (voir paragraphe 3) ont été rencontrés, encore que, pour certains de ces buts, de tels avis ont déjà été émis plus haut.

Toutes proportions gardées, l'aptitude à l'*interdisciplinarité* paraît plus développée chez le paysan et l'artisan que chez les universitaires. Ceux-ci semblent avoir été conditionnés par un enseignement et une formation cloisonnés de manière excessive et certains d'entre-eux n'arrivent pas à sortir de leur carcan. Il ne faut pas chercher ailleurs l'explication des réticences vis-à-vis d'une conception interdisciplinaire de la recherche qui, soulignons-le, convient tout particulièrement au développement rural intégré.

L'*effet multiplicateur* s'est manifesté plus tôt que prévu. C'est là un résultat positif car il implique nécessairement l'adhésion et la participation de la population rurale. Nous l'avons observé, à des degrés divers, à propos de toutes les composantes.

La *formation* des participants universitaires et villageois n'a pas été négligée. Nous avons rencontré assez bien de succès mais également des échecs. Au stade actuel, elle n'est évidemment pas terminée.

Sur le plan de la *culture* notre action s'est poursuivie au rythme espéré. Ce sont généralement les êtres les plus jeunes, villageois comme universitaires, qui se sont montrés les plus accessibles aux sollicitations d'ordre culturel provenant de groupes différents du leur. Le cheminement de leurs réflexions va bien au-delà de la durée de notre recherche-action qui a rempli sa tâche en amorçant et en commençant à nourrir leur méditation.

La *concertation* préalable entre les partenaires n'a pas été perdue de vue. Nous avons vu qu'étant donné les structures sociales traditionnelles, elle n'est pas toujours facile à réaliser. Par ailleurs, il a fallu constater l'importance du «non-dit» même si celui-ci n'existe que dans l'imagination d'une partie des interlocuteurs. Ce genre de situation se produit entre universitaires et villageois mais également entre universitaires de cultures différentes qui se connaissent parfois de longue date. C'est dire que les modalités de cette communication si importante doivent être soigneusement approfondies et analysées.

La participation active des *femmes* a donné lieu à beaucoup de réticences de la part des villageois conditionnés par les pratiques coutumières. Il nous a fallu beaucoup insister pour obtenir — ce qui a été accordé uniquement par courtoisie envers nous — que des femmes du village Katanga assistent aux réunions d'information et de concertation. Elles n'y prenaient d'ailleurs jamais la parole, étonnées d'être présentes. Leur opinion ne nous est parvenue que par voies détournées.

Et cependant, la promotion de la femme dans le tiers-monde est d'une importance capitale pour le développement et, en particulier, pour le développement rural (p. ex. : DANHIEUX & SYMOENS 1990).

Notre recherche-action s'est notablement occupé des femmes et, notamment, des mères de famille dans le cadre des composantes «santé», «nutrition» et «enfants». Jusqu'à présent, elle n'est, toutefois, pas parvenue à faire progresser la promotion des villageoises qui constituent — ne l'oublions pas — de véritables moteurs de développement.

Nous ne ressentons pas cette absence de résultat comme un échec : il faut beaucoup de temps et de persévérance pour parvenir à ce changement essentiel de mentalités.

L'intégration des *enfants* dans les processus de développement rural a été décrite à propos de la composante « enfants ». Les résultats obtenus sont très encourageants mais il appartient à l'État zaïrois de redresser de toute urgence la situation des écoles.

Au cours de la réalisation des objectifs de notre recherche-action, il nous est apparu que l'esprit de *solidarité* n'est pas forcément spontané chez tous les individus. S'il existe effectivement solidement ancré à l'intérieur de groupes ethniques, il n'en va pas de même d'une part, d'un groupe à l'autre et, d'autre part, dans les milieux universitaires. Nous l'avions déjà observé précédemment (FIERENS 1983 b) : un apprentissage se révèle souvent nécessaire. Nous nous y sommes employés dans la mesure du possible, même avec des gens qui, au départ, estiment difficile d'éprouver ce sentiment envers autrui alors qu'eux-mêmes sont cruellement démunis.

Des *initiatives villageoises* se sont produites, notamment, à propos de la création de nouveaux centres de santé. Nous espérons qu'elles se multiplieront.

Il est difficile, en si peu de temps, de juger si notre recherche-action a eu un impact significatif dans l'esprit des différents partenaires à propos d'une amélioration du *dialogue Nord-Sud*. Bien entendu, de tels liens se sont renforcés, à l'intérieur du projet, entre partenaires du Nord et partenaires du Sud. Ce résultat est une amorce intéressante.

Au cours de cet exposé, nous avons identifié bon nombre de *freins au développement*. Il nous reste à compléter la série.

Notre recherche-action a eu les meilleurs rapports avec les dirigeants et les cadres supérieurs de la Coopération belge au Développement. En particulier, nous avons à louer les fonctionnaires chargés d'instruire les dossiers des composantes « santé », « nutrition » et « génie rural » : grâce à leur compétence, nos programmes ont été sensiblement améliorés. On ne peut cependant passer sous silence le comportement de quelques rares individus qui, bien que non concernés directement par notre projet — dont ils n'ont probablement pas compris la portée — lui ont mis des bâtons dans les roues. Nos partenaires zaïrois ont estimé, à juste titre, que ces personnes constituaient des freins au développement.

Il faut enfin se pencher sur le cas des universitaires belges, dont nous faisons partie. En certaines occasions, ils ont pu, eux aussi,

manifeste un comportement inadéquat voir choquant, et par là même apparaît comme un frein au développement. Nos partenaires zaïrois pourraient s'exprimer, à ce sujet, plus pertinemment que nous-mêmes.

Notre recherche-action peut-elle, à long terme, constituer un *modèle* pour d'autres initiatives solidaires du même type? Dès à présent, en dépit des perturbations extérieures dramatiques qu'elle a connu et qu'elle continue de subir, nous croyons sincèrement pouvoir répondre par l'affirmative. Bien entendu, les partenaires du Nord et du Sud qui entreprendraient ces recherches-actions nouvelles devraient tenir compte de nos faiblesses, de nos échecs, de nos défauts, de nos erreurs de jugement et d'appréciation. Moyennant ces rectifications découlant de notre expérience, nous pensons que la formule est bonne.

16. Perspectives d'avenir

Normalement, un exposé tel que celui-ci débouche sur des perspectives d'avenir.

Rappelons que les activités normales de l'Université de Lubumbashi sont en veilleuse, que la coopération belgo-zaïroise est suspendue depuis de nombreux mois, que la situation économique du Zaïre est précaire et que, même sur le plan politique, le pays vit une période de transition. De plus, dans un monde en quête d'un nouvel équilibre, le poids de l'Afrique est en nette régression.

Dans ces circonstances, comment rédiger nos vues sur l'avenir de notre recherche-action?

Il vaut mieux y renoncer pour le moment en voulant croire que notre coopération avec nos partenaires zaïrois pourra reprendre, dans de bonnes conditions, dans un avenir pas trop éloigné.

Il reste à espérer que nos partenaires du Zaïre parviendront entre-temps — comme certains d'entre eux sont en train de le faire dès à présent — à poursuivre la tâche entreprise, à conserver l'outil et à éviter la dispersion des équipes de chercheurs et des hommes de terrain.

Quant à nous, dans cette expectative, à l'instar du passeur du poète, nous gardons le roseau vert entre les dents, bien que les amarres fussent rompues depuis longtemps.

REMERCIEMENTS

Le financement de notre recherche-action a été assuré par divers organismes s'intéressant à divers aspects du projet global. Les principaux sont :

— Administration Générale de la Coopération au Développement (Bruxelles) : action de jumelage (matériaux de construction); projets d'initiative propre universitaire (santé, nutrition, génie rural);

— Services de Programmation de la Politique Scientifique (Bruxelles) : énergie;

— Agence de Coopération Culturelle et Technique (Paris) : aspects culturels et métallurgie traditionnelle;

— Association Mondiale des Amis de l'Enfance (Monaco) : composante « enfants »;

— Fonds National de la Recherche Scientifique (Bruxelles).

Que tous ces bailleurs de fonds, sans lesquels la réalisation de notre recherche-action eut été impossible, ainsi que ceux dont la contribution fut plus modeste, trouvent ici l'expression de notre reconnaissance.

BIBLIOGRAPHIE

ACADÉMIE ROYALE DES SCIENCES D'OUTRE-MER 1983 a. Actes du Symposium « Malnutrition du Tiers Monde » (Bruxelles, 1981).

ACADÉMIE ROYALE DES SCIENCES D'OUTRE-MER 1983 b. Actes du Symposium International « Villes et Campagnes : Problèmes du Monde en Développement » (Bruxelles, 1982).

ACADÉMIE ROYALE DES SCIENCES D'OUTRE-MER 1988. Actes du Séminaire de l'Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer et du Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (Convention ACP-CEE de Lomé) « Stratégies alimentaires et nutritionnelles » : Concept, Objectifs, Pratique (Bruxelles, 1986).

ANDRIEN, M. 1986. Limite de l'éducation nutritionnelle conventionnelle : un exemple en milieu urbain d'Afrique de l'Ouest-Hygie. — *Revue Internationale d'Éducation pour la Santé*, 5 : 21-25.

ANDRIEN, M. & BEGHIN, I. *ined.* De l'éducation nutritionnelle conventionnelle à la communication sociale en nutrition.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES UNIVERSITÉS 1979. Actes du VI^e Séminaire de l'AIV, Lomé 1979 « Le rôle de l'université dans les pays en voie de développement : ses responsabilités envers l'environnement naturel et culturel ». — *Cahiers de l'Association internationale des Universités*, 16, Maison de l'UNESCO, Paris.

BEGHIN, I. 1983. Some personal Views on Nutrition in rural Development. — *Food and Nutr. FAO*, 9 (2) : 39-44.

- BEGHIN, I., KAP, M. & DUJARDIN, B. 1988. Guide pour les diagnostics nutritionnels. — OMS, Genève.
- BEGHIN, I. 1991. Le village pilote Katanga : nutrition, développement rural et université. — *In* : Actes du Symposium du Conseil Interuniversitaire de la Communauté Française « Les petits paysans dans les pays en voie de développement », (Bruxelles, 1987) pp. 59-77.
- BOURIGNON, P., STREEL, M. & CALEMBERT, J. 1960. — Édition FUL-REAC, Université de Liège.
- DANHIEUX, C. & SYMOENS, J.J. (éds), 1990. Symposium « Promotion de la Femme dans le Tiers Monde » (Bruxelles, 27-29.IX.1988). — Administration Générale de la Coopération au Développement et Académie royale des Sciences d'Outre-Mer, Bruxelles, 236 pp.
- DENDAS, J. & COPPIN, J. 1964. La culture maraîchère dans les plaines alluviales du Sud-Katanga. — *Bull. trim. CEPSE*, **67**: 91-117.
- DENDAS, J. & MOENS, P. 1981. Contributions à l'étude du drainage des terres alluviales de Mangombo — Bassin de la Lufira — Shaba — Zaïre. — Faculté des Sciences Agronomiques de Gembloux — CEPSE, 143 pp.
- DENDAS, J., XANTHOULIS, D., MOENS, P. & MICHAUX, P. 1982. Étude globale du drainage de la plaine alluviale de Mangombo — Bassin de la Lufira — Shaba — Zaïre. — Faculté des Sciences Agronomiques de Gembloux — CEPSE, 136 pp.
- DENDAS, J. & FRANÇOIS, B. 1983. Drainage de la plaine alluviale de Mangombo — Bassin de la Lufira — Shaba — Zaïre. — Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux — CEPSE, 258 pp.
- DENDAS, J. & GRANDJEAN, L. *ined*. Étude pédo-hydrologique et assainissement de la plaine alluviale Luafi — Lupembashi (Bassin supérieur de la Lufira — Shaba — Zaïre).
- DENDAS, J. 1991. Le village pilote Katanga : aménagement et développement rural. — *In* : Actes du Symposium du Conseil Interdisciplinaire de la Communauté Française « Les petits paysans dans les pays en voie de développement » (Bruxelles, 1987), pp. 47-58.
- DE PLAEN, G. — La métallurgie traditionnelle au Shaba (à paraître).
- DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE 1981. Actes du Colloque « L'Université et la Région » (Liège, 1981). — Imprimerie des Sciences, Bruxelles.
- DRACHOUSOFF, V., SOKAL, R. & VIS, H. 1984. Stratégie alimentaire d'un pays en voie de développement. Un exemple: le Zaïre. — Académie royale des Sciences d'Outre-Mer, Bruxelles.
- ÉQUIPE DU PROJET KASONGO 1984. Soins de santé primaires pour moins d'un dollar par an. — *Forum Mondial de la Santé*, **5**: 234-238.
- FIERENS, P. 1980. Problèmes actuels et perspectives d'avenir de la coopération interuniversitaire. — *La Revue de l'AUELF*, **17** (2): 149-164.

- FIERENS, P. 1982 a. Les universités de langue française et l'Afrique. — *Mondes et Cultures*, **XLII**: 645-654.
- FIERENS, P. 1982 b. L'interaction université — région et la coopération interuniversitaire internationale: indissociables bases d'un développement solidaire. — *In*: «Université et développement solidaire». — Institut International d'Études Sociales, Collection Mondes en devenir, sér. «Points chauds», Berger-Levrault, Genève, pp. 71-75.
- FIERENS, P. 1983 a. La valorisation de l'homme par la coopération interuniversitaire internationale. — *Mondes en Développement*, **43/44**: 259-267.
- FIERENS, P. 1983 b. L'apprentissage de la solidarité. — *In*: El Congreso de la Solidaridad Internacional. Segundo Congreso de la Asociacion Mundial de Prospectiva Social (Caracas).
- FIERENS, P., ORSZAGH, J., LUHONDA, M., SELANA, M. & SUDI, A. 1983. Fabrication de matériaux de construction à partir de matières premières zaïroises peu onéreuses. — *In*: Proceedings of the Symposium «Appropriate Building Materials for Low Cost Housing» (Nairobi). — E. and F.N. Spon Ltd, London, New-York, pp. 45-52.
- FIERENS, P. 1987. Le 20^e anniversaire du CRIAC. — *Bull. Séanc. Acad. r. Sci. Outre-Mer*, nouv. sér., **31** (1985-3): 409-413.
- FIERENS, P. 1988. Université et Solidarité. — *In*: Albert Tévôèdjré compagnon d'aventure. — Berger-Levrault, Paris, pp. 246-256.
- FIERENS, P. 1988-1989. L'éducation sanitaire par l'enfant. — *In*: Actes des Journées scientifiques «Développement rural intégré et multilocation de la culture» (Abidjan 1988). — Presses Universitaires de Namur, Prélude 12-13 (numéro spécial), pp. 87-100.
- FIERENS, P. 1989. L'interdisciplinarité des projets universitaires. — *In*: Actes du Symposium «L'Avenir des Sciences Tropicales dans les Institutions Universitaires Belges» (Bruxelles, 1987). Académie royale des Sciences d'Outre-Mer, Bruxelles, pp. 57-62.
- FIERENS, P. 1991. Le village pilote Katanga: recherche-action interdisciplinaire pour le développement du petit paysannat. — *In*: Actes du Symposium du Conseil Interuniversitaire de la Communauté Française «Les petits paysans dans les pays en voie de développement» (Bruxelles, 1987), pp. 33-46.
- HAWES, H. 1990. L'enfant pour l'enfant: une autre voie pour l'éducation. — Institut de l'UNESCO pour l'Éducation, Hambourg, 135 pp.
- KALABA, M., GANBEMBO, G. & KINGHOMBA WA KINGHOMBA 1988. Technologie Nouvelle et Développement Rural au Zaïre. — Université de Lubumbashi, Faculté des Sciences sociales, 101 pp.
- LEJEUNE, A. & ANDRIEN, M. 1986. Communication et Nutrition. Naissance d'un Réseau pour l'Éducation Nutritionnelle en Afrique (RENA). — Agence de Coopération Culturelle et Technique, Paris.

- LOMBEYA, B. & FIERENS, P. 1988. Recherche-action dans le domaine du développement rural intégré menée conjointement par les universités de Lubumbashi et de Mons. — *In*: Actes du Forum Prélude « Formation, Recherche et Développement » (Dakar, 1987). Presses Universitaires de Namur, pp. 153-163.
- MBENZA, M. 1987. Production agricole de saison sèche au village Katanga. — Université de Lubumbashi, Faculté des Sciences, Département de géographie.
- MBENZA, M. & ALONI, K. 1987. Production agricole de la saison des pluies 1986-1987 au village Katanga. — Université de Lubumbashi, Faculté des Sciences, Département de géographie.
- MBENZA, M. & ALONI, K. *ined.* La production alimentaire et ses problèmes dans la localité de Katanga, au Shaba.
- MERCENIER, P., VAN BALEN, H., NSAMBUKA, B., BONNEUX, L., CRIEL, B., DE BROUWERE, Y., MELOTTE, S. & KATAKOLO, N. 1986. Comment organiser un service de santé quand les ressources sont limitées? L'expérience du projet Kasongo au Zaïre. — *Médecine d'Afrique Noire*, **33** (5): 373-389.
- NYOMBO, Y. *ined.* Recherche-action en éducation nutritionnelle à Kapolowe.
- PANGU, K. A. 1990. Un exemple de projet de recherche en santé publique: le projet Kasongo. — *In*: Actes du Colloque international « La recherche en Sciences de la Santé: outil indispensable au développement » (Anvers, 1989). — *Ann. Soc. belge Méd. trop.*, **70** (suppl. 1): 23-33.
- SERVICES DE PROGRAMMATION DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE 1988. Rapport final du Programme National R-D Énergie. — Bruxelles IV, 48.
- TELLIER, V., LUBOYA, N. & DEGRAEVE, G. 1990. El tratamiento ambulatorio de los niños con desnutrición moderata a grave en Kapolowe (Shaba-Zaïre). — Communication présentée au Congrès International de l'ORSTOM sur la « Réhabilitation nutritionnelle intégrée » (Cochabamba, Bolivie).
- TELLIER, V., LUBOYA, N. & DEGRAEVE, G. 1991. Use of a target-weight curve to monitor ambulatory nutritional rehabilitation in a rural area in Zaïre. — Communication présentée aux Neuvièmes Journées de Médecine tropicale (Heidelberg).
- TSHIBANGU, K. 1987. Plan de couverture de la zone de santé rurale de Kapolowe. — *In*: Actes du Séminaire de formation des cadres des zones de santé en gestion des soins de santé primaires (Kiswishi, Shaba-Zaïre), 34 pp.
- VAN LERBERGHE, W., VAN BALEN, H. & KEGELS, G. 1989. District and first referral Hospitals in sub-Saharan Africa: an empirical Typology based on a Mail Survey. *Medicus mundi international*. — Public Health Research and Training Unit, Institute for Tropical Medecine, Antwerp.

Symposium
« Le Développement rural intégré :
Un Bilan »
(Bruxelles, 8 mars 1991)
Académie royale des Sciences
d'Outre-Mer
pp. 77-90 (1992)

Symposium
« De Geïntegreerde Plattelandsontwikkeling :
Een Balans »
(Brussel, 8 maart 1991)
Koninklijke Academie voor
Overzeese Wetenschappen
pp. 77-90 (1992)

UNE ÉTUDE DE CAS EN AMÉRIQUE LATINE

PAR

F. BOCHKOLTZ *

RÉSUMÉ. — La compréhension du développement rural intégré en Amérique latine passe par un bref rappel de notions historiques et de la détermination des forces qui ont donné naissance à ces programmes et projets. On procédera ensuite à un examen illustré des principales caractéristiques de ces projets de DRI en soulignant l'importance des échelles de valeurs, du rôle assigné aux différents acteurs ainsi que de leurs contenus et méthodes. Malgré le constat d'échecs qui s'impose à l'observateur — et probablement grâce à lui — il est possible de proposer aujourd'hui quelques pistes de réforme et d'affronter le défi que constitue le développement du monde rural.

SAMENVATTING. — *Een « Case study » in Latijns-Amerika.* — Om de geïntegreerde plattelandsontwikkeling in Latijns-Amerika te begrijpen, moet men een korte herhaling geven van de geschiedkundige beginselen en de vastberadenheid van de krachten waardoor deze programma's en projecten ontstaan zijn. Vervolgens zal men overgaan tot een geïllustreerd onderzoek van de voornaamste kenmerken van deze DRP en het belang benadrukken van waardeschalen, van de rol die de verschillende deelnemers toebedeeld krijgen, en hun inhoud en methodes. Ondanks de mislukkingen die de waarnemer moet vaststellen — en waarschijnlijk dank zij deze — is men vandaag in staat enkele mogelijkheden van hervormingen voor te stellen en de uitdaging van de plattelandsontwikkeling aan te nemen.

SUMMARY. — *A case study in Latin America.* — An understanding of Integrated Rural Development (IRD) in Latin America is acquired by briefly referring to historical concepts and to the determination of forces which led to the creation of these programmes and projects. Therefore, we will proceed to an illustrated examination of the main traits of Integrated Rural Development emphasising the importance of the scale of values and of the role assigned to all the various participants, as well as to the contents and methods. Despite the acknowledgement of failures, which is thrust upon the observer, and perhaps thanks to him, it is now possible to suggest a few options for change and to face the challenge offered by rural development.

* Professeur d'Université (en Europe et en Argentine); Section de Coopération, Embajada de Belgica, Avenida Reforma 13-70 Zona 9, 01009 Apart. P687«A» Ciudad Guatemala (Guatemala).

1. Brefs éléments historiques

La compréhension de la vie rurale latino-américaine passe par la reconnaissance des éléments d'origine extra-régionale qui la dominent et cohabitent avec les structures traditionnelles précolombiennes. L'organisation des anciens empires incas, mayas, aztèques ainsi que celle des sociétés américaines moins connues a été balayée par une colonisation encore marquée par la mentalité féodale européenne. Les grands domaines et les minifonds, caractéristiques du monde rural latino-américain dès le XVI^e siècle, naissent donc avec l'arrivée des puissances européennes. Le mouvement sera renforcé lors de l'expansion du commerce mondial au XIX^e siècle, qui légitimera, du point de vue économique, la structure agraire et rurale héritée de l'époque coloniale.

La concentration de la propriété terrienne et du pouvoir entre les mains d'une frange souvent très réduite de la population a entraîné des situations de marginalité insoutenables et provoqué des réactions tantôt violentes, tantôt feutrées au sein du monde rural. Si, depuis bientôt cinq siècles, les jacqueries ne se comptent plus, il faudra attendre le XX^e siècle pour que la réforme agraire devienne un des centres de controverse dans la société latine. La révolution mexicaine inaugure le mouvement et pose d'emblée la question de l'encadrement et de l'insertion des masses rurales dans la société. Avec elle, la problématique du développement rural intégré se posait, dès le départ, en termes politiques.

À la suite de la seconde guerre mondiale, sous l'influence de la CEPAL ainsi que des idéologies d'origine européenne, les réformes agraires et l'organisation économique du monde rural devinrent une des préoccupations majeures de la vie latino-américaine. À quelques rares exceptions près, il n'est pas de pays où la question agraire et rurale n'ait été la cause d'une agitation et de déchirements qui perdurent (Amérique Centrale) ou l'origine de profondes révolutions (Bolivie, Cuba, Pérou, Nicaragua...). Parallèlement, on a assisté à la naissance et à la prolifération d'organismes de planification auxquels furent confiés, d'entrée de jeu, la tâche d'étudier, préparer, exécuter et encadrer le développement rural.

2. Origine des projets de Développement Rural Intégré (DRI)

Sans prétendre à la création d'une typologie exhaustive, il n'est pas sans intérêt cependant de rechercher l'origine des programmes et

projets de développement rural intégré latino-américains. On examinera donc tour à tour l'influence des réformes agraires, des instituts nationaux de planification, de la démographie et de la coopération internationale sur l'origine de ce mouvement.

2.1. LES RÉFORMES AGRAIRES

C'est en s'apercevant, parfois avec beaucoup de retard, des limites d'une réforme agraire cantonnée à la distribution de terres ou de titres de propriété que les promoteurs de ces actions ont envisagé des mesures correctives ou d'accompagnement. À l'origine, il s'agissait de palliatifs décidés « à chaud » face aux difficultés ou aux échecs. Peu à peu, de véritables programmes de développement rural intégré se sont structurés sous la tutelle d'une administration publique jusque là absente des campagnes.

Tel fut le cas du PRODESCA (Programme de Développement de Cajamarca) qui, grâce à l'appui de la Coopération belge, a permis l'installation, dans ce département Andin du Pérou, d'une réplique locale de l'Administration centrale liménienne et le lancement d'actions très diverses (alphabétisation par la radio, recherche forestière appliquée, centres de service, dispensaires, ferme pilote, hydraulique agricole, atelier mécanique etc.) dans la foulée de la Réforme agraire décrétée par le pouvoir militaire.

2.2. LES INSTITUTS DE PLANIFICATION

D'autres DRI doivent leur existence à la volonté des Instituts de Planification, relais « pensants » et bureaucratiques du pouvoir politique confronté aux pressions du monde rural. Les programmes et projets qu'ils mettent en place partent d'une conception théorique et volontariste du développement et de l'aménagement du territoire. Ils trouvent leurs fondements dans un ample travail d'étude des potentialités physiques et humaines d'un monde rural méconnu et menaçant.

2.3. DÉMOGRAPHIE ET FRONTIÈRE AGRICOLE

Les phénomènes démographiques se sont également imposés en pesant sur la frontière agricole. Incapables de fournir des réponses appropriées à la demande des populations sur leurs lieux d'origine, les

pouvoirs publics se sont lancés dans de grands travaux d'aménagement hydraulique. Ils ont également ouvert ou suivi des mouvements de colonisation sur des terres jusque là forestières.

Des programmes de développement rural se sont ainsi mis en place.

Les autorités, généralement autonomes, en charge des grands projets d'irrigation péruviens ou boliviens ont voulu organiser l'installation des colons au-delà d'une simple attribution des terres. Elles ont mis en place des infrastructures complémentaires et prévu des mesures d'encadrement technique, de crédit, de formation, etc.

La colonisation de la Ceja de Selva et celle des plaines côtières ou alluviales d'Amérique du Sud et Centrale se sont inscrites dans une logique similaire. A quelques exceptions près, ces projets se sont heurtés à des difficultés insurmontables aboutissant à une destruction rapide d'un milieu connu pour sa fragilité écologique.

2.4. LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Les différentes coopérations étrangères, publiques mais aussi privées, influencées par les centres de recherches et soucieuses de « voir » et de mesurer les résultats de leurs apports ont également « suggéré » ou encouragé la mise en place de projets de développement rural intégré. Certaines ont agi de bonne foi, persuadées de la validité de cette approche séduisante et conforme à la vie des populations rurales irréductible à une seule composante, fut-elle d'ordre juridique ou technique. Dans d'autres cas, elles ont seulement fait preuve de complaisance à l'endroit des pouvoirs établis ou de leurs homologues des administrations, instituts et organisations locaux.

3. Caractéristiques des DRI en Amérique latine

L'immense majorité des programmes et projets ruraux de l'Amérique latine sub-tropicale présentent nombre de caractères communs. On tentera maintenant de recenser leurs traits spécifiques en les regroupant sous trois thèmes principaux : les valeurs de référence, les acteurs, les contenus et méthodologies.

3.1. LES DÉMONS ET LES VALEURS

Certains estimeront peu objectif voire incongru de caractériser les DRI par la recherche des intentions de leurs promoteurs ou de leurs

inspirateurs. Mais sans référence à l'échelle des valeurs qui anima telles ou telles actions, comment en comprendre la structure, les objectifs, les méthodes?

Ce sont les idéologies conservatrices ou révolutionnaires, la soif du pouvoir et la superbe des leaders politiques ou la peur des jacqueries, les sentiments de culpabilité collective ou de solidarité universelle, la simple curiosité intellectuelle ou l'implacable logique bureaucratique, l'appât du gain ou la conscience professionnelle qui, mieux que bien des éléments objectifs, permettent de caractériser les DRI ... pour peu que l'observateur accepte de pénétrer au-delà des apparences.

La marginalisation ou la participation plus ou moins active des différentes catégories de producteurs et travailleurs ruraux au sein d'un DRI est-elle « innocente »? Le choix des moyens et des rythmes, la méthode elle-même sont-elles à l'abri des passions et des échelles de valeur des différents acteurs d'un projet?

Les raisons d'ordre purement technique ou même économique n'expliquent pas l'abîme qui sépare les échecs des coopératives de la Révolution péruvienne des acquis de la coopérative des producteurs de pomme de terre à Cochabamba (Bolivie) appuyée par DESEC.

Cette interrogation sommaire d'ordre moral n'exclut pas la reconnaissance des faits et relations qui peuvent être mis à jour par l'anthropologie, les sciences politiques, sociales, économiques ou appliquées. Est-il scientifique de l'escamoter pour autant, à fortiori dans une région comme l'Amérique latine marquée par les idéologies, les religions, les traditions dont une littérature pourtant fort riche n'offre qu'un pâle miroir?

3.2. LES ACTEURS

Sans vouloir ignorer la volonté et le poids déterminant du monde paysan, on peut affirmer, sans grande marge d'erreur, que le développement rural intégré en Amérique latine a été pensé, préparé et exécuté par des organisations et des responsables extérieurs aux zones d'influence des projets. Les doigts d'une main sont suffisants pour dénombrer la quantité de paysans, autochtones et vivant de leur activité agricole, au sein des organismes chargés de la préparation ou de la direction des DRI.

Les impulsions viennent d'en haut et sont extérieures aux bénéficiaires. Dirigeants et techniciens « connaissent leurs gens » et se

sont donc, pendant longtemps, dispensés d'associer les paysans aux processus de décision. Le rôle des populations rurales latino-américaines est celui du « bénéficiaire » que — *contradictio in terminis* si l'on s'en rapporte aux statuts des Equitables Pionniers de Rochdale — les DRI organisent en coopératives.

Ce principe général n'a pas empêché que la voix des organisations paysannes soit entendue et, parfois même, reconnue formellement par certains experts ou dirigeants de DRI. Mais à combien de « Boerenbond » ont-elles donné naissance hors du cône Sud de l'Amérique espagnole ? Combien de structures traditionnelles n'a-t-on pas méconnues voire sciemment combattues hier comme aujourd'hui ?

3.3. CONTENU ET MÉTHODES

Plusieurs aspects et méthodes propres à tout ou partie des DRI latino-américains méritent de retenir l'attention. On se limitera aux thèmes suivants : le caractère multidisciplinaire des programmes, le rôle du don, le poids bureaucratique, l'approche technicienne et l'analyse économique.

3.3.1. *Les actions pluridisciplinaires*

Confrontés à la multiplicité et à la diversité des besoins détectés ou exprimés par les populations bénéficiaires, les techniciens, les cadres et les différents pouvoirs concernés, les DRI ont tenté d'y faire face par des actions tout aussi multiples et diversifiées, souvent qualifiées de multidisciplinaires. Aussi, leurs responsables sont-ils généralement déchirés entre deux options : « faire un peu de tout » ou « être un peu partout » dans une région ou un périmètre donné. La panoplie de leurs sous-projets touchera à la santé sous forme de dispensaires et/ou d'eau potable, à l'éducation, à la condition de la femme, à l'agriculture, à l'élevage, au crédit, aux infrastructures. Parler de « shopping list » devient ainsi une manière commode mais pertinente de rendre compte des apparences d'un DRI. En effet, le lien principal entre leurs différentes actions est de les vouloir un fidèle reflet de la complexité des besoins.

Deux exceptions méritent cependant d'être soulignées en raison de leur cohérence. Il s'agit des actions ordonnées autour d'un aménagement hydraulique (ABAPO-IZOZOG en Bolivie, CHIRA-

PIURA au Pérou par exemple) ou d'une activité motrice (la coopérative de Cochabamba déjà citée). Mais là encore, cohérence n'est pas synonyme obligé de pertinence. Pour s'en convaincre, il suffit de savoir que le coût de l'hectare de terre irriguée du projet MAJES s'élevait déjà à 30 000 dollars en 1977 alors même que les infrastructures (barrages et canaux) n'étaient pas achevées. Quel est le programme, quelles sont les activités qui permettraient aux bénéficiaires de faire face aux frais récurrents de tels investissements?

3.3.2. *Le don*

Quelle que soit l'origine du financement — privé ou public, national ou externe — il n'est pas de DRI qui échappe à la logique du don ou, à tout le moins, de la subvention. Le raisonnement économique s'en trouve évidemment biaisé car, dès l'instant où les services du ministère et de l'ONG sont gratuits, les points de repère du calcul disparaissent. Mais le plus important réside ailleurs, dans la logique interne et bien connue du don. Celui-ci perturbe en effet les relations interpersonnelles et les rapports de force entre donateurs et bénéficiaires en créant ou accentuant des situations de dépendance subtiles mais souvent surnoises; il modifie également le regard des hommes sur les choses.

Aux dominations du «caudillo», du grand propriétaire ou du commerçant sont substituées ou superposées celles de l'ingénieur, de l'animateur et des organismes du commerce d'État. Le mécanisme du don est également à la racine du délabrement de tant d'infrastructures (systèmes d'adduction d'eau, écoles, dispensaires).

Quant aux subventions, elles sont légions: prix des intrants sans liens avec l'inflation et/ou la dévaluation, montants du remboursement des investissements calculés en valeur courante, taux d'intérêt bonifiés, etc. Les aberrations économiques de telles pratiques sont une infime partie du prix à payer par le monde rural maintenu ainsi dans le double carcan de sa dépendance par rapport aux centres de décision nationaux et d'une ponction permanente de ses ressources (émigration, blocage des prix par exemple).

Est-il surfait d'affirmer que les DRI se présentent trop communément comme l'«Assistance Publique» du monde rural quand le paysan sait que — tendant la main ou élevant la voix — il obtiendra tôt ou tard les fonds pour la remise en état d'ouvrages construits et déjà réparés grâce à des prêts antérieurs?

3.3.3. *Le poids bureaucratique*

Tous les programmes et projets sont marqués du sceau des exigences bureaucratiques. Il suffit pour s'en convaincre de consulter leurs organigrammes, leurs calendriers de travail s'alignant sur l'année civile, leurs règles budgétaires, les modalités de gestion des fonds, les méthodes de recrutement et de rémunération de leur personnel.

Les relations entre le projet et les bénéficiaires s'inscrivent donc dans une optique régaliennne et réglementaire bien plus que consensuelle et contractuelle.

Combien de DRI peuvent s'ennorgueillir de compter dans leurs rangs les médecins, les agronomes ou les maîtres illustrés par Jules Romains, Arthur Masson, Marcel Pagnol? Leurs cadres locaux ou internationaux ressemblent, sauf exceptions admirables, à des étoiles filantes cherchant à s'évader à tout prix de leur exil campagnard et consacrant une grande partie de leur temps de travail à sillonner les routes ou à rédiger des rapports. Leurs rémunérations, leur stabilité, leurs promotions n'ont que des liens ténus avec les prestations fournies aux ruraux. Et ceux-ci se heurtent aux « services publics », à leurs règlements, à leurs cadres. On les rencontre faisant antichambre ou interprétant à leur manière les injonctions et les conseils qu'on leur prodigue. Comment croire au succès de programmes dans lesquels la participation de plusieurs catégories d'acteurs est impossible en raison d'arguties légales, les taux de rotation du personnel ou des promoteurs atteignent parfois 50 % l'an, les règles de gestion administrative conduisent, faute de souplesse ou de réalisme, à une décapitalisation rapide?

3.3.4. *L'approche technicienne*

La conception et la gestion des actions en milieu rural est d'essence technicienne. Les études y ont préséance sur l'expérience, le quantitatif prime le qualitatif.

Si l'expérience prévalait, on n'aurait pas attendu aussi longtemps pour entreprendre des recherches sur les espèces forestières, les semences ou les races animales natives; l'étude des plantes à usage agricole ou médicinal ne serait pas une action folklorique et marginale; les paysans disposeraient d'outillages et d'équipements adaptés à leurs milieux et leurs ressources; les plans de culture chercheraient à

mieux valoriser les matières premières et les amendements disponibles à l'échelle locale.

La prééminence de l'optique quantitative se reflète dans les critères d'efficacité utilisés par les gestionnaires et les évaluateurs des projets. Leurs indicateurs préférés et parfois exclusifs sont la capacité de dépenser des budgets, le nombre de mois d'expertise, de dispensaires, de véhicules, de points d'eau, d'hectares irrigués ou reboisés, de participants aux sessions de formation, etc.

Nous nous croyons — dans la ligne de la tradition judéo-chrétienne — devenus les rois de la création mais le déboisement, le tarissement des sources et les avancées du désert minent notre royaume. Nous ressemblons aux adultes du « Petit Prince » de Saint-Exupéry, incapables d'imaginer une maison si on leur dit : « J'ai vu une jolie maison de briques rouges avec des géraniums à la fenêtre et des colombes sur le toit », mais s'exclament « qu'elle est belle ! » quand on leur dit « J'ai vu une maison de cent mille francs » (éd. Gallimard, 1987, p. 20).

3.3.5. *La rationalité économique*

La rationalité de l'investissement et de la dépense relève davantage de considérations sociales et politiques que de la rigueur économique même envisagée au sens le plus large des analyses « cost-benefit » ou « cost-efficiency ».

Ce projet de promotion des petits paysans et de leurs cultures traditionnelles qui a déjà englouti plus de 50 millions de francs belges et en dépensera probablement encore autant serait-il une caricature exceptionnelle ? À chacun d'évaluer ses chances de succès et d'en juger en sachant qu'il n'a prévu aucun mécanisme sérieux en matière de conservation et de commercialisation des récoltes ; de diversification et d'alternance des cultures ; de récupération, en termes réels, de la valeur des avances consenties aux producteurs ; de capitalisation ; de valorisation de la production ; de création d'organismes ou de joint-ventures paysannes. Ces mêmes paysans, encadrés par 19 ingénieurs agronomes et autres spécialistes se plaignent de voir, au fil des ans, stagner leurs récoltes et croître la quantité d'engrais requise. Il est vrai que celui ci, une formule NPK, était semé à l'air libre, en pleine saison des pluies, au pied de jeunes pousses de sorgho.

Aucun responsable n'a pu, à ce jour, fournir des informations pourtant élémentaires sur les rendements, les coûts de production, les

bilans prévisionnels des investissements envisagés, sans parler de l'impact écologique des méthodes préconisées dans le projet précité.

4. Pistes et suggestions

L'analyse menée jusqu'ici incite au scepticisme quant à l'avenir du développement rural intégré comme solution à la problématique paysanne. Les échecs abondent et la résignation ou la révolte sont des tentations très présentes. Réconcilier l'action avec les besoins et les espoirs de dizaines de millions d'hommes est cependant une tâche impérieuse. Elle requiert, à tout le moins, une révision des échelles de valeurs, du rôle des différents acteurs, des méthodes et contenus de l'action.

4.1. L'ÉCHELLE DE VALEURS

Le temps est venu d'abandonner une approche manichéenne qui se contente de louer ou de disqualifier, en bloc, un système de valeurs, qu'il soit « occidental » ou « indigène ». L'interpénétration des cultures qui semblent parfois s'ignorer est trop inextricable que pour céder à ce simplisme caricatural.

Sans doute convient-il que la culture dominante soit la première à balayer devant sa porte. Elle aurait tout intérêt à s'interroger sur sa conception de l'homme, des relations sociales et du milieu.

Un regain de civisme permettrait peut être de raviver la solidarité, de rappeler le principe de libération et d'autonomie des individus et des communautés auxquelles ils appartiennent; le droit à l'appropriation politique et culturelle de leurs œuvres par les acteurs organisés du développement; l'accumulation par ceux-là même des connaissances, des capitaux, des tours de main; la nécessité de relations harmonieuses, voire respectueuses de l'homme envers son milieu; l'urgence d'une réflexion critique sur le développement économique et technique.

Les cultures dominées ne sont pas exemptes de semblables interrogations. Si leurs valeurs doivent nous aider à retrouver un civisme battu en brèche, elles ont également à se nourrir de nos propres conceptions de la vie et du monde.

Il existe peu de recettes achevées et le rôle de tous les acteurs se situe sur la crête inconfortable d'une recherche toujours ambiguë d'équilibre et de cohérence. L'expérience démontre que les efforts

consentis dans cette direction sont fructueux et permettraient d'éliminer bien des « canard boiteux » dont nous avons gratifié les campagnes.

Quelques décennies de développement et cinq siècles de colonisation puis de tiers-mondisation de l'Amérique latine ont sérieusement entamé le capital et donc les possibilités de tirage sur le droit à l'erreur octroyé aux décideurs. La souffrance des petits est devenue indicible.

4.2. LES ACTEURS

Un collègue très cher a clamé dans un jour de désespoir :

« Dans un projet de développement, le contribuable apporte ses sous (durement gagnés), les bureaucraties, les problèmes, et les bénéficiaires deviennent des victimes. »

Cette formule à l'emporte pièce a le mérite de mettre en évidence une des causes les plus fréquentes d'échec : la méconnaissance réelle de ce que veulent et peuvent les populations rurales « au nom » desquelles sont conçus et exécutés les programmes et projets. Si les promoteurs des DRI mettaient autant de soin et d'humanité pour répondre à ces questions que les responsables des études de marché n'en prennent avant de conseiller le lancement d'une poudre à lessiver, on serait étonné du succès soudain de bien des programmes !

C'est faire injure aux paysans des Andes ou d'ailleurs que de les croire incapables de définir leurs besoins, de se fixer des priorités et de s'attacher avec génie et obstination à leur réalisation. Sans invoquer Macchu-Pichu ou Tikal, le maintien de l'ayllu, des langues ou des artisanats indigènes et l'assaut à la forêt tropicale sont là pour témoigner aujourd'hui encore de la détermination des ruraux. Ce serait également une erreur de croire en l'impossibilité du dialogue ou de la construction d'actions cohérentes comme de nier les potentialités et les savoir faire des individus, des communautés et du milieu des campagnes latino-américaines.

Combien de DRI se sont-ils mis à l'écoute de ces voix ? Combien d'entre eux ont-ils établi un véritable dialogue orienté vers la construction d'actions cohérentes ? Comment procéder quand on est décideur, étranger de surcroît, pour devenir vulnérable, rejeter au loin le manteau du Père Noël et offrir cependant, les connaissances et la rigueur acquises ?

4.3. LES MÉTHODES ET CONTENUS

Les succès et les échecs rencontrés à force de jouer le rôle «d'avocat du diable plein de tendresse» auprès de tant de projets accrochés à la montagne, cachés dans les forêts ou perdus au milieu des pampas enseignent l'existence de recommandations simples mais au maniement souvent délicat. Elles concernent tantôt l'identification et la préparation des actions, tantôt la gestion des projets. On citera pêle-mêle : l'analyse de système, le respect de la pesanteur du temps, la définition de règles du jeu et de plans de travail, l'application des méthodes de management, le défi de la professionnalisation et l'acceptation des principes de l'accumulation comme de la masse critique.

Le moment est venu d'examiner plus en détail quelques thèmes cités ci-dessus en opérant son choix à partir de considérations stratégiques.

4.3.1. *L'analyse de système*

Tout projet devrait être considéré comme un système. C'est-à-dire «comme un ensemble d'éléments en interaction dynamique, organisés en fonction d'une finalité déterminée». Cela signifie en d'autres termes, qu'un DRI n'est pas seulement une collection d'actions plus ou moins reliées les unes aux autres ou que les projets d'eau potable qui en font partie se réduisent à des questions de sources, de pompes et de tubes, ou encore que la formation va bien au-delà de l'organisation de sessions et de cours. L'identification des éléments du système constitue le passage obligé de toute action. Elle conduit à privilégier la reconnaissance de tous les acteurs sans préjugés ni restriction mentales et à établir entre eux un processus de participation active. Sans eux, combien de projets ne sont-ils pas, de fait, de simples alibis pour leurs promoteurs, combien de «bénéficiaires» ne finissent-ils pas dans la peau de «victimes»?

4.3.2. *La pesanteur du temps*

En tant que processus, l'identification et l'exécution d'une action impliquent également le respect du temps : définir le contenu d'un projet est une tâche itérative, c'est-à-dire qu'elle demande de nombreuses allées et venues entre la réalité et les objectifs, un acteur et les

autres, les ébauches successives et le démarrage des premières réalisations.

Face à des nécessités impérieuses surgit la tentation de l'action immédiate sans admettre l'utilité de laisser mûrir les décisions. La préparation de « bilan/temps », c'est-à-dire d'un document qui synthétise les espoirs et les actions en mesurant les ressources rares — et le temps est une d'elles —, permettra de palper cette pesanteur évoquée antérieurement. Nous oublions trop souvent qu'un collier de perles naît d'une accumulation de perles uniques et que chacune d'elles à son tour est le fruit patient d'un grain de sable et des peines de l'huître.

4.3.3. *Plans et règles*

Au risque d'enfoncer des portes ouvertes, il convient de rappeler également le caractère impérieux d'un plan de travail comme guide de l'action journalière et de règles du jeu comme cadre de référence pour les acteurs des projets et programmes. Qui donc s'aventurerait à construire une tour sans calculer et dresser des plans préalables? Qui donc risquerait son propre capital sans signer à l'avance un contrat avec ses co-associés afin de définir les objectifs, les actions, les apports, les responsabilités et le partage des fruits?

4.3.4. *Accumulation et masse critique*

Alors qu'ils ambitionnent des modifications radicales et la création d'actions auto-soutenues dans les différents champs d'activités qui sont les leurs, les DRI obtiennent rarement une adéquation entre résultats et objectifs.

Remodeler la réalité implique en fait de modifier des structures et des fonctionnalités ainsi que de créer les conditions d'une accumulation quantitative et qualitative. Si bien des échecs peuvent s'expliquer par l'action combinée de jeux d'intérêts, de facilités, d'entraves bureaucratiques, il semblerait également qu'on puisse les attribuer à une certaine timidité face aux notions de croissance et d'accumulation.

Quoi qu'elle soit variable selon les secteurs d'activités, la notion de masse critique, empruntée au vocabulaire de la physique, semble étrangère aux pratiques des programmes et projets. En l'écartant, en méprisant par là les mécanismes d'accumulation auxquels elle est liée,

pouvons-nous prétendre atteindre un jour quelconque un développement auto-soutenu de projets de production, d'infrastructure, d'éducation ou de santé?

5. En guise de conclusion

Une question certes brutale s'impose: acceptons-nous de quitter la route — qui est souvent une autoroute — du conformisme et de la chaîne sans fin de projets mis en place en vue de la restauration ou «consolidation» de projets déjà vieux, déjà consolidés?

Dans l'affirmative, il nous faudra emprunter un autre sentier moins battu et plus risqué. Ce choix implique que tous les acteurs se remettent en question afin de construire avec créativité, autonomie et responsabilité des actions auto-soutenues et libératoires.

Qui donc acceptera le défi de reconsidérer son rôle, ses fonctions et ses méthodes pour finalement co-opérer, c'est-à-dire pour assumer de manière conjointe et fidèle aux exigences de la cohérence, la globalité des actions nées parmi les acteurs de base? Imaginer des formules d'associations transitoires ou durables, créer les conditions d'une coopération sud-sud qui commence au niveau de la base pour se consolider ensuite grâce à des processus d'intégration et de capitalisation, ne sont pas des tâches hors de portée du monde rural latino-américain.

Symposium
« Le Développement rural intégré :
Un Bilan »
(Bruxelles, 8 mars 1991)
Académie royale des Sciences
d'Outre-Mer
pp. 91-103 (1992)

Symposium
« De Geïntegreerde Plattelandsontwikkeling :
Een Balans »
(Brussel, 8 maart 1991)
Koninklijke Academie voor
Overzeese Wetenschappen
pp. 91-103 (1992)

THE « ISLAND OF PEACE » AT KALAKAD, TAMIL NADU (INDIA)

BY

J. BOOTH *

SUMMARY. — The « Island of Peace » at Kalakad in Tamil Nadu was the second of the « Island of Peace » integrated rural development projects initiated by Father Dominique Pire. The first was in East Pakistan (Bangladesh) where the Belgian programme ran from 1962 to 1967, and work continues in local hands today. At Kalakad the Belgian programme ran from 1968 to 1975, covering irrigation and agriculture, medical and social work. Wells were dug, crops were improved, a hospital was built, a kindergarten (the first of several) was opened, classes were held and staff were trained. Following its independence from the Belgian organisation in 1975, the project experienced « teething troubles » — which by 1981 were settled, and activities continue today in the hands of the locally-elected management body. Further « Islands of Peace » have since been started in Africa.

RÉSUMÉ. — *L'« Ile de Paix » à Kalakad, Tamil Nadu (Inde).* — L'Ile de Paix à Kalakad dans le Tamil Nadu était le second projet de développement rural intégré lancé par le Père Dominique Pire. Le premier se trouvait au Pakistan de l'Est (Bangladesh), où le programme belge s'est étalé de 1962 à 1967, et où le travail est actuellement perpétué par la population locale. A Kalakad, le programme belge s'est étalé de 1968 à 1975, couvrant l'irrigation et l'agriculture, le travail médical et social. On a foré des puits, amélioré les récoltes, un hôpital a été construit, une école maternelle (la première d'une série) ouverte, on a donné des cours et du personnel a été formé. Après l'indépendance vis-à-vis de l'organisation belge en 1975, le projet connut des problèmes qui étaient résolus en 1981, et les activités continuent aujourd'hui dans les mains d'un personnel de gestion élu localement. D'autres « Iles de Paix » ont depuis lors été créées en Afrique.

* British Representative for « Islands of Peace » Association 1972-1986, President of Kalakad Island of Peace 1981-1984; Findon Cottage, Main Street, North Kessock, Inverness IV 1 1XN (Great Britain).

SAMENVATTING. — *Het «Vredeseiland» te Kalakad, Tamil Nadu (India)*. — Het vredeseiland te Kalakad in Tamil Nadu was het tweede geïntegreerde plattelandsontwikkelingsproject «Vredeseiland» die Pater Dominique Pire op gang gebracht heeft. Het eerste bevond zich in Oost-Pakistan, waar het Belgische programma van 1962 tot 1967 liep, en waar het werk nu in handen van de plaatselijke bevolking voortgezet wordt. Te Kalakad liep het Belgische programma van 1968 tot 1975, en omvatte irrigatie en landbouw, medische en sociale arbeid. Waterputten werden uitgegraven, de oogsten werden verbeterd, een ziekenhuis werd gebouwd, er werd les gegeven en personeel werd opgeleid. Na de onafhankelijkheid van de Belgische organisatie in 1975, had het project met problemen te kampen, die in 1981 opgelost waren, en vandaag worden de activiteiten voortgezet door een plaatselijk verkozen beheer. Andere «Vredeseilanden» werden sindsdien in Afrika opgericht.

1. The Islands of Peace

Kalakad is the second of the «Island of Peace» rural development projects initiated by Father Dominique Pire. The first is in Bangladesh, where the Belgian programme ran from 1962 to 1967; and activities are still continuing there (in local hands) today. Since Kalakad, other Islands of Peace have been started in Africa.

When I worked as representative in Britain for the «Islands of Peace Association, I was often asked how the projects got their rather inappropriate name. I am sure most of you know only too well that rural development is not particularly peaceful; nor were the «Islands of Peace» truly islands.

For an explanation, we must return to December 1960. Father Pire was in Pakistan on an official visit; and he reached East Pakistan (now Bangladesh) when a severe cyclone had just struck the area south of Chittagong, leaving some 18 000 dead.

He asked to visit the disaster area. A small boat took him and a group of Pakistani friends to one of the islands in the Bay of Bengal, where waves twelve metres high had wiped out buildings, animals and humans alike. The future of the whole island population hung in the balance. Only a handful of people were on the shore when he arrived; but then more came, and still more, appearing almost from nowhere to talk about the disaster and their situation, until Father Pire found himself surrounded by what he described as «a crowd of several thousand» by the time he left. I am translating and paraphrasing from his book *Vivre ou mourir ensemble* (PIRE 1969).

Back in the boat, he asked his Pakistani companions for their impressions.

Answer: We don't feel the solution lies in handing out gifts, of whatever kind. These people are too proud to accept. Something practical is needed... and particularly to help the rural peoples, who are 95% of the population here.

Father Pire: Can you suggest anything specific?

Answer: They need a co-operative society in each village, so that everyone can at least borrow the tools and equipment he needs to work the land properly. Each village should have the basic means to build solid houses, also access to water, education for the children, and some technical training. You must start with the small things; if you try to start with a whole population it's herculean.

Some industrial or work units should be set up, not necessarily large ones, making self-help possible. For example if a man works the land and his wife has some job she can do at home...

Father Pire: Now you must find me an island with 2000 inhabitants, so that I can start to create a «village» with you.

Answer: We'll find one...

Father Pire: I say an island because, if we take a larger area and one which isn't cut off by water, everyone will crowd in and the experiment won't work.

Answer: The place you've just seen is an island... It has 50 000 inhabitants... or it had before the cyclone...

Father Pire: That's too much, you must find me something smaller. We'll call it «island of peace».

In fact, for practical reasons, the term came to mean «a specific and limited area». The first Island of Peace was based in an inland village union with about 14 000 inhabitants: at Gohira, 50 km east of Chittagong. Otherwise the conversation proved historic; and every subsequent Island of Peace has — without necessarily aiming to do so — implemented at least some of the suggestions made to Father Pire in a small boat in the Bay of Bengal over thirty years ago.

Co-operative societies, kindergartens, water-supplies, technical training, small schemes to generate employment and income — all are included. A basic principle throughout has been that of self-help and reciprocal effort, also the three-fold and integrated improvement of agriculture (or other food sources), social facilities and health. And perhaps the most important guideline given to Father Pire by his Pakistani friends was «You have to start with the small things»...

I don't mean to imply that the Islands of Peace have discovered an all-purpose formula. Some guidelines may be relevant to several

projects; but at the same time a scheme (or approach, or technology) which proves supremely successful in (for example) India may fail dismally in Africa or Latin America — and vice versa. Even within the same continent, conditions and particularly local attitudes vary greatly. Not all conclusions drawn from the experience of Kalakad in Tamil Nadu are necessarily valid even for other Indian states, let alone for other countries.

2. Kalakad

2.1. THE BELGIAN PROGRAMME (1968-1975)

The Kalakad Island of Peace resulted from a meeting between Father Pire and Mrs. Indira Gandhi in 1966. It demonstrates the three-fold approach: agricultural, medical and social. The Belgian programme started in 1968 with about 15 000 inhabitants; and by the time it ended in 1975 it covered Kalakad Block (a population of almost 76 000), although some areas were less involved than others. To condense 23 years of activity into 30 minutes is something of a challenge... even though I am not speaking of a large project. Throughout the programme only three Belgian experts headed the three integrated sectors: agricultural/hydraulic, medical and social. Their assistants and all the other staff were Indian, many of them trained locally at the project itself.

Irrigation and agriculture

Kalakad is a fairly typical South-Indian rural «Block» (or administrative area), about 30 km north of Cape Cormorin. Drought is a recurrent problem, varying in severity from year to year according to the monsoon. The traditional centuries-old system of irrigation via storage reservoirs (known as «tanks») operates there, but has inadequate sources of water. The Western Ghats deflect some rainfall from Kalakad; the annual monsoon brings torrential rain which the parched soil cannot fully absorb; and underground water is patchy, mainly in irregular «pockets» in the underlying rock.

Thus irrigation was the immediate priority. Data were scarce, and three groundwater specialists studied the water-table for a few months before work started. At the same time, agricultural trials were carried out. Then a programme of well-digging was launched; with a

preliminary bore drilled in every case to determine that water was available, so the farmer's money would not be wasted on a useless well. The Island of Peace financed the trial drillings; and provided credit for all subsequent work, as well as the extra tools, fertilizer and pesticides the farmers might need for their newly-irrigated land. An Irrigation Co-operative Society was set up in 1971. Procedures were simple and interest rates were reasonable, unlike those of private local money-lenders which could be exorbitant; and borrowers received regular agricultural advice and support from a team of Indian extension-workers.

Over 100 new wells were dug during the Belgian programme; and many others were deepened and improved by the addition of diesel or electric pumpsets. More varied crops were demonstrated and introduced, inputs (and advice about their use) were available to the farmers, and grain-storage was organised. The wells made a dramatic difference. Many farmers who had barely scratched a living from their un-irrigated land found it transformed, and cultivated crops or market gardens which are still flourishing today. There were only a few failures; and in general the Island of Peace irrigation programme injected new life into families whose farming instincts were strong but had been frustrated by the tough conditions. Today, twenty years later, a whole new generation is benefiting from the early improvements.

Some critics complain — and they did in the case of Kalakad — that irrigation schemes aimed at individuals benefit only those who already have some land, in other words not «the poorest of the poor». This is not wholly fair. At Kalakad communal wells for the landless were considered, but suitable land could not be obtained. In any case a farmer whose farm becomes more productive will need not only more equipment but also labourers, providing the landless with work; and neighbours, impressed by his crops, will follow his example, as several did at Kalakad.

Medical sector

In the hands of a Belgian lady doctor, the medical sector reached out to the local community with village dispensaries and health programmes. A simple but functional 30-bed hospital was built (with funds from Switzerland), and has always been well-supported by villagers throughout Kalakad Block. It is a pleasure to visit, with its

smilingly efficient staff; and the medical sector has proved a strongly integrating factor for the Island of Peace as a whole, as it serves villagers — and the children of villagers — involved in all (or none) of the project's programmes, whether technical, agricultural, educational or social.

Social sector

Here, much more than in the agricultural and medical sectors, considerable changes of attitude and tradition were needed, and foundations could not be laid overnight. Many and complex social habits, taboos, constraints and customs had (patiently and tactfully) to be overcome. Village classes and training courses were held systematically in a variety of practical subjects, including dressmaking. Local staff were selected from the villages and trained; and social and discussion groups brought together the various castes. A «first» at Kalakad was the use of bicycles by the female social-workers, who caused something of a sensation when they visited the strongly traditional villagers alone and on two wheels! In 1973 a kindergarten was opened, for pre-school children whose parents worked all day out in the fields. About 500 women and girls benefited during the Belgian programme; and those who had attended the sewing classes began to make garments at home to earn a small income. Emancipation was under way.

2.2. INDEPENDENCE

Independence was scheduled for 1975. At Kalakad as in Bangladesh, it meant the immediate withdrawal of the Belgian team and the project's complete financial and administrative independence from the parent body. Arrangements were made beforehand for its future. In financial terms, running costs would be covered by repayments from the Irrigation Co-operative (in which the Island of Peace had invested heavily), the interest from funds placed on fixed deposit in local banks, and the money-earning activities of the agricultural and hydraulic sector. Also Oxfam (Britain) had just agreed to finance a five-year programme of the trial bores which preceded well-digging.

For administrative purposes an Indian society (General Body and Executive Committee) was formed and registered under local

law, to serve as a management body; and staff, trained during the programme, would have day-to-day responsibility for the activities. The Society's president would (temporarily) be a non-resident European, otherwise the project was completely Indianised.

In 1974, one year before the independence of the other sectors, the hospital was handed over to the Indian government who maintained it (along the same lines) as a rural extension to the Tirunelveli Medical College Hospital.

2.3. TEETHING TROUBLES

In March 1975 the Island of Peace became fully independent; and, in common with so many projects, quickly suffered teething-troubles. Causes vary from case to case; and often result (as they did largely at Kalakad) from the characters and characteristics of those involved. Senior personnel who work well with Europeans may not necessarily do so with their own compatriots. Caste (or tribal, or social) conflicts which lie dormant during European «rule» spring to life when those rulers withdraw. Staff accustomed to more-or-less democratic treatment from foreigners resent the authoritarianism of their new bosses. Villagers, who remained mute while the Europeans longed for them to speak, suddenly realise just as those Europeans are leaving that they have voices — and start to exercise them. Debtors, sensing unrest, delay repayment. Morale drops; incentive fades; trouble-makers seize the chance of personal gain; and the project is in danger.

The spiral of disruption is hard for the project's new leaders to check. To administrate flexibly and to delegate wisely require a courage and self-confidence born only of experience — which is precisely what they do not yet have. They may manage to cope; but they may also take refuge in autocracy — which simply breeds further unrest — or crumble beneath the onslaught.

By December 1975 (only nine months after independence) the young Indian project faced several local lawsuits, dangerous financial problems and growing dissent between the staff and the management body.

The European president did his best to handle problems from Belgium and in short annual visits, with the advice of Indian lawyers. But the situation was deteriorating; and after a while it became clear that more Belgian involvement was necessary. Also the time seemed

appropriate for the introduction of a new face: mine. I was involved on behalf of the Belgian Islands of Peace Association from 1979 to 1981 as a trouble-shooter, and from 1981 to 1984 as president of the Kalakad General Body. For five years I went to Kalakad once or twice a year, and completed the job by correspondence from Europe.

I received tremendous support and goodwill from so many quarters, whether at the State Government Secretariat in Madras or in small local villages. Thanks to this, by 1981 the situation was calm. The legal tangles were resolved and the project was on a firmer footing. Even the trouble-makers had not wished it to collapse. In 1984 (at both my own insistence and that of the Belgian Islands of Peace Association) an Indian president was elected in my place. I have deliberately not returned to Kalakad since. And the problems have not recurred.

Paradoxically, the troubles demonstrated the strength and thoroughness of the earlier Belgian programme. Its foundations held firm. Throughout all the disruption, the socio-medical activities continued and even expanded. The staff — particularly the women — went quietly and patiently about their business in the villages while the storm raged overhead. Villagers, sensing their help was needed, became supportive. And from adversity grew strength, as three of the four Indian sector-heads united and held their ground against outside pressures.

Hindsight brings wisdom; but, at the time, immediate priorities often obscure the future risks. Before independence, the preparations seemed to be careful and complete; but the subsequent disturbance clearly showed that more contact and supervision should have continued after independence. This has been remembered in the later Islands of Peace. The changeover was too abrupt, with insufficient attention paid to personal characteristics and attitudes. Staff who had been proud to work «for Belgium» felt themselves orphaned. Also some of the financial arrangements depended too closely on the climate and on current government policy towards co-operatives, both of which (perhaps unpredictably) proved damaging.

2.4. THE «SNOWBALL» EFFECT

There were three very positive developments. First, the villagers (many of whom felt proud to have supported «their project» during

its troubles) began giving practical support to the social activities by providing cash, paddy and firewood for the kindergartens (of which more had been started). Secondly, two of the Indian sector-heads (social and agricultural) later left the Island of Peace and set up their own small and successful development projects in other blocks, using their previous experience; so the influence of the Island of Peace has spread.

Thirdly, introduced to the project through funding the trial drillings, Oxfam then supported several social activities including new kindergartens. This had many indirect benefits. Representatives visited Kalakad, which encouraged the staff. Regular reports had to be submitted, imposing a discipline during the troubles. Receiving foreign funds gave prestige to the project, in the eyes of both staff and villagers. And Oxfam's continued involvement added an authenticity to the activities which led other international aid agencies to offer support.

2.5. LESSONS

Innumerable opinions have been expressed as to how a development project (or state, or country...) should best be prepared for independence. Not all agree — and nor should they, because projects themselves differ. From my experience of Kalakad, I would like to add two points which are sometimes overlooked.

First, as the relationship with Oxfam demonstrated, a helpful move in any small rural development programme which must become self-financing is to train the local staff — the future leaders — in selecting and submitting schemes for funding by national or international aid agencies, and in providing the necessary reports. Every successful application boosts the prestige not only of the newly-independent project itself but also of its maturing leaders. Some external supervision is involved. And local trouble-makers hesitate to attack a project which has contacts «abroad». Unfortunately funding applications during the foreign-run programme are generally handled by the parent body back in Europe, and European personnel on the spot may not have the necessary expertise; but the point is too important to be neglected, as so often happens.

Secondly, since a project which escapes teething-troubles at independence is the exception rather than the rule, adequate time should be given to preparing not only its future leaders but all its

staff for the difficulties they may expect to face, particularly on a personal and inter-personal level. «Start with the small things», as Father Pire was advised. They must be helped to express and discuss their fears. Yes, they will feel lonely. Yes, they must learn to manage without encouragement or appreciation «from above». Yes, there will be personal disputes, jealousies, grievances and conflicting ambitions — and they must find the maturity to handle these alone. It's tough. Amid all the confusion at post-independence Kalakad I saw the staff — who were very shaken and bewildered — make some profoundly brave and touching efforts at mutual support and dialogue, and really my heart went out to them. They had been prepared to work hard, but they had not realized the personal and private cost.

2.6. THE KALAKAD ISLAND OF PEACE IN 1991

I do not want to paint a falsely rosy picture, which I could easily do because I love Kalakad and tend to excuse its failings. But nor do I want to belittle the achievements by using European standards. The people themselves admit they are better copiers than innovators; and it's true there has been little innovation on the part of the Island of Peace since 1984, although there has been some. In financial terms, budgets have often proved unrealistic, and the project struggles (without always succeeding) to balance its books each year. But in defiance of common-sense I have an instinctive feeling it will continue to scrape by! It receives some funds from governmental (Indian) and non-governmental bodies, which is a safeguard. The activities have gradually shifted in priority since 1975, with the social sector now having a much higher profile.

Hydraulic sector

The well-digging programme (whose duration was inevitably limited by resources) reached a natural end after about 150 wells. Existing ones are still improved or equipped when necessary. The machines are old now, and cannot compete with modern technology; but they are still hired by local landowners and tradesmen and earn a small income, although maintenance becomes more and more costly. Probably this too will be phased out soon.

Agricultural sector

Most of the agricultural extension-workers and assistants left during the troubles, and work now consists mainly of cultivating the Island of Peace campus (and some other land) and selling the produce. This is done with care; but, like so much else at Kalakad, results depend on the success or failure of the annual monsoon.

Irrigation Co-operative

Repayments from farmers to the Society (and thus from the Co-op to the Island of Peace) have been poor, which is a big financial problem. A recent government move apparently offers some improvement.

The Co-op made ends meet by — on its own initiative — providing «jewel loans» (i.e. loans secured by the deposit of jewellery) to members, which has been successful. Also it sells fertiliser to the farmers at fair prices.

Medical sector

The hospital — still run by the government — has had a succession of doctors over the years, some of them excellent. It has remained efficient, appreciated, and well-attended by the local people. Its relationship with the Island of Peace is good; and specialists from the Tirunelveli Medical College visit and hold clinics there regularly.

Social sector

Three points are particularly striking. The first is the contribution made by the villagers to the Island of Peace kindergartens, of which there are now 25 with a total of about 600 children aged from 0 to 6 years. The children get a nutritious midday meal, also regular immunisations and health-checks; and are recognised as being well ahead of non-kindergarten children both physically and mentally when they move to Primary School.

In 1990, in terms of cash, paddy, firewood and rent-free premises for these kindergartens, the villagers contributed about Rs. 45,000 (roughly US \$2,600), which is amazing. We are not talking about the

rich, these are poor families who leave their children in the schools while they work long hours in the rice-fields. Their support is a huge tribute to the value of the project's work.

The second striking point is the effect which the sewing and dressmaking training has had on the local women and girls. Afterwards they are helped to buy their own sewing-machines and equipment so they can earn a living at home; and well over 500 are now (to a greater or lesser extent) doing so. It has transformed their lives and those of their families, who often had no other source of income. And the boost to their confidence and independence is tremendous. Visiting them in their homes and seeing the pride and enthusiasm with which they work is unforgettable.

Thirdly, there are now 30 «madhar sangams» or women's groups functioning in the villages. They work like mini co-operatives, with the members saving regularly and investing in small income-generating schemes. Apart from the practical benefits, the women have grown in confidence, organisation and initiative, and support the Island of Peace social-workers very helpfully.

Also in the Social Sector, at the Island of Peace «Homecraft and Family Welfare Centre» the 51st training course since the project started is currently under way, with sixteen trainees who learn not only dressmaking and handicrafts but also subjects such as hygiene, child-care, nutrition, literacy and current affairs.

Since 1979, the Island of Peace has been working with the National Adult Education Programme, holding adult literacy classes in the villages. Costs are paid by the government. The dedication of the students, struggling with the unfamiliar subject late at night in cramped smoky rooms, is extraordinary, and their pride in their achievements is very touching.

In the early 80s the Government started an Integrated Rural Development Programme and invited the Island of Peace to implement its training courses in Kalakad Block. These have covered subjects from midwifery to rope-making, from village health-work to mat-weaving, from candle-making to engine repairs. Trainees are given (or helped to buy) basic equipment at the end of the course, so they can practise their new skill and earn a living — which many do, competently.

The four Island of Peace social-workers supervise and encourage all these activities; they hold classes and make regular house-to-house visits in the villages; they promote kitchen-gardens, savings schemes

and local improvements; and they co-operate with the hospital, referring cases for treatment and providing after-care. The sewing-teachers (five or so, depending on current programmes) take it in turns to run the various dressmaking courses and village sewing classes. Other short-term activities are added as appropriate. I'm not claiming perfection, or consistent success; but great efforts are being made.

3. Conclusion

Certainly I am biased. All the same, and bearing in mind that I am applying Indian rather than European standards, I think I have just told you a success-story. It started in Bangladesh, and I'll return there for the end. A long-term collaborator from Chittagong, who was involved with the Gohira Island of Peace from the beginning, wrote in December 1990:

At the initial stage of the Island of Peace, farmers did not know the use of chemical fertilisers. Now they cannot think of farming without them. It is the same with irrigation. Only a few years back, irrigation facilities were conspicuous by their absence. Now farming is inconceivable without irrigation. Line-sowing was introduced by the Island of Peace. Now farmers do not believe that their fathers did not know of line-sowing...

He is speaking of Gohira, but I am sure it is the same at Kalakad. The European programme was thorough; and the people are slowly (and probably unconsciously) absorbing its innovations into their lives. They are the pioneers; but it is their children — tomorrow's generation — who will really begin to reap the benefits, probably without ever realising the initial cost.

REFERENCE

- PIRE (R.P.), D. 1969. *Vivre ou mourir ensemble*. — Publ. Presses Académiques Européennes S.C., 511 pp.

Symposium
« Le Développement rural intégré :
Un Bilan »
(Bruxelles, 8 mars 1991)
Académie royale des Sciences
d'Outre-Mer
pp. 105-112 (1992)

Symposium
« De Geïntegreerde Plattelandsontwikkeling :
Een Balans »
(Brussel, 8 maart 1991)
Koninklijke Academie voor
Overzeese Wetenschappen
pp. 105-112 (1992)

POLITIEKE BESLUITEN

DOOR

R. RENARD *

SAMENVATTING. — In 30 jaar zijn de inzichten, en hiermee gepaard de praktijken, in verband met ontwikkelingshulp aanzienlijk veranderd. De nieuwe inzichten kunnen samengevat worden in een groter respect voor de traditionele boer en zijn landbouwmethodes, en minder vertrouwen in de overheidssector en de planning «van bovenuit». Op basis hiervan worden in 5 punten de algemene richtlijnen gegeven voor donors — en ook voor regeringen in ontwikkelingslanden — om de geïntegreerde plattelandsontwikkeling optimaal te ondersteunen: 1) het macro-economisch beleid is van cruciaal belang en moet dus ver doorgevoerd worden; 2) dit moet gepaard gaan met een goede coördinatie tussen doeltreffende lokale overheidsdiensten; 3) lokale niet-gouvernementele leiders en boerenorganisaties moeten gesteund worden; 4) politiek pluralisme, vrije verkiezingen en doorzichtigheid zijn voorwaarden voor een verantwoord overheidsbeleid; 5) er moet rekening gehouden worden met de beslissings-autonomie van de boeren.

RÉSUMÉ. — *Conclusions politiques.* — En 30 ans, les conceptions, et parallèlement les pratiques, concernant l'aide au développement ont considérablement évolué. Les nouvelles conceptions peuvent être résumées en un plus grand respect pour l'agriculteur traditionnel et ses méthodes et une méfiance vis-à-vis du secteur officiel et de la planification imposée «d'en haut». Partant de ce constat, l'auteur donne en 5 points des directives générales qui permettent aux donateurs — ainsi qu'aux gouvernements des pays en développement — d'apporter un soutien optimal au développement rural intégré: 1) la gestion macro-économique est d'une importance cruciale et doit être menée en conséquence; 2) ceci doit aller de pair avec une bonne coordination entre des services officiels locaux efficaces; 3) il faut soutenir des dirigeants locaux non-gouvernementaux et des organisations de paysans; 4) un pluralisme politique, des élections libres et une transparence sont des conditions pour une gestion responsable de la part des gouvernements; 5) il faut tenir compte de l'autonomie de décision des paysans.

* Adjunkt-Kabinetschef van de Minister van Ontwikkelingssamenwerking; WTC Toren 2, Em. Jacquemainlaan 162 bus 44, B-1210 Brussel (België).

SUMMARY. — *Political conclusions.* — In 30 years, the views, and at the same time the practices, concerning development have considerably changed. The new views can be summed up in a greater respect for the traditional peasant and his methods and less faith in the official sector and top-down planning. On this basis, the author gives in 5 points the general guide-lines for donors — and also for governments in developing countries — to give optimal support to the integrated rural development: 1) the macro-economic management is of crucial importance and should thus be carried out in proportion; 2) this must work together with a good coordination between efficient local official services; 3) non-governemental local leaders and peasant organisations should be supported; 4) political pluralism, free elections and transparency are conditions for a responsible management by the governments; 5) the autonomy of decision of the peasants must be taken into account.

* * *

We hebben in dertig jaar ontwikkelingshulp heel wat geleerd uit onze successen en uit onze mislukkingen. Soms duurt het lang eer we echt de lessen toepassen. Soms vergeten wij ze toe te passen. Maar globaal gezien is er een duidelijk parallellisme tussen de veranderende praktijk van de ontwikkelingshulp enerzijds en nieuw verworven inzichten anderzijds.

Het onderwerp van dit symposium illustreert dit goed. Het concept van geïntegreerd ruraal ontwikkelingsproject dateert, zoals beschreven door de heer Sokal, van het midden van de jaren '60, en was op een bepaald moment heel populair bij de regeringen van de ontwikkelingslanden en bij de donors. Maar reeds in 1975 kwam een studie uitgevoerd voor de Wereldbank tot eerder pessimistische conclusies (LELE 1975). En op dit moment is de houding van de donors terzake ronduit terughoudend te noemen. Ik denk dat deze verandering in opstelling niet moet verklaard worden door een verminderde interesse voor de landbouwsector, of door een tanende aandacht voor het multi-dimensionele karakter van de ontwikkeling. Ze is eerder het gevolg van de weinig overtuigende resultaten van projecten van geïntegreerde rurale ontwikkeling enerzijds, en van nieuwe inzichten over het ontwikkelingsproces anderzijds.

Ik zou willen beginnen met het laatste. Er zijn volgens mij drie belangrijke tendenzen in het ontwikkelingsdenken gedurende de laatste dertig jaar.

Ten eerste is het respect voor de traditionele boer sterk toegenomen. Vroeger beschouwde men hem als grotendeels immuun voor de logica van de moderne economie en maatschappij. De traditionele sector was op zijn best een goed reservoir waarin mensen overleefden

tot ze het geluk hadden om opgenomen te worden in de moderne economie, eventueel met de nodige dwang. Denken we maar aan het *ujamaa*-beleid in Tanzania. Traditionele boeren werden eigenlijk beschouwd als stug en niet tot verandering bereid, hun technische en economische kennis op zijn best rudimentair. Dit alles ging uiteraard gepaard met een groot geloof in de moderne landbouw en industrie.

Intussen weten we wel beter. De moderne industrie en landbouw zijn in vele ontwikkelingslanden enorme «opslokkers» van financiële middelen en mankracht, maar de resultaten zijn niet in verhouding. De traditionele landbouw, zoals trouwens ook de traditionele niet-landbouwsector, soms aangeduid met de informele sector, blijken daarentegen dynamischer te zijn dan verwacht, en binnen hun mogelijkheden economisch efficiënt, en dit ondanks de verwaarlozing door de overheid. Sommige specialisten gaan zo ver van te stellen dat de traditionele sector misschien wel de voornaamste troef is die ontwikkelingslanden hebben. Mits de juiste ondersteuning is hij volgens deze stelling in staat om sneller te groeien en inkomen en tewerkstelling beter te verdelen dan de moderne economie.

Van alle betrokken wetenschappers waren economen de eerste om dit inzicht te propageren. Het geloof in het individu als rationeel economisch agent zit hen sinds Adam Smith ingebakken, en dat feit zal wel geholpen hebben. Een boek van Theodore SCHULTZ (*Transforming Traditional Agriculture*, 1964), drukte op briljante wijze het nieuwe inzicht uit, maar het zou nog een aantal jaren duren voor de beslissers in de ontwikkelingslanden en de donorlanden de nodige conclusies trokken. Het duurde tot in de jaren '70 voor een vergelijkbaar inzicht werd verworven met betrekking tot de stedelijke informele sector, en we zijn nog maar net bezig om het in de praktijk om te zetten.

Ten tweede heeft ons vertrouwen in de overheid een sterke deuk gekregen. Het ontbreekt de overheidssector in de meeste ontwikkelingslanden, en zeker in de armste onder hen, aan financiële middelen maar meer nog aan mankracht, aan organisatie en aan de vereiste mentaliteit om de vele taken aan te kunnen die aan haar worden gevraagd. Technische bijstand blijkt in de meeste gevallen ook maar een doekje voor het bloeden omdat hij een slechte prijs-kwaliteit verhouding heeft, en uit schaarse ontwikkelingshulpbudgetten moet betaald worden. Wat het allemaal nog erger maakt is dat er een rationaliteit blijkt te bestaan in het gevoerde verkeerd beleid. Rege-

ringen verwaarlozen de landbouw niet alleen uit onkunde, maar ook uit onwil, omdat hen dat politiek goed uitkomst (zie BATES 1981).

Ten derde is ons geloof in de top-down planning sterk afgenomen. Het ontwikkelingsproces is ontzettend ingewikkeld, en eigenlijk is het onbegonnen werk om het van bovenaf te plannen. Het vijfjarenplan is een shopping-list van projecten geworden eerder dan de uitwerking van een optimaal groeipad voor de economie, en de macroplanning wordt vooral bedreven voor zeer korte termijn doeleinden zoals het monetair beleid. Technieken van projectplanning zijn al even gedemodeerd. Ironisch genoeg heeft men gewacht tot de specialisten met een degelijke en coherente theorie van kostenbatenanalyse naar buiten kwamen in het midden van de jaren '70 om de toepassing grotendeels te laten varen.

De drie tendenzen die ik hier geschetst heb, zijn onderling met elkaar verbonden, en versterken elkaar. Het verlies aan geloof in de planning was geen ramp toen men ontdekte dat de boeren de juiste oplossingen zelf beter, sneller, en aan minder kosten kunnen vinden dan de centrale computer van het planbureau dat kan, op voorwaarde dat de overheid het juiste economische en institutionele kader schept. En vele taken die men niet meer wenste toe te vertrouwen aan de overheid konden met vertrouwen worden doorgeschoven naar de privé-sector.

Eén van de gevolgen van de geschetste evolutie is dat meer belang wordt gehecht aan de macro-omgeving en minder aan het microniveau. Toegepast op rurale ontwikkeling wordt nu algemeen aanvaard dat eerst en vooral een gezond macro-economisch beleid moet worden gevoerd. Een marktconformer wisselkoersbeleid, vrijere financiële markten, het saneren van structurele deficits in de overheidsbegroting, een liberalisering van het prijsbeleid, het afbouwen van publieke monopolies inzake vermarkting van output zijn voorafgaandelijke vereisten voor een succesvolle rurale ontwikkeling. Zonder zulk beleid hebben rurale ontwikkelingsprojecten niet veel kans op slagen.

Op macro-vlak moet niet alleen het economisch beleid worden verbeterd. Er moeten door de overheid ook taken worden vervuld zoals toegepast landbouwonderzoek of het uitbouwen van een wegeninfrastructuur die de privé-sector niet aankan.

Eens deze macro-voorwaarden zijn voldaan, moet er op micro-vlak nog heel wat gebeuren, zoals de Wereldbank tot haar schade

enkele keren moest ervaren bij het door haar gepropageerde structureel aanpassingsbeleid. Op de eerste plaats belangrijk is de toegang van de boeren tot land, tot aangepaste technische pakketten van verbeterde inputs, tot krediet en tot adviesverlening. Het is verre van evident dat de overheid al deze diensten zelf moet verschaffen, want in vele gevallen zal de privé mits de juiste condities deze taken beter en winstgevender uitvoeren.

Projecten zijn een mogelijke vorm van interventie op het micro-vlak, maar niet noodzakelijk de meest aangewezen vorm. Immers projecten, en vooral ambitieuze multi-sectoriële projecten, zijn bijzonder onderhevig aan drie zwakheden: incorrecte planning van boven uit, subsidievervalsingen, en onrealistische administratieve eisen. De hiermee verbonden problemen werden door de heer Bochkoltz in zijn uiteenzetting goed beschreven voor Latijns-Amerika. Zijn analyse is in grote mate eveneens toepasbaar op Azië en op Afrika. Het is in die omstandigheden niet zo verwonderlijk dat geïntegreerde rurale projecten geen succes zijn geworden.

Laat mij toe het een beetje scherp te stellen: vroeger was het vanzelfsprekend dat een groot belang aan de integrale rurale ontwikkeling zich vertaalde in het financieren van projecten van geïntegreerde rurale ontwikkeling. Nu wordt door steeds meer experts aangenomen dat zulke projecten niet de beste en snelste weg zijn tot integrale rurale ontwikkeling. Soms zijn ze er gewoon een hinderpaal voor.

Wat moet er dan gebeuren op het micro-vlak? Het is goed om hier goed over na te denken. Het inzicht in het ontwikkelingsproces is volgens mij wel gestadig aan het groeien, zoals ik in het begin reeds stelde, maar dat neemt niet weg dat dikwijls de neiging bestaat om teveel de laatste mode te volgen, en de verworvenheden van het verleden te vergeten. Dit blijkt nu een beetje het gevaar te zijn van de huidige nadruk op het macro-economische vlak. Structurele aanpassing en meer in het algemeen een goed macro-beleid is noodzakelijk, maar volstaat niet op zichzelf om integrale rurale ontwikkeling op gang te brengen. Als men niet meer zoveel geloof hecht aan geïntegreerde projecten, wat neemt dan de plaats op het micro-vlak? Of is hier niets nodig, en kan men blind vertrouwen op de «krachten van de vrije markt»? Ik zal mijn antwoord verwerken in mijn conclusies.

De politieke conclusies die men mij heeft gevraagd te formuleren zijn vervat in een zestal punten. Het betreft telkens dingen die donors

moeten doen, of laten, willen zij de integrale rurale ontwikkeling optimaal ondersteunen. De meeste punten zijn eveneens toepasbaar op de regeringen in de ontwikkelingslanden.

(1) Het macro-vlak is van cruciaal belang. De recente nadruk erop is volledig terecht. Donors moeten nog verder gaan in het binden van hun hulp aan macro-economische beleidsmaatregelen.

(2) Lokale overheidsdiensten zijn belangrijk. Wie belang hecht aan het macro-beleid van de overheid, moet niet vergeten dat diezelfde overheid op lokaal vlak een aantal onvervangbare taken te vervullen heeft. Nationaal beleid op gebied van landbouwonderzoek bijvoorbeeld heeft geen zin als het geen lokale toepassing krijgt in de vorm van vulgarisatie en van lokaal beschikbare inputs van moderne technologie. Hetzelfde geldt, om een ander voorbeeld te nemen, voor gezondheidsdiensten. De aandacht die in geïntegreerde rurale projecten noodgedwongen maar zonder veel succes ging naar het opzetten van een aparte projectadministratie moet verschuiven naar het versterken en waar nodig uitbouwen van lokale administratie van de districten, met een betere coördinatie van de verschillende diensten zoals gezondheid, watervoorziening, en landbouw.

(3) Lokale niet-gouvernementele leiders en boerenorganisaties moeten worden gesteund. Hoeveel belang men ook kan en moet hechten aan de rol van de massa van kleine boeren, ontwikkeling kan niet zonder leiders. Helaas is dit iets dat men niet kan plannen. Het beste wat men kan doen, is uitkijken waar er initiatieven genomen worden door lokale groepen en individuen, en die desgevallend steunen. Participatie kan op die manier terug een respectabel woord worden in het ontwikkelingsjargon. Niet langer het recht (of is het de verplichting?) van de plaatselijke bevolking om enthousiast mee te doen met *onze* projecten, maar *onze* participatie aan *hun* initiatieven. Onze NGO's hebben op dit vlak een bijzondere rol te vervullen, omdat zij gemakkelijker toegang hebben tot niet-gouvernementele lokale structuren, en omdat zij er ook meer affiniteit mee hebben. Maar velen van hen zouden dan wel hun aanpak moeten veranderen, want ze zijn niet zelden even uit de hoogte en paternalistisch als de officiële ontwikkelingshulp. En de overheid die hen financieel steunt zal ook organisatiesteun als een zinnige vorm van ontwikkelingssamenwerking moeten aannemen.

(4) Er is een schrijnende behoefte aan «good governance» door de overheid, zowel de centrale als de lokale overheid. De

praktijk leert dat «good governance» alleen maar behouden blijft onder druk. Dit kan het best als de overheid verantwoording verschuldigd is voor haar daden tegenover de bevolking. Daarom is het belang zo groot van politiek pluralisme, van vrije verkiezingen, en van reële politieke drukkingsmacht bij de rurale bevolking. De versterking van lokale organisaties en van leadership waarover sprake in het vorige punt is dus niet alleen cruciaal voor het succes van concrete ontwikkelingsinitiatieven, maar heeft ook een politieke dimensie. De politieke dialoog en de macro-conditionaliteit van de Wereldbank en in toenemende mate ook van de bilaterale donors is op dit punt ook zeer belangrijk.

(5) Projecten als vorm van ontwikkelingshulp blijven belangrijk, maar donors mogen projecten niet kunstmatig beschermen van de omgeving en onderliggende wetmatigheden van de maatschappij door marktvervalsende subsidies die niet zullen duren na het project, door aparte en overbetaalde administraties, door buitenlandse experten die de sleutelposities van het project bekleden.

Projecten zullen ook minder ambitieus moeten zijn. Het is zelden aangewezen om te proberen alles aan te pakken terzelfdertijd. Zelfs als men weet dat ontwikkeling vele aspecten heeft en integraal moet zijn, volgt het niet dat elke interventie op alle domeinen moet actief zijn. Men moet op zoek gaan naar de onevenwichten die bestaan, beoordelen waar in een bepaalde situatie de grootste rem ligt, en daarop doorwerken. Dit herinnert aan de analyse die A. Hirschman reeds maakte in jaren '50 (HIRSCHMAN 1958), en waarin hij pleitte voor het opzoeken van voorwaartse en achterwaartse bindingen, voor selectieve interventies en voor creatieve onevenwichten.

(6) Wij hebben het geloof in de almachtige projectplanning-van-bovenuit verloren. Maar een nieuw soort van planning wint wel aan belang: de interactieve planning, die rekening houdt met de beslissingsautonomie van de boeren, en die een graad van onzekerheid voor de planner meebrengt. Elk project is in deze zin te beschouwen als een experiment. In plaats van met zekerheden begint men het project met een aantal gefundeerde werkhypothesen, die tijdens de uitvoering voortdurend moeten worden geverifieerd en bijgeschaafd. Dat vereist een soepelheid die moeilijk te verzoenen blijkt met de manier van projecten uitvoeren in de publieke sector (zie LECOMPTE 1986), maar die toch niet onmogelijk is.

In die zin kan actie-onderzoek, van het type beschreven door de heer Fierens in zijn uiteenzetting over het project in Zaïre, zeer nuttig zijn. In diezelfde zin zijn vele NGO-projecten interessante experimenten, alhoewel ze meer nut zouden hebben moest dit experimentele karakter beter worden onderkend. Anders wordt het een experimenteren in het wilde weg, en het eindeloos heruitvinden van wat reeds uitgevonden is.

Er is een prijs die moet betaald worden voor een genuanceerder inzicht. De prijs is dat de oplossingen complexer zijn geworden. Er was een tijd dat wij geloofden dat geïntegreerde rurale ontwikkelingsprojecten een belangrijk deel van het antwoord waren voor de uitdaging van de integrale rurale ontwikkeling. Dat is niet langer het geval. Ons antwoord is veel minder éénduidig geworden. Maar het is wellicht een beter antwoord, en een antwoord dat we bekomen hebben door te proberen, en door te leren uit de ervaringen. Niets garandeert dat wat hier vandaag is voorgesteld binnen tien jaar nog de beste oplossing zal blijken te zijn. Maar ik ben er van overtuigd dat de oplossingen beter worden, en dat wij hoe langer hoe beter in staat zullen zijn om aan goede «development engineering» te doen. Dat is zowel een intellectuele als een politieke uitdaging. En een doel waard om nagestreefd te worden.

BIBLIOGRAFIE

- BATES, R. 1981. *Markets and States in Tropical Africa*. — University of California Press.
- HIRSCHMAN, A. 1958. *Strategies of economic development*. — Yale University Press.
- LECOMPTE, B. 1986. *L'aide par projet, limitations et alternatives*. — OCDE, Paris.
- LELE, U. 1975. *The design of rural development*. — John Hopkins University Press.
- SCHULTZ, T. 1964. *Transforming traditional agriculture*. — Yale University Press.

Symposium
« Le Développement rural intégré :
Un Bilan »
(Bruxelles, 8 mars 1991)
Académie royale des Sciences
d'Outre-Mer
pp. 113-119 (1992)

Symposium
« De Geïntegreerde Plattelandsontwikkeling :
Een Balans »
(Brussel, 8 maart 1991)
Koninklijke Academie voor
Overzeese Wetenschappen
pp. 113-119 (1992)

CONCLUSIONS FINALES ET VOIES D'AVENIR

PAR

V. DRACHOUSOFF *

Nous avons entendu ce matin cinq communications très intéressantes, tant par l'expérience et la conviction de leurs auteurs que par la diversité méthodologique et géographique des sujets abordés.

Notre confrère R. Sokal a introduit les débats en nous donnant sa définition du développement intégré : une action régionale ou sub-régionale combinant l'ensemble des vecteurs du développement dans une problématique globale. Un programme de développement intégré exige des études préparatoires approfondies et une planification stratégique précise, avec mise en place de structures performantes d'exécution. Les difficultés principales découlent de l'insuffisance ou de l'inadéquation des moyens, de la difficulté de définir une dimension optimale et de s'y tenir, des faiblesses de l'environnement socio-économique et socio-politique régional et national.

Notre confrère P. Fierens a exposé en détail les principes, les méthodes et les premiers résultats d'une « recherche-action » entreprise depuis 1982 dans la Zone de Santé rurale de Kapolowe au Shaba (Zaïre) par plusieurs institutions universitaires, publiques et caritatives travaillant avec les populations locales. L'opération a été un laboratoire utile pour l'intégration d'une approche scientifique dans une problématique rurale qui n'est pas toujours quantifiable ni cartésienne. M. Fierens a tiré des conclusions intéressantes des résultats obtenus jusqu'ici :

— Il est important que les Universités se familiarisent avec les réalités du terrain et y exercent certaines responsabilités ;

* Membre associé honoraire de l'Académie ; rue Général MacArthur 48, B-1180 Bruxelles (Belgique).

— Un processus de développement ne supprime pas les inégalités et les conflits: il change leurs modalités et repositionne leurs acteurs;

— Beaucoup de ruraux préfèrent la sécurité (de préférence assistée) aux risques du changement;

— Des évolutions parfois importantes d'attitudes et de comportements ont toutefois été observées;

— L'initiative des villageois peut être stimulée en aidant les ruraux à «retrouver» leur histoire et y puiser un sentiment de confiance et de responsabilité.

L'interruption, que l'on espère temporaire, de la coopération belgo-zaïroise a entraîné la mise en veilleuse de certaines activités. Toutefois, des participants zaïrois, des notables, des villageois, s'efforcent de maintenir et même de consolider les acquis.

M. G. Dumon nous a rappelé très opportunément que les populations rurales veulent des réalisations concrètes et fiables, qu'il ne suffit pas d'installer des gestionnaires locaux pour obtenir la participation de la population, que les pesanteurs sociologiques restreignant le rôle des femmes sont souvent difficiles à surmonter et enfin qu'on ne saurait se passer d'un bon appui institutionnel. Parlant de l'avenir, G. Dumon a fait ressortir, entre autres, un point pratique très important: la nécessité de combiner une gestion décentralisée avec une certaine centralisation des services d'appui. Cette coexistence est indispensable pour la réussite d'un programme mais elle est souvent difficile à établir et à maintenir.

M. F. Bochkoltz a abordé son sujet sur un plan plus institutionnel et politique, en soulignant les spécificités de l'Amérique latine, de son chemin historique et de ses structures socio-culturelles. Plus encore qu'en Afrique et qu'en Asie, le développement rural intégré y a été pensé et conduit par des non-ruraux et ensuite appliqué au milieu «bénéficiaire», objet bien plus que sujet des programmes. D'autre part, la multidisciplinarité des interventions est plus souvent inspirée par un inventaire des besoins estimés que par une dynamique d'action. Il en est résulté une logique de don, de subvention, d'assistance, aboutissant à l'édification de vastes bureaucraties et à des approches doctrinaires plutôt que pragmatiques, technocratiques plutôt que techniques. De là le mauvais rapport coût/bénéfice de beaucoup de programmes. Parmi les causes majeures d'échec, l'intervenant à cité:

— La méconnaissance de ce que veulent et peuvent les villageois et l'insuffisance du dialogue mené avec eux;

— Le manque de coordination, voire même la concurrence entre les interventions;

— Une sous-estimation de l'importance du facteur temps, aussi bien pour le court que pour le moyen terme;

— La difficulté d'évaluer et de mettre en œuvre une «masse critique» de moyens capable de déclencher des changements en profondeur.

Après avoir évoqué la philosophie et la méthodologie des Îles de Paix, initiées par le Père Dominique Pire, Prix Nobel de la Paix (multidisciplinarité, dialogue, self-help), Miss J. Booth a relaté les réalisations de l'Île de Paix de Kalakad, au Tamil Nadu, de 1969 à 1975, sa remise à un Conseil d'Administration indien et son évolution de 1975 à aujourd'hui. Sa communication a fait ressortir quatre points importants :

— Même lorsqu'une réalisation est solide et que son transfert a été bien préparé, une crise de «sevrage» est difficile à éviter. Cette crise, souvent sérieuse, peut cependant se révéler bénéfique en obligeant la population et les notables à prendre leurs responsabilités. Ce fut le cas à Kalakad;

— Les programmes initialement établis évoluent au fil des années, en fonction des obstacles, des nouvelles opportunités, des changements dans les mentalités et les priorités de la population. L'essor des activités sociales et de formation à Kalakad a été, de ce point de vue, exemplaire;

— Les chances de survie d'un projet de développement rural augmentent fortement lorsque l'équipe locale reprenante a été bien préparée pour élaborer les demandes de financement, les négocier avec les bailleurs, et les réaliser en conformité avec les engagements pris;

— Les bons résultats d'un projet favorisent son essaimage. Les principes et les méthodes de l'Île de Paix ont été appliquées dans d'autres régions du Tamil Nadu, via deux anciens collaborateurs indiens, qui ont créé leurs propres projets.

Les cinq communications présentées à ce Symposium ont fait l'objet de nombreux commentaires qui en ont complété, éclairé ou nuancé certains aspects.

Des intervenants ont fait remarquer que le développement rural ne peut se baser uniquement sur des réalisations agricoles mais également sur de nombreuses autres activités agro-industrielles, commerciales et sociales. Le changement se heurte souvent à la résistance des détenteurs du pouvoir et des privilèges. Il ne peut réussir sans des structures nationales solides et des services publics motivés.

Le rôle, les prérogatives et les contraintes des femmes rurales ont été évoqués. Ils varient considérablement d'une région à l'autre et doivent être bien connus et correctement interprétés par les initiateurs d'un programme.

Les problèmes démographiques n'ont pas été discutés, mais leur caractère incontournable a été généralement reconnu.

Enfin, une participante a rappelé que, si la croissance économique est une condition nécessaire du développement, elle n'est pas une condition suffisante.

Après cette synthèse sommaire mais indispensable, il me faut maintenant tirer les conclusions de notre Symposium et esquisser des voies pour l'avenir. J'avoue que ce n'est pas très facile...

En effet, le succès mitigé des aides structurales et des grands aménagements, la portée géographiquement limitée des petits projets, mettent en question les certitudes — et même les espérances — des années soixante. L'expérience de la coopération nous a ramenés au pragmatisme : chaque zone géographique, chaque pays, chaque région et sous-région, demandent une stratégie et une tactique particulières, basées sur l'expérience vécue des succès et des échecs antérieurs. De nombreuses disciplines, des méthodes variées, des moyens multiples doivent être combinés dans des proportions diverses et changeantes, pendant un temps généralement plus long que prévu. Et les groupes humains réagiront à leur manière, parfois très différente de la nôtre. Dans ces conditions, il est bien difficile de vous présenter un itinéraire passe-partout.

Permettez moi de commencer par un peu de sémantique. Trop souvent nous devenons les prisonniers d'un vocabulaire, d'ailleurs changeant, mais qui conditionne, et nos réflexions et la manière de les mettre en pratique. Le « développement intégré » est une expression devenue banale, après tant d'autres... Et il serait peut-être bon de nous demander quel sens nous voulons donner à ces deux mots si tenacement accouplés ? Voulons nous intégrer le processus ou le résultat ? Le développement idéal serait-il une méthode de

changement sans ruptures ni crises, un passage du non-intégré à l'intégré?

Franchement, je ne le crois pas.

Très souvent, les premières phases du développement sont un passage du plus intégré (la société rurale traditionnelle) au moins intégré (une société secouée par l'innovation technologique et économique et par l'urbanisation). Le développement commence presque toujours par un renforcement de l'inégalité selon de nouveaux clivages, par des contradictions et des conflits, et c'est pourquoi une intervention performante ne doit pas nécessairement être intégrée, mais dialectisante et intégrante. Dialectisante, pour transformer les conflits frontaux en conflits négociables; intégrante pour faciliter une nouvelle intégration du groupe, à un niveau technologique et sociologique répondant mieux à ses besoins actuels et futurs.

Ceci postule, bien entendu, que les «développeurs», qu'ils soient nationaux ou étrangers, renoncent à tout impérialisme idéologique et ne considèrent pas la population concernée comme une pâte à modeler au gré de leurs préjugés, mais comme un groupe d'adultes responsables de leur sort. Dès lors, ils doivent apprendre à les connaître et les respecter.

Les responsables du développement auront donc à se préparer aux déséquilibres et aux crises qui suivront leurs interventions, non pour les éviter, mais pour les utiliser au mieux. Ils constateront souvent que les réactions et les désirs du groupe varieront tout au long de l'exécution du programme et que le plan d'action, de même que les méthodes, devront être constamment revus: la multidisciplinarité ne sera pas obligatoirement simultanée mais souvent partielle et échelonnée dans le temps: un développement intégrant peut commencer par la réparation d'un pont... C'est pourquoi l'équipe responsable d'un programme devra souvent procéder à des interventions ponctuelles, se contredire, se déjuger, au grand déplaisir des bailleurs de fonds et des gouvernements.

Les cas d'espèce qui vous ont été exposés nous permettent de conclure par quelques réflexions tirées de l'expérience du terrain:

1°) On ne développe pas un groupe humain, on facilite son développement, dès lors qu'il le veut et accepte d'en payer le prix.

2°) Le succès d'une opération de développement se prépare bien avant que le programme ne démarre: de solides études préliminaires, une bonne compréhension des attitudes et des contraintes du milieu

rural concerné, la mise en place d'un bon support logistique sont indispensables. Ce n'est pas toujours facile à réaliser : d'une part, les bailleurs de fonds se méfient d'études pouvant déboucher sur des conclusions contredisant les objectifs initiaux ; d'autre part, ni les conditions de vie dans le milieu rural, ni l'état d'esprit de beaucoup de cadres nationaux et de conseillers extérieurs ne facilitent leur séjour prolongé dans les villages, condition essentielle pour écouter, comprendre et se faire comprendre des ruraux.

3°) Une trop grande rigidité bureaucratique et technocratique mène à l'échec. Que ce soit au Shaba, en Amérique latine ou au Tamil Nadu, ce qui s'est finalement réalisé diffèrait substantiellement de ce qui avait été prévu. La stratégie du développement n'est pas un modèle mathématique, mais une démarche sinueuse s'appuyant sur la science et l'expérience.

4°) La participation d'un groupe ne s'achète pas par des cadeaux mais par un long travail en commun.

5°) Il ne faut pas hésiter à déléguer des responsabilités effectives à des hommes qui n'y sont pas complètement préparés, à condition qu'il ne s'agisse pas de secteurs conditionnant la survie du projet.

6°) Comme les débuts d'une opération de développement tendent à accroître les inégalités, il faut prévoir des mécanismes institutionnels, opérationnels et financiers protégeant les plus faibles sans paralyser les plus entreprenants.

7°) Même bien préparés et correctement exécutés, beaucoup de programmes ont tendance à dépérir dès que cesse l'appui extérieur, qu'il soit national ou étranger. La « crise de sevrage » est toujours pénible et parfois mortelle. C'est pourquoi, le retrait de l'appui extérieur ne doit pas être total et un « suivi » efficace et suffisamment durable, appuyé par des financements résiduels est presque toujours nécessaire.

8°) Un programme de développement rural limité à des activités agricoles ne peut réussir. Il ne faut pas seulement augmenter la productivité et la production, il faut aussi pouvoir commercialiser les surplus et donc augmenter le pouvoir d'achat non agricole.

En énumérant ces préalables, on peut se demander s'il existe beaucoup de pays et de régions dans le Tiers-Monde où un développement intégrant serait réalisable aujourd'hui... Et pourtant, il ne faut pas être totalement pessimiste. Beaucoup d'opérations locales ont donné des résultats positifs, parfois extensibles et répétables.

Même dans les cas difficiles, il est possible d'entamer la longue marche vers un développement assumé, d'abord par une aide de survie, ensuite par des interventions de déblocage et de pré-développement, enfin par des programmes de développement. Et les «experts», dont nous sommes, ne devinent pas toujours les lentes fermentations qui s'accomplissent derrière des comportements ruraux apparemment figés et sont souvent surpris par une brusque explosion de l'esprit d'entreprise...

Une espérance lucide est donc possible.

Achève d'imprimer le 29 février 1992
par l'imprimerie
Ceuterick, s.a., Louvain

Gedrukt op 29 februari 1992
door drukkerij
Ceuterick, n.v., Leuven